

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA FONCTION DÉMOCRATIQUE
DU MOUVEMENT ZAPATISTE,
DU SOULÈVEMENT ARMÉ À L'AUTRE CAMPAGNE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

MONIQUE CHAPDELAINÉ

NOVEMBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite exprimer ma reconnaissance à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire.

Je tiens à remercier sincèrement en premier lieu le professeur Victor Armony, mon directeur de mémoire, pour l'aide et le temps qu'il a bien voulu me consacrer.

Mes remerciements s'adressent également à mon fils Vincent, qui a lu et commenté ce travail à différentes étapes de sa rédaction, et qui m'a soutenue au plan informatique pour sa mise en forme.

Enfin, j'adresse mes remerciements à tous mes proches et amis qui m'ont toujours soutenue et encouragée au cours de la réalisation de ce mémoire, en particulier mes frères Gilles et Michel ainsi que Alain Couture, un ami de longue date.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vi
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LE MOUVEMENT ZAPATISTE, DE LA GENÈSE À L'ACTEUR DÉMOCRATIQUE	9
1.1 Le Chiapas, un État marginalisé aux confins du Mexique	10
1.2 L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)	13
1.2.1 La formation	13
1.2.2 Le sous-commandant insurgé Marcos	14
1.2.3 L'enracinement social	15
1.2.4 La démocratie, originalité de l'EZLN et du mouvement zapatiste	16
1.3 Le soulèvement armé	19
1.3.1 Un aperçu de la conjoncture	19
1.3.2 Un choix démocratique	21
1.3.3 Les objectifs	23
1.3.4 La question indigène	24
1.4 La triple conversion du zapatisme	25
1.4.1 La transformation de l'EZLN en mouvement armé	25
1.4.2 La révolution des femmes zapatistes	28
1.4.3 La transformation du mouvement armé en mouvement civil et acteur démocratique	28
1.5 Le zapatisme et ses quatre composantes	29

CHAPITRE II	
LA CONCEPTION ZAPATISTE DE LA DÉMOCRATIE	33
2.1 La question du pouvoir	33
2.1.1 Les positions zapatistes à l'égard du pouvoir	34
2.1.2 Le refus de l'avant-garde	35
2.1.3 Démocratie communautaire et démocratie représentative	37
2.1.4 Le consensus et ses limites	39
2.1.5 Le mandar obedeciendo	41
2.2 Une démocratie plurielle radicale, tolérante et inclusive	43
2.2.1 Les formes de démocratie	44
2.2.2 La démocratie électorale	45
2.2.3 Les formes de lutte politique dans la société civile	47
2.2.4 La citoyenneté avec des différences : identités ethnique et nationale	50
2.3 La démocratie ou les armes	51
CHAPITRE III	
LA DÉFIANCE DÉMOCRATIQUE ZAPATISTE, COMME DÉFINITION DE LA FONCTION DÉMOCRATIQUE DU MOUVEMENT ZAPATISTE	55
3.1 La défiance démocratique zapatiste	56
3.1.1 Internet, forme sociale et politique	57
3.2 La vigilance	58
3.2.1 Les dialogues et les consultations	59
3.3 La dénonciation	63
3.4 Le soulèvement, l'acte de souveraineté critique le plus radical	65
3.5 La résistance	67
3.5.1 Les marches	68
3.5.2 L'autonomie de facto	69
3.6 La défiance démocratique zapatiste, comme définition de la fonction démocratique du mouvement zapatiste	74

CHAPITRE IV	
L'IMPACT DE LA DÉFIANCE ZAPATISTE SUR LA DÉMOCRATISATION AU MEXIQUE	76
4.1 Un mouvement de solidarité	76
4.2 La Réforme électorale et l'effondrement de la dictature mexicaine . .	77
4.3 Les Accords de San Andrés et le renforcement d'un mouvement indigène national	79
4.4 La mobilisation de la gauche mexicaine alternative	84
4.4.1 Les élections présidentielles de 2006 et la démocratie	85
4.4.2 L'Autre Campagne, comme refonte de la démocratie elle-même	86
4.4.3 Le défi de la convergence des gauches mexicaines	92
CONCLUSION	96
APPENDICE A	
CARTES DU CHIAPAS	101
APPENDICE B	
QUELQUES REPÈRES CHRONOLOGIQUES	102
APPENDICE C	
LOIS RÉVOLUTIONNAIRES DE L'EZLN	105
APPENDICE D	
OBJECTIFS, TÂCHES ET PREMIÈRES MESURES DES CONSEILS DE BON GOUVERNEMENT	107
BIBLIOGRAPHIE	109

LISTE DES FIGURES

3.1	Schéma de la structure du pouvoir démocratique dans les territoires autonomes rebelles zapatistes. D'après des données tirées de Bernal (2007) et Guimont Marceau (2006).	71
A.1	Le Chiapas (a) dans sa région. (b) et ses régions.	101

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ALENA	Accord de libre échange nord-américain
ARIC	Asociacion rural de interes colectivo
CCRI	Comité clandestin révolutionnaire indigène
CCRI-CG	Comité clandestin révolutionnaire indigène - Commandement général
CND	Convention nationale démocratique
CNI	Congrès national indigène
COCOPA	Commission de concorde et de pacification du Parlement mexicain
EZLN	Ejercito zapatista de liberacion nacional (Armée zapatiste de libération nationale)
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie
FLN	Forces de libération nationale
FZLN	Front zapatiste de libération nationale
IFE	Institut Fédéral Électoral
JBG	Juntas de buen gobierno (Conseil de bon gouvernement)
MAREZ	Municipios Autonomos Rebeldes Zapatistas (Municipes autonomes rebelles zapatistes)
PAN	Parti d'action nationale
PRD	Parti de la révolution démocratique
PRI	Parti révolutionnaire institutionnel
PT	Parti des travailleurs
UU	Union de uniones

RÉSUMÉ

Ce mémoire poursuit l'objectif d'examiner la fonction démocratique du mouvement zapatiste, du soulèvement armé à l'Autre Campagne, en traitant quatre points : le processus de démocratisation du zapatisme, la conception zapatiste de la démocratie, les voies de défiance vis-à-vis du gouvernement mexicain et l'impact de cette défiance sur la démocratisation au Mexique. Le mouvement zapatiste, qui s'est lancé dans un soulèvement armé le 1^{er} janvier 1994, s'inscrit dans la lignée des mouvements de libération indigènes qui ont émergé depuis quatre décennies dans l'ensemble de l'Amérique latine. Il est aussi considéré comme l'un des protagonistes de la lutte altermondialiste pour construire la démocratie par en bas. Il s'agit d'un mouvement social, politique et anticapitaliste, qui lutte depuis une vingtaine d'années pour la reconnaissance des droits des communautés indigènes pauvres et marginalisées de l'État mexicain du Chiapas, et aussi pour la reconnaissance de toutes les formes de lutte politique démocratique. Nous avons analysé les grandes lignes du discours et de la pratique zapatistes touchant à la démocratie à partir uniquement d'une documentation écrite et virtuelle. Après avoir relevé les moments décisifs du processus de démocratisation du zapatisme, de la genèse à l'apparition de l'acteur démocratique, notre recherche s'est concentrée sur la conception zapatiste de la démocratie et ses rapports avec le pouvoir. Puis, nous avons analysé les modalités de l'organisation de la défiance zapatiste et leurs potentialités démocratiques. La transformation du zapatisme armé en acteur démocratique a résulté d'une triple conversion touchant la pensée et la pratique révolutionnaires. Les zapatistes prônent une démocratie plurielle radicale liée à leur refus de la prise du pouvoir d'État et leur projet de transformation sociale. La défiance démocratique zapatiste s'exprime et s'organise par la vigilance et la dénonciation comme pouvoirs de surveillance du pouvoir élu ainsi que par le soulèvement et la résistance comme actes de souveraineté critique. La défiance zapatiste, qui définit la fonction démocratique du mouvement zapatiste, a contribué à la démocratisation au Mexique, notamment en amenant au coeur du débat politique la question de la reconnaissance des droits indigènes, et en préparant la chute du parti-État. À ce jour, les zapatistes n'ont toujours pas obtenu satisfaction à leurs revendications. Ils n'en continuent pas moins leur lutte pour la liberté, la démocratie et la justice.

Mots clés : démocratie, zapatisme, pouvoir, défiance, mouvement indigène.

INTRODUCTION

Le mouvement zapatiste, considéré comme l'un des protagonistes de la lutte altermondialiste pour construire la démocratie par en bas, s'est soulevé dans l'État du Chiapas le 1^{er} janvier 1994, le jour même de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada.

Le jour du soulèvement, c'est au cri de ¡*Ya Basta!* (Ça suffit!) que des indigènes zapatistes masqués et armés¹ défiaient de front le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le parti-État² maintenu à la tête du Mexique par la fraude électorale depuis 1929 et signataire de l'ALÉNA. Les rebelles voulaient faire entendre la voix des populations rurales et indigènes du Chiapas, marginalisées (voire exclues) par les politiques néolibérales suivies par le gouvernement. Le soulèvement a servi à ouvrir un espace de négociations entre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et le gouvernement sur l'autonomie territoriale de ces populations, afin qu'elles puissent décider de leurs modes d'organisation sociale, politique, juridique, économique et culturelle, et à provoquer un dialogue avec toutes les forces politiques et civiles mexicaines susceptibles d'engager le Mexique dans une période de transition démocratique.

¹ L'armement était précaire : des fusils de chasse pour le gros des troupes ou bien des machettes ou même de simples bâtons.

² « Un régime politique dans lequel le parti au pouvoir ne fait qu'un avec l'appareil administratif et répressif d'État, agit comme son organe politique, tire ses revenus des finances de l'État et exclut la possibilité d'une alternance au pouvoir exécutif ou de la formation d'une majorité dans le pouvoir législatif au bénéfice d'autres partis » (Gilly, 1992, p. 134).

Le Chiapas est encore aujourd'hui l'un des trois États de la République mexicaine dont les populations indigènes sont les plus fortement marginalisées. Il accumule notamment les records en matière d'analphabétisme et de conditions de vie précaires. De vives tensions sociales, plusieurs facteurs politiques et économiques, touchant notamment à la répartition des terres, aux conditions de vie des indigènes et au manque de démocratie à tous les niveaux, ainsi que la répression gouvernementale et la violence des paramilitaires sont à l'origine du soulèvement armé. La guerre n'a duré que 12 jours. L'EZLN, attentive aux mobilisations de la société civile mexicaine qui réclame l'arrêt des combats, accepte le cessez-le-feu proposé par le président de la République, et privilégie la voie démocratique pour continuer la lutte.

Le mouvement zapatiste, dont l'apparition marque le début d'une recomposition des forces révolutionnaires dans le monde après la chute du mur de Berlin et la défaite du socialisme soviétique, se maintient toujours en résistance active pour créer une société plus juste, plus démocratique, plus libre.

Objet d'étude

Les démocraties se transforment du fait de l'érosion de la confiance des citoyens dans leurs dirigeants et les institutions politiques, et du fait aussi que l'expression de la défiance citoyenne vis-à-vis des pouvoirs se manifeste de plus en plus en dehors des institutions et des partis politiques. De nombreux mouvements sociaux radicaux, que l'on voit poindre depuis les années 1990 dans le monde, participent à cette transformation par leur volonté d'initier de nouvelles pratiques politiques et de se constituer en acteur politique qui n'aspire pas à la prise du pouvoir d'État. Parmi eux, le mouvement zapatiste lutte pour les droits civiques, sociaux et culturels, et pour agir dans le champ politique par d'autres voies que les voies de l'élection et des partis politiques.

L'expérience démocratique du mouvement zapatiste se révèle singulière. Il s'agit d'un mouvement armé qui travaille à sa propre démocratisation, à celle des communautés indigènes du Chiapas qu'il soutient, et qui s'inscrit dans un mouvement plus large de démocratisation au Mexique. Depuis le soulèvement, ce mouvement défie le gouvernement mexicain par diverses pratiques développées à l'écart des partis politiques et des instances gouvernementales. Il ne vise pas la prise du pouvoir, mais ne nie pas pour autant sa réalité et son efficacité.

Nous visons dans ce mémoire à examiner la fonction démocratique du mouvement zapatiste, laquelle est constituée par l'ensemble des pratiques de défiance démocratique zapatistes vis-à-vis du gouvernement mexicain.

Questions de recherche et hypothèses

Dans ce travail, nous voulons répondre aux questions de recherche suivantes :

- 1) Comment le mouvement zapatiste armé est-il devenu un acteur démocratique ?
- 2) Quelle est la conception zapatiste de la démocratie et quelle relation entretient-elle avec le pouvoir ?
- 3) Comment s'exprime et s'organise la défiance démocratique zapatiste ?
- 4) Quel est l'impact de la défiance zapatiste sur la démocratisation au Mexique ?

Ces questions nous ont conduit à formuler les hypothèses de recherche suivantes :

- 1) Le zapatisme armé se transforme en acteur démocratique à la suite de conversions touchant la pensée et la pratique révolutionnaires, c'est-à-dire il remplace la notion de dictature du prolétariat par un appel à la société civile qui lutte pour la démocratie, et il passe de l'objectif de détruire le pouvoir en place par la lutte armée à celui de la lutte pacifique et démocratique pour la reconnaissance des droits fondamentaux.
- 2) La conception zapatiste de la démocratie se veut plurielle, incluante et tolérante, ce qui suppose la reconnaissance des différentes formes de démocratie (communautaire, sociale, électorale-représentative) et des diverses formes de lutte politique, ainsi que la reconnaissance de la citoyenneté avec des différences ethniques et culturelles. La conception zapatiste d'une société démocratique est celle où le pouvoir serait situé à la base, une société civile qui puisse contrôler ses gouvernants, les sanctionner et les obliger à être au service de cette base.
- 3) La défiance démocratique zapatiste s'exprime et s'organise de plusieurs façons dont la vigilance et la dénonciation comme pouvoirs de surveillance du pouvoir élu, ainsi que par le soulèvement et la résistance active comme pouvoirs de souveraineté critique.
- 4) La défiance démocratique zapatiste a contribué principalement à amener au coeur du débat politique la question de la reconnaissance des droits indigènes et à conduire le parti-État à la concession d'une réforme électorale, qui précise les règles d'un multipartisme, bien que limité, d'élections libres et transparentes susceptibles de favoriser l'alternance.

Démarche méthodologique

Nous avons suivi une démarche permettant de valider nos hypothèses et de répondre à nos questions de recherche.

Aucune observation ni enquête sur le terrain n'étaient prévues. Nous avons débuté le travail par une recension des écrits, laquelle s'est limitée à une documentation en français en raison de notre manque de connaissance de la langue espagnole. La cueillette des données s'est faite à partir de sources primaires et secondaires, notamment de données sociodémographiques, de la revue de littérature, de

cyber-publications. Plusieurs de ces documents, à des degrés divers, ont permis de circonscrire la nature du zapatisme, la portée démocratique de ses initiatives et stratégies ainsi que l'évolution de ses positions dans le contexte politique, social et culturel mexicain.

Nous avons travaillé à partir de textes fondateurs de l'EZLN, notamment les déclarations de la Selva Lacandona. Nous avons puisé dans diverses communications zapatistes adressées à des journaux mexicains, des discours prononcés à l'occasion d'initiatives lancées par l'EZLN, des entretiens dont deux menés auprès du sous-commandant Marcos par Le Bot (1997) et Montalbán (1999). Nous avons également puisé dans diverses analyses de commentateurs et leur bilan de la lutte zapatiste, et d'autres analyses touchant la gouvernance dans les communautés indigènes et la réforme néolibérale qui a entraîné des réformes constitutionnelles au Mexique.

En plus de la documentation écrite, nous avons consulté de nombreux sites Internet mis sur pied par des centres de recherches, des journaux ou des revues alternatifs, notamment le site du Comité de solidarité du Chiapas en lutte (CSPCL), du Centre Tricontinental (CETRI), la Revue À bâbord. Le recours à la documentation informatique nous a donné accès à des données sociodémographiques plus à jour (site SIPAZ), nous a permis de suivre l'évolution de la lutte zapatiste jusqu'à sa stratégie, l'Autre Campagne, ainsi que de prendre connaissance des derniers développements politiques au Mexique.

Nous avons traité toutes les données recueillies à l'aide de fiches élaborées en fonction de nos grandes thématiques. Ce procédé nous a permis de recouper les données provenant des différentes sources et de les confronter. Enfin, à travers notre analyse, nous avons cherché à présenter l'apport du mouvement zapatiste tout en nous souciant d'en marquer les limites et les contradictions.

Cadre théorique

Nous avons examiné la fonction démocratique du mouvement zapatiste en terme de défiance, en puisant des éléments à la thèse de Rosanvallon (2006). Pour bien saisir le mouvement des diverses expériences démocratiques, l'auteur propose de prendre en compte deux dimensions : « le fonctionnement et les problèmes des institutions électorales-représentatives, d'une part, et la constitution de l'univers de la défiance, d'autre part » (Ibid., p. 11-12). Historiquement, la défiance a emprunté deux grandes voies : 1) la défiance libérale qui signifie suspicion vis-à-vis des pouvoirs, comme les pouvoirs arbitraires imposés à la société, ou le pouvoir populaire, peur de ses errements, réticence devant l'instauration d'un suffrage universel (Ibid.); 2) la défiance démocratique (que l'auteur appelle contre-démocratie) qui renvoie à « la démocratie des pouvoirs indirects disséminés dans le corps social, la démocratie permanente de la défiance face à la démocratie épisodique de la légitimité électorale » (Ibid., p. 15).

Rosanvallon propose aussi d'appréhender l'expression sociale de la défiance, comme une sphère distincte des mécanismes de l'expression de la confiance. La défiance sociale se développe en raison de l'érosion de la confiance des citoyens envers le pouvoir de l'élection, qui apparaît insuffisant pour obliger les représentants à tenir leurs engagements. Pour cet historien, les nouveaux mouvements sociaux (bien qu'il ne traite pas le mouvement zapatiste) participent à la transformation de la démocratie elle-même en concevant « de fait que la vie de la démocratie est structurée par la tension entre la sphère électorale-représentative et l'univers contre-démocratique (la défiance), et non plus par la simple compétition libre pour l'exercice du pouvoir gouvernemental » (Ibid., p. 71).

Pour notre recherche, nous avons retenu quatre modalités de défiance démocratique proposées par Rosanvallon : la vigilance et la dénonciation comme

pouvoirs de surveillance du pouvoir élu, ainsi que le soulèvement et la résistance comme actes de souveraineté critique.

Dans ce mémoire, nous examinerons la défiance démocratique zapatiste dans ce cadre théorique. Il ne s'agira donc pas de comparer la défiance démocratique à l'élection-représentation pour savoir si la première dimension est meilleure que l'autre. Nous tiendrons compte plutôt que ces deux dimensions sont liées et en tension permanente, et que le développement de la défiance démocratique participe à la transformation actuelle de la démocratie.

Nous devons aussi donner quelques précisions sur les concepts de démocratisation et de démocratie, qui prennent une signification différente selon le contexte dans lequel ils sont utilisés. La démocratisation du mouvement zapatiste renvoie au processus qui a conduit celui-ci à relativiser la lutte armée, à articuler la possession des armes avec des formes de lutte proprement politique et démocratique, et à affirmer le primat de ces dernières.

Quant au processus de démocratisation au Mexique, on distinguera deux périodes : avant et après la réforme électorale (1996). Avant la réforme, la démocratie signifie principalement la fin du parti-État et de ses privilèges, le pluralisme des partis, la possibilité d'alternance au gouvernement, des élections libres et transparentes, le droit d'organisation autonome, les libertés municipales. Après la réforme, la démocratie signifie l'acceptation d'autres règles du jeu politique, c'est-à-dire que le pouvoir politique fasse place à d'autres acteurs et d'autres pratiques, en premier lieu à la société civile.

Pour les indigènes zapatistes, la démocratie au Mexique signifie la nécessité d'une refonte de l'État, afin d'obtenir la reconnaissance constitutionnelle de leurs droits, de leur différence ethnique et culturelle, de l'autonomie politique.

Plan du travail

Ce mémoire se divise en quatre chapitres. Dans le premier chapitre, nous introduirons plusieurs éléments permettant de comprendre le processus qui va conduire le zapatisme armé à exercer une fonction démocratique. Après un très bref résumé du contexte socio-politique du Chiapas, de l'histoire de l'EZLN et du soulèvement armé, nous présenterons la triple conversion qui marque le processus de démocratisation du mouvement zapatiste. Dans le deuxième chapitre, nous tenterons de cerner la conception zapatiste de la démocratie qui sous-tend sa fonction démocratique. Nous aborderons les positions zapatistes à l'égard du pouvoir. Nous montrerons en quoi la pratique démocratique zapatiste dans les communautés autonomes est à la fois en continuité et en rupture avec la conception traditionnelle du pouvoir. Nous définirons la démocratie plurielle zapatiste, qui est liée aux diverses formes de démocratie et de lutte politique dans la société civile, ainsi qu'à la citoyenneté avec des différences ethniques et culturelles. Nous verrons les positions zapatistes à l'égard de la relation entre les armes et la démocratie. Dans le troisième chapitre, nous présenterons les différentes voies de défiance zapatistes vis-à-vis du gouvernement mexicain et nous cernerons leur rôle démocratique. Nous verrons que ces voies de défiance définissent la fonction démocratique du mouvement zapatiste. Dans le quatrième chapitre, nous présenterons des effets de la défiance démocratique zapatiste sur la démocratisation au Mexique. Nous verrons le lien entre la réforme électorale de 1996 et la chute du parti-État (PRI). Nous présenterons le contenu des Accords de San Andrés comme une avancée démocratique et montrerons comment, sur la base de ces accords, s'est renforcé un mouvement indigène national. Nous traiterons aussi la dernière stratégie zapatiste, l'Autre Campagne, par laquelle l'EZLN tente de mobiliser la gauche alternative au Mexique, et nous verrons que cette stratégie participe à la refonte de la démocratie elle-même.

CHAPITRE I

LE MOUVEMENT ZAPATISTE, DE LA GENÈSE À L'ACTEUR DÉMOCRATIQUE

Le mouvement zapatiste¹ s'inscrit dans la lignée des mouvements de libération indigènes qui ont émergé depuis quatre décennies dans l'ensemble de l'Amérique latine.² Il est aussi considéré comme l'un des protagonistes des nouveaux mouvements sociaux radicaux, apparus au cours des années 1990, qui se caractérisent principalement par la rupture avec les expériences révolutionnaires du XX^e siècle, par leur capacité d'initier de nouvelles pratiques en dehors des institutions politiques et d'amorcer une réflexion critique de la pensée unique néolibérale. Le mouvement zapatiste n'a pas surgi spontanément lors du soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) le 1^{er} janvier 1994. Il existait depuis les années 1970 au moins un vaste mouvement social, fort de luttes et d'expériences accumulées par les paysans indigènes du Chiapas,

¹ Nommé ainsi à la mémoire d'Emiliano Zapata (1879-1919), qui est l'un des principaux acteurs de la Révolution mexicaine de 1910 contre le président mexicain Porfirio Díaz. Zapata voulait attribuer la terre à ceux qui la travaillent. Son mot d'ordre, Terre et liberté.

² Plusieurs expressions ont marqué cette émergence notamment le mouvement shuar et le soulèvement des indigènes de la Sierra équatorienne (1990), le katarisme bolivien, le Consejo regional indigena del Cauca (CRIC) en Colombie, le mouvement indigène guatémaltèque dont Rigoberta Menchú Tum, prix Nobel de la paix en 1992, est la figure emblématique. Ces expressions ont en commun de combiner projet culturel, conflit social et aspirations démocratiques (Le Bot, 1997, 1999).

dont les revendications se sont radicalisées pour exiger une ouverture politique et démocratique de la part du gouvernement mexicain, afin que tous soient traités avec égalité, équité et dignité. Ce chapitre présente plusieurs éléments qui permettent de comprendre le processus de démocratisation du mouvement zapatiste, de la genèse à l'apparition de l'acteur démocratique.

1.1 Le Chiapas, un État marginalisé aux confins du Mexique

Situé dans le Sud-Est de la République mexicaine, le Chiapas³ (voir app. A, p. 101) est encore aujourd'hui l'un des États les plus riches en ressources naturelles⁴, mais avec des populations indigènes, essentiellement agricoles, parmi les plus pauvres du pays. Le modèle d'agriculture de subsistance qui prédomine ne permet pas de générer des excédents agricoles suffisants. Un million d'indigènes environ, près du quart de la population, sont concentrés principalement dans deux régions où ils sont majoritaires : les *Altos*, ou les hautes terres, autour et au nord de San Cristóbal de las Casas - capitale historique de l'État - et la *Selva Lacandona*, zone de colonisation qui regroupe les basses terres à l'est de l'État et les vallées qui y mènent (*Las Cañadas*). Par leur langue et par leur culture, les populations indigènes se répartissent en quatre ethnies principales (tzotzil, tzeltal, chol et tojolabal) qui appartiennent à l'ensemble maya.

³ Le Chiapas ne fut annexé au Mexique qu'en 1824. Selon le recensement de l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) en 2005, le Chiapas compte 4 293 459 habitants, dont 957 255 personnes sont autochtones. C'est le 7ème État le plus peuplé du Mexique, qui compte 31 États et un district fédéral. Selon le Conseil National de Population (CONAPO), depuis l'an 2000, le Chiapas est le second État du pays en termes de marginalisation (SIPAZ, 2010).

⁴ Cet État produit la moitié de l'énergie hydroélectrique et de gaz naturel du Mexique. Il possède une grande biodiversité, d'importantes ressources pétrolières, forestières et agricoles (café, maïs, élevage, etc.) (SIPAZ, 2010).

Avec un taux très élevé de marginalisation, le Chiapas accumule notamment les records en matière d'analphabétisme (42 % de la population indigène de plus de 15 ans), de malnutrition (71,6 % de la population indigène), de mortalité infantile, de maladies infectieuses et respiratoires, de carence d'équipements domestiques (eau, électricité, etc.). En raison du contrôle politique et social exercé par une minorité de grands propriétaires terriens, surnommée *la famille chiapanèque*⁵, qui n'hésitent pas à faire un usage systématique de la corruption et de la violence pour conserver ses privilèges, le Chiapas n'a bénéficié que tardivement (dans les années trente) et toujours partiellement des acquis agraires⁶ de la Révolution mexicaine (voir app. B, p. 102). Les difficultés s'intensifient lorsque la modernité⁷, qui parvient au Chiapas dans les années 1970 et 1980, prend le plus souvent une forme excluante : la construction d'immenses barrages hydroélectriques⁸ prive les paysans de milliers d'hectares de terres utiles, tandis que l'élevage extensif, grand consommateur

⁵ Dans les années 1970, il existe encore dans les grandes propriétés (fincas) des formes d'exploitation de la main-d'oeuvre indigène : les *peones acasillados* sont maintenus dans une sorte de servitude car, payés en jetons valables uniquement dans la boutique du propriétaire (maître), ils contractent des dettes dont ils ne peuvent plus s'acquitter et qui se transmettent de génération en génération. À la fin des années 1970 et les années 1980, les mobilisations et les occupations de terres feront disparaître les fincas dans la plupart des régions (Baschet, 2005).

⁶ Dans la Réforme agraire prévalent deux principes inclus dans l'article 27 de la Constitution (1917) : la répartition des terres (droit de posséder la terre sous forme de terrains communaux et d'*ejidos* (inaliénables et imprescriptibles) et la prise en charge financière de l'État dans la plupart des phases de la production et de la distribution ((Nadal, 1995 ; Otero et al. *in* Favre et Lapointe, 1997).

⁷ Au Mexique, durant ces deux décennies, la modernisation se caractérise par l'augmentation des exportations industrielles, la nécessité d'élever la compétitivité, la productivité et la qualité de l'industrie et de ses produits. Cette modernisation est imposée par en haut, les décisions étant prises sans discussion préalable dans la société. Ceux qui subissent les changements les perçoivent comme une double agression convergente de l'État et du marché (Gilly, 1992). Sous la présidence de Salinas de Gortari, la modernisation mexicaine va s'accélérer et conduire à l'ALÉNA (1994). Cet accord renforce les règles et procédures régissant le commerce et l'investissement entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (Affaires étrangères et Commerce international Canada. En ligne : international.gc.ca).

⁸ Dans le cadre du libre-échange, ces travaux publics de grande envergure répondaient à l'objectif d'attirer les investisseurs étrangers (Pickard, 2002).

de terres, multiplie les conflits entre les éleveurs (pour l'essentiel métis) et les agriculteurs (indigènes) (Pickard, 2002 ; Baschet, 2005). Et la pauvreté des populations qui s'accroît malgré des programmes socioéconomiques ou culturels (comme le *Pronasol*)⁹ étendus aux zones indigènes du Chiapas. En raison de la corruption et du clientélisme, les bienfaits¹⁰ de ces programmes arrivent souvent aux communautés sous forme de coquilles vides, comme cet hôpital démesuré bâti en pleine jungle quatre mois avant le soulèvement, à Guadalupe Tepeyac, et laissé à peu près sans équipement et sans personnel après son inauguration (Le Bot, 1997 ; de la Grange et Rico, 1998).

Traditionnellement, le Chiapas assurait un électorat fidèle au PRI, le parti au pouvoir. Bien que Nadal (1995) note que cette fidélité sans faille s'est effritée à partir des années 1970 (en raison du ralentissement dans la répartition des terres, et surtout dès les années 1980 des politiques néolibérales de désengagement de l'État), il n'en demeure pas moins que les candidats officiels à la présidence, Miguel de la Madrid (1982) et Carlos Salinas (1988), remportaient les élections avec une majorité de 90 % des voix (Le Bot, 1997). Les luttes, axées principalement sur des revendications économiques et sociales, contribuaient à bouleverser les relations de pouvoir au sein des communautés mais, sauf exception, elles laissaient intactes les structures de pouvoir officielles (Ibid.). Mais le soulèvement zapatiste de 1994, qui revitalisera un mouvement indigène fragmentaire, contribuera à menacer l'équilibre des forces qui garantissait au PRI le monopole du pouvoir (Recondo, 2009).

⁹ Le Programme national de solidarité (*Pronasol*) est connu aussi sous le nom de *Solidaridad*.

¹⁰ Il s'agit entre autres d'investissements, d'infrastructures et d'équipements collectifs (magasins communautaires, dispensaires, écoles, réseau routier, camions, électrification, adduction d'eau potable, etc.) (Le Bot, 1997, p. 59).

1.2 L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)

1.2.1 La formation

L'EZLN est l'une des expressions fondamentales de la lutte menée par les indigènes zapatistes depuis une vingtaine d'années au Chiapas. Elle est issue des Forces de libération nationale (FLN), une organisation politico-militaire d'avant-garde prônant l'idéologie marxiste-léniniste dans la tradition des guérillas latino-américaines des années 1960. Créées dans le nord du Mexique, à Monterrey en 1969, les FLN avaient pour objectif, selon leurs statuts de 1980, la prise du pouvoir pour instaurer une république populaire et un système socialiste, c'est-à-dire qu'elles luttaient pour la transformation du monde en cherchant à prendre le pouvoir en une dictature du prolétariat (Le Bot, 1997 ; de la Grange et Rico, 1999 ; Baschet, 2005).

C'est une poignée d'hommes et de femmes (dix à peine), indigènes et métis qui, dans la clandestinité, fonde l'EZLN le 17 novembre 1983, dans un campement nommé *La Pesadilla* (le Cauchemar) situé dans la région de la Selva. De 1983 à 1985, cette guérilla demeure complètement isolée. Elle apprend à vivre dans la montagne et à combattre, sans aucun soutien des communautés et souvent rejetée par elles.

Durant ces années, les communautés indigènes vivent dans un contexte de fragmentation et de vives tensions sociales (en raison notamment de conflits de terre, de divisions et de dissidences au sein des communautés, de conversions religieuses), marqué par une montée de la répression gouvernementale et de la violence des gardes blanches (*guardias blancas*)¹¹. Comme les indigènes tendent

¹¹ Les gardes blanches sont des polices privées recrutées et armées par les grands propriétaires fonciers et les éleveurs pour les défendre des indigènes et des paysans qui menacent d'envahir leurs terres (Montalbán, 1999, p. 347).

spontanément à l'autodéfense, l'EZLN propose aux communautés une aide pour la lutte armée (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997). C'est cette question de survie immédiate qui permet les premiers contacts entre l'EZLN et les communautés indigènes (comme nous le verrons plus loin), desquels va sortir le zapatisme armé qui se manifeste en janvier 1994 (Le Bot, 1997).

1.2.2 Le sous-commandant insurgé Marcos

Marcos est l'un des fondateurs de l'EZLN. Selon la version gouvernementale¹², celui qui se cache derrière le passe-montagne est Rafael Sebastián Guillén Vicente. Il est né le 10 juillet 1957 à Tampico, ville portuaire située au centre d'un complexe pétrolier dans le Nord-Est du Mexique, dans une famille catholique de marchands de meubles. Diplômé de la faculté de philosophie et de lettres à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) de México, il enseigne un temps dans une autre université de la capitale, l'Université autonome métropolitaine (UAM). Marcos nie l'identification avec Rafael Guillén (de la Grange et Rico, 1998, p. 15).

Même si on ne peut réduire l'EZLN à sa seule personnalité, il reste que Marcos y joue un rôle central : il est le chef militaire, l'interprète et le porte-parole des indigènes révoltés du Chiapas (s'étant laissé imprégné par leur expérience et leur imaginaire). Érudit et ironique, il est l'artisan de l'habile stratégie de communication du mouvement zapatiste (dans une guerre où les mots et les symboles importent plus que les armes), ainsi que l'auteur de récits littéraires à portée politique. Après la formation du mouvement zapatiste, Marcos sert de principal pont entre les diverses composantes, et participe à l'évaluation de l'impact politique des initiatives de l'EZLN. Il se présente lui-même comme

¹² Dans une allocution télévisée en février 1995, le président Zedillo a révélé l'identité de Marcos (Le Bot, 1997, p. 16).

antimilitariste¹³, sous-commandant au service des communautés et de leurs représentants. Un autre apport de Marcos aura d'avoir pulvérisé toutes les langues de bois : celle des guérillas marxistes-léninistes, qui était naguère la sienne ; celle de la Révolution mexicaine institutionnalisée et de ses stéréotypes sur les indigènes ; et aussi celle des indigènes eux-mêmes lorsqu'ils s'expriment dans la langue dominante (Le Bot, 1997).

1.2.3 L'enracinement social

Selon Baschet (2005), trois courants convergent dans le processus d'organisation des communautés indigènes qui est le terreau où va s'enraciner l'EZLN : 1) l'Église de San Cristóbal, par l'action pastorale de l'évêque Samuel Ruiz et son équipe, inspirée par la théologie de la libération, qui encourage la critique des réalités sociales, et promeut la prise de conscience et l'auto-organisation des opprimés ; 2) l'arrivée de militants politiques venus du centre et du nord du Mexique, comme les maoïstes, qui s'orientent entre autres vers la structuration des organisations paysannes comme la *Unión des uniones* (UU)¹⁴, la mise en place de coopératives (notamment pour le café) et l'obtention de crédits mais qui, en raison de plusieurs dérives, contribueront à l'essor des organisations indigènes indépendantes ; 3) le processus d'organisation autonome des communautés, qui est une composante déterminante en raison de l'expérience politique acquise par les indigènes (nous verrons que ces indigènes vont servir de pont lors des premières rencontres entre l'EZLN et les communautés). Les organisations créées par les indigènes

¹³ Marcos reconnaît que les armes sont incompatibles avec la démocratie. Il dénonce toute idéologie militariste et insiste sur la nécessaire supériorité de l'instance civile (Le Bot, 1997 ; Baschet, 2005).

¹⁴ La *Unión de uniones*, une des nombreuses organisations indigènes indépendantes, est créée en 1980. Elle se transforme en *Asociación rural de interés colectivo* (ARIC) en 1988 (Baschet, 2005).

eux-mêmes se multiplient surtout après 1983. Elles amplifient le champ de leurs revendications. Celles-ci, qui sont d'abord formulées dans quatre secteurs : terre, commerce, éducation et santé, vont prendre un tournant plus nettement politique, d'abord en réaction à la politique répressive du gouverneur Absalón Castellanos Dominguez¹⁵, puis pour clamer leur exigence d'autonomie, de démocratisation du système politique mexicain et de respect à la dignité¹⁶.

1.2.4 La démocratie, originalité de l'EZLN et du mouvement zapatiste

La démocratie constitue l'un des aspects fondamentaux de l'originalité de l'EZLN par rapport aux guérillas latino-américaines d'inspiration marxiste-léniniste et guévariste ainsi que l'originalité du mouvement zapatiste par rapport à la presque totalité des mouvements anti-néolibéraux radicaux.

1.2.4.1 Par rapport aux guérillas traditionnelles en Amérique latine

Dans une entrevue accordée à *La Jornada* le 5 février 1994, Marcos situe l'EZLN par rapport aux guérillas traditionnelles latino-américaines.

Nous voyons les luttes armées non pas dans le sens classique des guérillas antérieures, c'est-à-dire la lutte armée comme unique voie et seule vérité toute-puissante autour de laquelle tout s'organise. Nous, nous avons toujours considéré la lutte armée comme un processus complexe de luttes qui

¹⁵ Le général Absalón Castellanos Dominguez a été gouverneur du Chiapas dans les années 1980. En janvier 1994, les zapatistes l'ont enlevé et l'ont accusé d'avoir été l'un des gouverneurs les plus meurtriers de l'histoire du Chiapas (155 assassinats politiques, 503 séquestres et tortures durant son mandat), puis ils l'ont libéré afin de remplir la condition préalable exigée par le gouvernement avant que ne débutent les négociations (Nadal, 1995 ; Montalbán 1999 ; Baschet, 2005).

¹⁶ La littérature touchant au mouvement zapatiste fournit plusieurs sens au mot dignité. « Pour les indigènes, la dignité est la certitude de ne plus avoir à éprouver ni à redouter, dans les yeux d'autrui, la trace d'un mépris et d'un racisme séculaires ». Elle est aussi reconnaissance et respect mutuels (Baschet, 2005, p. 137-138). Pour Holloway (2007), la dignité est synonyme de rébellion et de lutte.

changent. [...] ce qui est décisif dans une guerre, ce n'est pas l'affrontement militaire mais la politique qui est en jeu dans cet affrontement. [...] Actuellement, nous savons que nous ne pouvons pas mettre en déroute l'armée fédérale, mais nous savons aussi que cette même armée fédérale ne peut pas nous mettre en déroute. Nous ne sommes pas entrés en guerre le 1^{er} janvier pour tuer ou pour être tués. Nous sommes entrés en guerre pour qu'on nous écoute. C'est ce qui est clairement exprimé par le *Ya Basta!* des camarades du comité. (*in* Nadal, 1995, p. 17)

Puis, en février 1995, Marcos posaient les questions suivantes :

Quelle autre guérilla a accepté de s'asseoir pour dialoguer cinquante jours après son soulèvement armé? Quelle autre guérilla en a appelé non au prolétariat comme avant-garde historique mais à la société civile qui lutte pour la démocratie? Quelle autre guérilla s'est mise sur le côté pour ne pas interférer dans un processus électoral? Quelle autre guérilla a convoqué un mouvement national démocratique, civil et pacifique pour rendre inutile le recours à la voie armée? Quelle autre guérilla demande à ses bases d'appui ce qu'elle doit faire avant de le faire? Quelle autre guérilla a lutté pour créer un espace démocratique et non pour le pouvoir? Quelle autre guérilla a utilisé davantage les paroles que les armes? (*in* Baschet, 2005, p. 59)

Pour Baschet (2005), même si le passage définitif d'une organisation politico-militaire à une organisation politique civile ne s'était pas concrétisée, le processus évolutif de l'EZLN justifiait la formulation de ces questions. Nous verrons au chapitre suivant comment les zapatistes conçoivent l'articulation de la possession des armes avec des formes de lutte proprement politique et démocratique.

L'EZLN se distingue des guérillas traditionnelles par l'intégration et la participation des communautés à la lutte politico-militaire. La plupart des guérillas latino-américaines sont restées insensibles à la question ethnique et extérieures aux communautés telles les Forces armées révolutionnaires de

Colombie (FARC)¹⁷ en Colombie ou encore les sandinistes¹⁸ au Nicaragua. L'originalité de l'EZLN ne réside donc pas dans sa transformation de guérilla en armée régulière, mais plutôt dans le fait qu'elle surmonte l'extériorité entre l'armée et la population paysanne indigène (Baschet, 2005).

Cette interpénétration apparaît dans le fait que l'EZLN comporte plusieurs niveaux très souples de participation : les insurgés qui forment les troupes régulières, les miliciens mobilisables au sein des communautés en cas de nécessité, les bases d'appui formées par la population civile des communautés zapatistes qui assurent protection et nourriture aux combattants, et qui participent aux actions politiques de l'EZLN (Le Bot, 1997 ; Baschet, 2005 ; Bernal, 2007). Elle est, selon Marcos, une armée dispersée en majeure partie dans la communauté, qui se regroupe pour les opérations militaires ou pour certains travaux comme la construction des *Aguascalientes*¹⁹. L'armée est formée d'une partie professionnelle qui ne compte que quelques officiers, et de soldats qui sont aussi producteurs (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

1.2.4.2 Par rapport aux mouvements anti-néolibéraux radicaux

Quant aux mouvements anti-néolibéraux, comme chez les islamistes radicaux et les hindouistes radicaux, leurs formes d'opposition et de résistance à la mondialisation

¹⁷ Les FARC ont dérivé, comme d'autres guérillas, vers le crime organisé : financement par l'argent de la drogue, enlèvements et assassinats. Une guérilla sociale mélangée de banditisme et de luttes de pouvoir locales, régionales et éventuellement nationales. De telles dérives existent aussi en divers lieux du Mexique (Blanc et al., 2001).

¹⁸ Une fois au pouvoir, les sandinistes ont reproduit le schéma de la nation homogène et se sont laissés prendre dans un conflit dévastateur avec la population miskito (Baschet, 2005).

¹⁹ Les *Aguascalientes* étaient des espaces de résistance et de dialogue qui ont servi de cadres à de multiples rendez-vous avec la société civile mexicaine et internationale depuis 1994, et qui ont contribué à éviter l'isolement de la lutte zapatiste et permis de fournir une aide matérielle et politique substantielle au processus d'organisation autonome.

néolibérale s'expriment surtout dans des replis identitaires, et sont presque toutes autoritaires. Le zapatisme s'en distingue par ses tentatives de combiner démocratie, identité et modernité, en refusant notamment l'homogénéisation interne des communautés au sens de la domination du collectif sur l'individu, sur la minorité (Le Bot, 1997). Les zapatistes essaient de combiner des formes communautaires avec des éléments de démocratie représentative ou participative. Ils se servent d'éléments culturels, religieux, éthiques, non pas pour défendre la communauté contre l'Occident, mais pour essayer d'inventer de nouvelles formes de politique démocratique (Ibid.).

Les zapatistes ne cessent de répéter qu'ils se refusent au repli communautaire²⁰, que leur lutte pour la démocratie est nationale. Ils cherchent à mobiliser en articulant les demandes de droits culturels, de droits sociaux et de droits civiques (Ibid., 1999). Nous verrons au chapitre III comment s'exprime et s'organise la lutte démocratique zapatiste.

1.3 Le soulèvement armé

1.3.1 Un aperçu de la conjoncture

Outre les trois courants que nous avons évoqué, une conjonction de plusieurs facteurs jouent en faveur de l'EZLN, notamment la réaction contre la politique répressive du gouverneur du Chiapas, Patrocinio Gonzalez (1988-1994) ; l'apparition d'épidémies très graves dans la Selva ; les difficultés engendrées par

²⁰ Il existe d'autres mouvements indigènes en Amérique latine qui sont démocratiques. Mais ils sont restés davantage à un niveau communautaire, alors que pour le mouvement zapatiste la question indigène communautaire est aussi une question démocratique nationale (Le Bot, 1999).

la crise de l'élevage²¹ ; la chute drastique des prix du café entre 1989 et 1992 ; l'interdiction de l'exploitation du bois à partir de 1989 qui touche une économie familiale basée sur le défrichage, la culture sur brûlis et le bois de cuisine (Le Bot, 1997).

En constitue un autre facteur clé, l'élection frauduleuse²² en 1988 du candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à la présidence mexicaine, Carlos Salinas de Gortari dont le gouvernement amplifie les politiques néolibérales²³. À cet égard, l'adoption de la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine, en février 1992, qui remet en cause les acquis agraires de la Révolution mexicaine (en arrêtant définitivement la répartition des terres, en rendant possible la vente ou l'achat des terres ejidales²⁴ ou communales), constitue une véritable provocation et fait office de détonateur du soulèvement armé (Baschet, 2005).

²¹ En raison d'importations légales ou de contrebande et de l'endettement des grands éleveurs.

²² Lors de cette élection, le candidat de l'opposition Cuauhtémoc Cardenas met en difficulté le candidat officiel du PRI, Carlos Salinas de Gortari. Celui-ci est déclaré vainqueur après une « panne » du système informatique du décompte des voix (Le Bot, 1997). Pour certains des secteurs indigènes les plus politisés comme l'ARIC, cette fraude électorale signifie la fin d'une possibilité de transition pacifique (Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

²³ Ces politiques néolibérales entraînent notamment la libéralisation des prix, une part plus importante du secteur privé, une croissance des investissements au Mexique, la réduction des subventions aux produits de base, la montée du sous-emploi et la prolifération des maquiladoras (usines de montage exportatrices situées en majorité le long de la frontière avec les États-Unis) (Gilly, 1992 ; Le Bot, 1997).

²⁴ Les ejidos étaient jusqu'en 1992 des unités agricoles appartenant à l'État, laissées en usufruit à des petits paysans qui les exploitaient soit individuellement, soit collectivement en coopératives de production. Depuis 1992, chaque usufruitié peut devenir propriétaire de sa parcelle, et donc l'État ne peut plus être considéré comme un défenseur potentiel des droits fonciers des indigènes (Nadal, 1995 ; Le Bot, 1997 ; Baschet, 2005).

1.3.2 Un choix démocratique

Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, la plupart des indigènes de la Selva sont membres à la fois de l'EZLN et de la *Unión de uniones*, dont les dirigeants admettent alors la compatibilité entre la lutte civile et la lutte armée (Baschet, 2005). Mais la crise culturelle, politique, sociale, la répression, ainsi que les relatifs succès des projets productifs de la UU-ARIC et la corruption de ses dirigeants font progresser l'idée de la lutte armée (Ibid.). Les zapatistes justifient la voie armée par le fait qu'ils ont trouvé bloquées toutes les voies de lutte politique pacifique.

Selon Marcos, la décision du soulèvement armé, qui remonte à 1992, reflète un choix démocratique des communautés zapatistes imposé à des militaires plutôt réticents en raison du contexte international peu favorable (notamment la chute du mur de Berlin (1989), l'affaiblissement des luttes sociales) et le contexte national hostile à toute tentative de changement ((Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

Ce sont les chefs indigènes des communautés et des régions ainsi que la direction militaire qui prennent la décision de consulter les communautés indigènes zapatistes au sujet du soulèvement armé. Lors de cette consultation²⁵, explique Marcos (1997), chaque village est informé de la situation de la communauté, de celle de l'ethnie, du contexte national et international. La question posée : le moment est-il venu de commencer la guerre, oui ou non ? De septembre à la mi-novembre, quatre ou cinq cents communautés²⁶ des quatre principales ethnies

²⁵ Il s'agit d'une première consultation, et la consultation deviendra une forme de travail des zapatistes.

²⁶ Cette version est contredite par de la Grange et Rico (1998, p. 128). Selon eux, le processus n'a pas été très démocratique. Seulement une soixantaine de communautés, soigneusement sélectionnées par Marcos, auraient tenu des assemblées.

du Chiapas sont consultées, et pour la première fois la majorité de la population, incluant femmes et jeunes, est invitée à se prononcer et à voter. Il s'agissait d'un vote nominal, personnel, non secret, en assemblée de village. Une écrasante majorité²⁷ se prononce pour débiter la guerre. Les représentants des communautés ne feront que ratifier le résultat de la consultation et définir les objectifs de la guerre. L'EZLN, s'étant subordonnée²⁸ aux communautés, reçoit d'elles l'ordre formel de faire la guerre à leurs côtés (Le Bot, 1997).

La décision du soulèvement armé a-t-elle entraîné ou non des expulsions? Favre (1997, p. 445), mentionne l'expulsion, en décembre 1993, de la population des Cañadas qui s'opposait à l'EZLN. Bien que Marcos admette que la décision du soulèvement armé a entraîné de nouvelles divisions au sein de la population indigène, il nie qu'il y ait eu des expulsions. Il n'en reste pas moins que plusieurs dizaines de milliers d'indigènes quittent leurs communautés pour échapper aux conséquences d'une guerre qu'ils n'ont pas voulue. Ces déplacés, ajoute Marcos, illustrent les contradictions des zapatistes qui se définissent comme démocrates, mais imposent leurs réponses politiques par la force au lieu de chercher à intégrer les dissidents (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

²⁷ Le Bot (1997) souligne les limites des consultations démocratiques qu'effectue l'EZLN auprès de ses seules bases zapatistes. Le vote, quoique personnel, n'est pas secret, et il ne résulte pas d'un réel débat. La participation des enfants dès l'âge de raison va plus dans le sens d'un vote communautaire que d'un vote individuel. Dans ces conditions, les résultats sont massifs et peu convaincants (ainsi, 98 % des personnes consultées auraient voté pour le soulèvement du 1^{er} janvier 1994, et 98 % auraient rejeté les propositions gouvernementales en avril-mai 1994).

²⁸ Selon Marcos, l'organisation politico-militaire serait devenue l'instrument des communautés. Cette interprétation est à l'opposé de celle que donne Bertrand de la Grange et Maite Rico. Selon eux, les indigènes seraient manipulés par quelques guérilleros *ladinos* peu scrupuleux (*in* Recondo 2009, p. 174).

1.3.3 Les objectifs

Le 1^{er} janvier 1994, jour du soulèvement armé, l'EZLN pénètre dans plusieurs villes du Chiapas (San Cristóbal de Las Casas, Ocosingo, Altamirano, Chanal, Oxchuc, Histán, Las Margaritas). Ce jour-là, elle communique la première Déclaration de la Selva Lacandona, le *¡Ya Basta!* (qui est aussi une déclaration de guerre à l'armée fédérale) et proclame les lois révolutionnaires (voir app. C, p. 105) applicables dans les territoires libérés.

La lutte de l'EZLN est une lutte pour le droit constitutionnel qui veut appliquer l'article 39 de la Constitution mexicaine.

La souveraineté nationale réside essentiellement et originellement dans le peuple. Tout pouvoir émane du peuple et s'établit au bénéfice de celui-ci. Le peuple possède, en tout temps, le droit inaliénable de changer ou modifier la forme de son gouvernement.

Ainsi, en vertu du pouvoir constitutionnellement reconnu au peuple souverain, l'EZLN lutte pour « permettre aux populations libérées d'élire, librement et démocratiquement, leurs propres autorités administratives » (*in* Baschet, p. 36). Elle lutte aussi pour obtenir la déposition de l'ennemi clairement identifié, le système de parti-État²⁹. Ce qui est central, c'est la nécessité d'une transition à la démocratie, seule condition pour permettre la satisfaction des dix autres revendications de l'EZLN : travail, terre, toit, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, justice et paix. La lutte zapatiste est une lutte politique démocratique pour des conditions égales et équitables, pour l'ouverture d'un espace civil et pacifique pour tous les indigènes en particulier et en général pour tous les Mexicains (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

²⁹ Le parti-État « construit peu à peu, à partir de 1929, un système totalement centralisé de contrôle politique en intégrant la myriade d'unités et de pouvoirs locaux et régionaux » (Recondo, 2009, p. 28).

L'objectif national de la guerre ne veut pas dire une lutte pour le pouvoir. Au contraire, la première déclaration en appelle au Parlement pour qu'il proclame la destitution du dictateur Salinas de Gortari, tandis que les lois révolutionnaires soulignent que les élections devront être organisées par les autorités civiles, sans intervention de l'armée zapatiste. Cet objectif de l'EZLN s'écarte donc de celui des FLN (comme nous l'avons vu).

1.3.4 La question indigène

Les références à l'identité indigène deviennent de plus en plus fréquentes dans les communiqués de l'EZLN après les premiers jours du soulèvement, puis elles occupent une place centrale dans le discours des zapatistes dès les premières négociations avec le gouvernement (Recondo, 2009). Ce virage est interprété par certains commentateurs comme une improvisation. Selon de la Grange et Rico (1998), sous l'influence de la couverture médiatique, Marcos a inversé l'ordre des priorités, remplaçant le discours révolutionnaire par les revendications indigènes.

Il s'est produit une évolution entre les premières déclarations de l'EZLN et le début des négociations avec le gouvernement. Au départ, l'EZLN ne fait que dénoncer la discrimination et l'exclusion des indigènes, puis elle revendiquera la reconnaissance constitutionnelle et l'autonomie politique (Recondo, 2009). En plaçant la question indigène au coeur du débat national, les zapatistes ont obligé la société mexicaine à prendre conscience de l'échec de l'indigénisme³⁰ intégrateur : « ce qu'ils affirment c'est la mort de l'indigénisme et l'émergence d'un autre modèle d'intégration fondé sur le respect de leurs différences et de leurs spécificités » (Baschet, 2005, p. 207).

³⁰ L'indigénisme au Mexique visait à fondre les indigènes dans la nation mexicaine. Surtout à partir des années 1930, le développement de l'enseignement bilingue, qui avait été conçu comme un projet d'accès à la culture nationale, devait conduire à terme à la disparition des langues indigènes. L'idéal recherché par l'Institut national indigéniste, créé en 1948, était un Mexique qui comptait seulement une population métisse homogène (Baschet, 2005).

1.4 La triple conversion du zapatisme

Le zapatisme se veut un processus constant de transformation pour s'adapter à la réalité sociale. Ainsi, le zapatisme de 1994 n'a plus rien à voir avec le zapatisme de 1983, ce dernier ayant connu une triple conversion. Deux d'entre elles précèdent le soulèvement armé : la première conversion survient lors de la rencontre entre l'EZLN et les communautés indigènes. La deuxième conversion se produira lors de la place prise par les femmes indigènes. La troisième conversion aura lieu après le soulèvement lorsque la société civile mexicaine demande aux zapatistes de négocier la paix avec le gouvernement. Le mouvement armé cherchera alors à se transformer en un mouvement civil et démocratique.

1.4.1 La transformation de l'EZLN en mouvement armé

Le processus de transformation du zapatisme de l'EZLN commence vers 1985-1986, aux premiers contacts avec un groupe d'indigènes fortement politisés, et se poursuit lors de la rencontre avec les communautés indigènes. Le mouvement zapatiste armé naît de cette rencontre ainsi que de la transformation de l'EZLN, d'armée d'avant-garde révolutionnaire en une armée des communautés indigènes. Ainsi, le mouvement zapatiste armé de 1994, qui compte plusieurs milliers de combattants, vient de la confluence de trois composantes principales : l'EZLN comme groupe politico-militaire, le groupe d'indigènes politisés, la majorité des communautés de la Selva et Los Altos qui se sont politisées dans leur propre parcours.

Le mouvement zapatiste n'est donc pas la continuation ou la relance du groupe initial de l'EZLN et de son projet tel qu'il l'avait conçu, c'est-à-dire une lutte pour la transformation du monde en cherchant à prendre le pouvoir en une dictature du prolétariat. Ce mouvement naît au contraire de leur échec. Ce ne sont pas

les communautés indigènes qui se convertissent à la logique de l'organisation politico-militaire, l'EZLN, mais les contacts produisent un choc culturel qui débouche sur un renversement des hiérarchies où les membres de l'armée d'avant-garde révolutionnaire restés dans la Selva se transforment en serviteurs d'une dynamique de résistance et de soulèvement indigène (Le Bot, 1997; Baschet, 2005).

Un moment décisif de cette première conversion est celui où les guérilleros découvrent que leur discours tout imprégné des idées traditionnelles des révolutionnaires latino-américains avant-gardistes et universalistes (l'impérialisme, la crise sociale, la corrélation des forces et la conjoncture) n'éveille chez les indigènes aucun écho et que, par conséquent, il ne peut plus prétendre à l'universalité. Dans notre optique de guérilleros, explique Marcos, « les indigènes étaient des gens exploités qu'il fallait organiser et auxquels il fallait montrer le chemin. Nous étions la lumière du monde! ... ils étaient des aveugles à qui nous devons ouvrir les yeux » (Ibid.). La conversion s'opère lorsque pour se faire comprendre, les guérilleros doivent trouver d'autres mots, et surtout écouter et s'efforcer de comprendre la culture des communautés indigènes, leurs formes de communication (leurs dits, leur non-dit, leur silence) ainsi que leurs aspirations.

La rencontre entre l'EZLN et les communautés a été rendue possible grâce à la portion indigène de la guérilla qui fait office de traducteur³¹. Ces indigènes avaient développé une pensée politique, une conscience nationale, une vision à long terme qui n'étaient plus spécifiquement indigènes, ayant assimilé le bagage politique et culturel construit par l'organisation politico-militaire et produit quelque chose de nouveau. C'est justement cette élite politique indigène qui rend possible la

³¹ Marcos dit avoir été l'élève du vieil Antonio, un paysan indigène, qui a servi de pont entre l'EZLN et les communautés indigènes, et qui lui a fourni les éléments indigènes du langage zapatiste (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

relation d'entraide entre l'EZLN et les communautés et qui permet, par la suite, de la transformer en relation politique. À cette époque, l'idée de révolution était celle d'un monde socialiste, enrichie d'éléments humanitaires, éthiques, moraux plus que proprement indigènes. L'idée de révolution, qui dépasse la question de répartition de la richesse ou d'expropriation des moyens de production, représente un espace de dignité possible pour l'être humain et la garantie du respect de cette dignité. (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

Cette rencontre a infligé une première défaite à l'EZLN, au sens que l'organisation politico-militaire découvre une réalité qu'elle ne peut expliquer, pour laquelle elle n'a pas de réponse, et qu'elle doit apprendre. C'est l'acceptation de cette défaite qui va permettre à l'EZLN de survivre et de se développer (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997 ; Baschet, 2005). Alors commence une recomposition de la pensée et de l'action collectives dans la perspective d'une politique de la reconnaissance des droits indigènes, lesquels seront définis au moment du soulèvement comme : 1) le droit à la terre et au territoire au sein duquel les peuples ont le droit de s'organiser au niveau culturel et social ; 2) le droit de décider qui est ou n'est pas indien ; 3) le droit à la langue, à l'éducation, à la culture, à la religion et à l'organisation sociale ; 4) le droit à l'autodétermination et 5) le droit à l'ethnodéveloppement (Stavenhagen, 1989, *in* Nadal, 2005, p. 19).

Selon Le Bot (1997), le mouvement zapatiste armé est né de deux ruptures : 1) de cette première défaite de l'EZLN ; 2) du basculement de secteurs communautaires confrontés aux impasses de la modernisation et du développement, exposés à la répression et au racisme. Ces impasses conduiront Marcos à définir le soulèvement armé comme un « symptôme ».

1.4.2 La révolution des femmes zapatistes

Les femmes zapatistes dénoncent la triple discrimination dont elles sont victimes, comme pauvres, indigènes et sexe dominé (Nadal, 2005 ; Baschet, 2005). Au sein de l'EZLN, les femmes zapatistes participent en offrant aide et appui aux insurgés. Certaines d'entre elles deviennent officiers et plusieurs autres, miliciennes. Dans les années 1992-1993, ces femmes mènent une lutte pour faire reconnaître leurs différences et leurs droits spécifiques. De cette lutte sortira la Loi révolutionnaire des femmes zapatistes, qui a été rendue publique lors du soulèvement armé. Cette loi, composée de dix demandes, réclame avant tout le droit de participer à la politique si élues librement et démocratiquement ; le droit à une vie libre de toute violence sexuelle et domestique ; le droit de choisir son conjoint et décider du nombre d'enfants que l'on veut avoir ; le droit à l'éducation, la santé (Morales et Breton, 2008).

Le soulèvement armé a mené la lutte des femmes indigènes à un niveau de reconnaissance locale, nationale et internationale. La Convention des femmes chiapanèques a été créée en 1994-1995 sous l'impulsion du mouvement zapatiste.

1.4.3 La transformation du mouvement armé en mouvement civil et acteur démocratique

Après l'impact du soulèvement du 1^{er} janvier 1994, le zapatisme militaire subit à son tour une conversion civile. La stratégie zapatiste de l'affrontement armé est mise en échec, d'un côté par le refus de la société civile mexicaine de suivre l'EZLN sur ce terrain et qui, lors d'une manifestation massive à Mexico, réclame la fin des hostilités et demande la négociation de la paix ; de l'autre, par le président de la

République qui décrète, le 12 janvier 1994, un cessez-le-feu³² unilatéral. Dans les jours qui suivent, l'EZLN accepte le cessez-le-feu, reconnaît l'évêque Samuel Ruiz comme médiateur et accueille Manuel Camacho Solis, le négociateur pour la paix nommé par le gouvernement.

Cette troisième conversion brise totalement le schéma des zapatistes et achève de définir le zapatisme, le néozapatisme, dont la pensée et l'action s'articulent, encore aujourd'hui, « autour de quelques interrogations fortes, relatives au pouvoir, à la démocratie, au système politique, à la société civile, à la communauté, à la nation, à l'émergence d'un nouveau sujet » (Le Bot, 1997, p. 73). Le point culminant de cette conversion se caractérise, dès ses débuts, par la recherche du dialogue du mouvement armé avec la société civile mexicaine et internationale, et par l'acceptation du dialogue avec le gouvernement mexicain, afin de trouver une issue politique au conflit. Pour Baschet (2005), que cette transformation ait été ou non imposée par les circonstances est secondaire car, si l'EZLN a pu accepter la négociation au bout de quelques jours à peine, encore fallait-il qu'elle soit capable de s'engager rapidement dans une voie inédite et non planifiée.

1.5 Le zapatisme et ses quatre composantes

L'EZLN reconnaît que le zapatisme n'a pu se développer sans de multiples apports extérieurs, nationaux et internationaux, de sorte qu'elle ne saurait s'approprier l'idée même du zapatisme et s'en considérer comme le seul dépositaire légitime. En fait, le zapatisme, qui affirme ne pas exister et être à la fois à tout le monde et à personne, revendique le droit à l'indéfinition.

³² Une des raisons qui expliquerait le cessez-le-feu est que l'État ne pouvait pas ordonner à l'armée d'écraser les indigènes, dans la mesure où il les a toujours utilisés pour légitimer le système politique (de la Grange et Rico, 1998, p. 200).

Le zapatisme n'est pas une nouvelle idéologie politique, ni un réchauffé de vieilles idéologies. Le zapatisme n'est pas, n'existe pas. Il se contente de servir, comme servent les ponts, pour traverser d'un côté à l'autre. C'est pourquoi, dans le zapatisme, tous ont leur place, tous ceux qui veulent traverser d'un côté à l'autre... Il n'y a ni recettes, ni lignes, ni stratégies, ni tactiques, ni lois, ni règlements, ni consignes universelles. Il y a seulement une aspiration : construire un monde meilleur, c'est-à-dire neuf. En résumé, le zapatisme n'appartient à personne, et pour cela, il est à tout le monde. (Sous-commandant Marcos, 5 mai 1996)

Nous avons vu que le zapatisme a subi plusieurs conversions depuis 1983. Il en a résulté un zapatisme constitué de quatre composantes : trois au niveau national (armée, civile et sociale) et une composante internationale. Toutes ces composantes existent encore aujourd'hui.

Le zapatisme armé comprend l'EZLN, les communautés indigènes et les combattants. L'EZLN, une structure militaire, sert de pont entre les communautés et l'extérieur ; son autoritarisme marque le discours et la pratique zapatistes.

Le zapatisme civil apparaît au dialogue de San Cristóbal, puis à la Convention nationale démocratique (1994) où il cherche à s'organiser. Le mouvement diffus de solidarité avec la lutte au Chiapas évolue vers une organisation politique, le Front zapatiste de libération nationale (1996) qui fera place à l'Autre Campagne en 2006. La relation entre le zapatisme armé et le zapatisme civil constitue le problème le plus aigu du mouvement zapatiste (nous reviendrons sur ce point au chapitre II).

Le zapatisme social est plus large et plus dispersé. Ce sont des sympathisants non organisés prêts à soutenir l'EZLN selon les occasions.

Le zapatisme international prend forme avec la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme (1996). Mais, pour Marcos, il ne s'agit pas vraiment d'un zapatisme. Le zapatisme international est un point commun, un

prétexte pour converger. Un mouvement qui vise de plus en plus à retrouver une série de valeurs universelles qui puissent servir aux différents peuples ou un mouvement dans lequel différentes idéologies se reconnaissent. Notamment, les anarchistes y voient un mouvement anarchiste, les trotskistes distinguent clairement l'influence de Trotski. En fait, chacun voit un aspect, une forme du zapatisme qui le reflète et l'attire. Dans ce cas-ci, l'indéfinition du zapatisme est importante à maintenir. Le zapatisme international représente pour les communautés indigènes une protection qui leur permet de résister (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997). Depuis le soulèvement, Internet a joué un rôle de premier plan dans l'apparition du zapatisme international.

En somme, dans la phase civile du zapatisme, qui a débuté en 1994 et se poursuit depuis lors, les dimensions de lutte armée sont toujours présentes. Mais la violence est « maîtrisée et tendue vers l'objectif de faire naître une force civile dont le projet serait moins de renverser la pyramide du pouvoir que d'inventer un système et une culture politiques démocratiques qui soient au service de la société, de la base » (Le Bot, 1997, p. 70). C'est ainsi qu'après seulement 12 jours de guerre, l'EZLN accepte le cessez-le-feu, privilégie le dialogue et multiplie par la suite les initiatives et les stratégies politiques démocratiques dont les principales sont décrites au chapitre III (voir aussi app. B, p. 102).

Conclusion

Nous venons de voir que le soulèvement armé du 1^{er} janvier 1994 n'avait rien d'une décision spontanée, mais qu'il était soutenu par un ample mouvement social. Le processus de démocratisation du zapatisme est loin d'être linéaire, étant marqué par trois tournants décisifs (qui sont autant de ruptures) : 1) le zapatisme de l'EZLN se transforme en mouvement armé lors de son imbrication avec les communautés indigènes ; 2) la révolution des femmes zapatistes qui

critiquent la discrimination dont elles font l'objet et veulent prendre leur place au sein de l'EZLN; 3) le mouvement armé qui devient un mouvement civil et acteur démocratique dans un mouvement plus vaste de démocratisation du Mexique. Cette transformation touche la pensée et la pratiques révolutionnaires, c'est-à-dire le zapatisme armé remplace la notion de dictature du prolétariat, inspirée par l'idéologie marxiste-léniniste, par un appel à la société civile qui lutte pour la démocratie, et il passe de l'objectif de détruire le pouvoir en place par la lutte armée à celui de la lutte pacifique et démocratique pour la reconnaissance des droits fondamentaux. Le soulèvement zapatiste constitue un moment déterminant au sens qu'il a conduit l'EZLN à relativiser la voie armée, à poursuivre sa lutte sous des formes proprement politiques, tout en cherchant une articulation nouvelle de tous les moyens visant la transformation sociale pour une société plus juste, plus démocratique, plus libre. Pour les zapatistes, leur lutte n'est pas un acte de repli communautaire, ils en font une question démocratique nationale. Mais quelle est la conception zapatiste de la démocratie? Quelle relation entretient-elle avec le pouvoir? Comment les zapatistes combinent-ils les différentes formes de démocratie? Comment combinent-ils démocratie et identité? Comment articulent-ils la lutte armée et la lutte démocratique? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre dans le prochain chapitre.

CHAPITRE II

LA CONCEPTION ZAPATISTE DE LA DÉMOCRATIE

La conception zapatiste de la démocratie se veut critique, rupture, continuité, ouverture et pluralisme. Critiques des révolutions du XX^e siècle, les zapatistes entament un processus de transformation qui les conduit à rompre de façon radicale avec la prise du pouvoir et la logique de l'avant-garde pour un changement social et politique. Et si les communautés indigènes zapatistes conservent certains aspects de leurs modes traditionnels dans l'exercice du pouvoir, elles s'ouvrent à d'autres modalités de consultation et de prise de décisions, ainsi qu'à une diversité d'acteurs sociaux. Les zapatistes revendiquent une décentralisation totale du pouvoir : « La démocratie est quelque chose qui se construit d'en bas et avec tous (...) La démocratie est l'exercice du pouvoir par les gens tout le temps et en tous lieux » (Marcos, 2000).

2.1 La question du pouvoir

Dès le soulèvement armé, la première Déclaration de la Selva Lacandona indique que l'EZLN ne vise pas la prise du pouvoir, ni central, ni local. Ce refus de la prise du pouvoir, qui deviendra le point central de la nouvelle culture politique des zapatistes, constitue une rupture radicale avec ce qui était traditionnellement

l'objectif premier des guérillas latino-américaines d'inspiration socialiste, la prise du pouvoir comme instrument quasi exclusif de la transformation de la société.

Dans ce refus de la prise du pouvoir, qui a une valeur essentiellement critique, il faut comprendre que les zapatistes renoncent à la lutte, tant militaire qu'électorale, pour le pouvoir d'État (Baschet, 2005). Mais, pour eux, la question du pouvoir en général et de l'État en particulier reste centrale. Ils admettent que les partis politiques, les élections et l'organisation du pouvoir restent nécessaires, mais précisent du même coup que leur rôle n'est pas d'intervenir dans ce champ (Ibid.). Ils prétendent cependant y faire valoir leur influence par d'autres voies, que nous verrons au chapitre III.

2.1.1 Les positions zapatistes à l'égard du pouvoir

Baschet (2005) identifie d'abord trois positions zapatistes à l'égard du pouvoir, tout en distinguant les différents contextes dans lesquels elles sont exprimées : 1) les zapatistes adoptent une attitude de refus et de rejet radical de la forme de pouvoir exercée par le parti-État dictatorial et corrompu du priisme ; 2) ils considèrent le pouvoir d'État comme une affaire de spécialistes (les partis politiques), notamment dans une phase de transition démocratique, tandis que le rôle zapatiste et de la société civile consiste à contrôler le pouvoir et à exercer sur lui les pressions nécessaires pour obtenir la satisfaction des revendications populaires. Le pouvoir continue alors d'exister comme une instance séparée soumise à la volonté collective ; 3) la société elle-même reconstruit l'organisation politique. L'idée d'autonomie (que nous verrons au chapitre III) n'est rien d'autre que cette logique d'autonomisation et d'auto-organisation de la société. Pour cet auteur, les zapatistes semblent laisser ouverte l'articulation de deux propositions distinctes, bien que compatibles : d'un côté, le maintien d'un appareil d'État que

la société contrôle en l'obligeant à lui obéir ; de l'autre, l'auto-organisation de la société qui crée par en bas ses propres formes de pouvoir.

Au cours de l'année 2001, le refus zapatiste de la prise du pouvoir d'État trouve une nouvelle justification. Opérant une jonction avec l'analyse des effets du néolibéralisme, les zapatistes se méfient de la prise du pouvoir entre autres raisons parce que le pouvoir, échappant désormais aux États nationaux, est transféré à la puissance du capital financier. D'où, pour eux, un constat et sa conséquence logique : le lieu du pouvoir étant désormais vide, il ne sert donc à rien de le prendre (Baschet, 2005). Cette reformulation du problème du pouvoir peut être considérée comme un effet du nouveau contexte mexicain. La chute du parti-État priiste libère de l'obligation de dénoncer un pouvoir central fort pour mettre tout l'accent sur les conséquences du néolibéralisme, face à un gouvernement qui imbrique sans retenue le pouvoir politique et les milieux d'affaires (Ibid.).

2.1.2 Le refus de l'avant-garde

Nous avons vu, au premier chapitre, que les précurseurs et les fondateurs de l'EZLN se considéraient comme un groupe politico-militaire d'avant-garde inspiré des idéologies marxiste-léniniste et guévariste. Puis, un processus de transformation engagé bien avant 1994 a conduit l'EZLN à s'éloigner de ces idéologies, et à se référer davantage aux zapatistes du début du XX^e siècle. D'où le désintérêt de l'EZLN pour la prise du pouvoir d'État, l'idée de contrôler les gouvernants et de renforcer l'organisation du mouvement social (Baschet, 2005).¹ Mais pas plus pour les néozapatistes que pour Zapata « le refus de la prise du

¹ Il s'agit de points communs avec le zapatisme de 1910, celui d'Émiliano Zapata. Mais il existe aussi une grande différence entre les deux zapatismes : alors que Zapata restait étranger au pouvoir d'État, les néozapatistes ont une conscience nationale claire et refusent de se laisser enfermer dans le localisme de leur prédécesseur (Baschet, 2005).

pouvoir d'État ne signifie le renoncement à une lutte politique ni à la perspective d'une organisation nouvelle du pouvoir » (Ibid., p. 71). La figure de Zapata a donc progressivement pris plus de présence que celle de Che Guevara, réduite à une référence éthique².

Selon Le Bot (1997), deux influences ont conduit l'EZLN à s'écarter de l'avant-gardisme léniniste et guévariste : 1) le modèle insurrectionnel à la mexicaine ; 2) la dimension communautaire indigène.

Le refus zapatiste de l'avant-garde est associé étroitement au refus de la prise du pouvoir d'État. Mais Baschet (2005, p. 74-75) précise que « toute idée d'avant-garde n'est pas nécessairement à rejeter, si l'on entend par là le rôle que peuvent jouer - comme *médiateurs* plutôt que comme chefs - les individus ou les groupes parvenus à un degré aigu de conscience de la réalité sociale ». Lorsque l'EZLN (1994) indique dans un communiqué : « Il existe et il existera d'autres organisations révolutionnaires. Il existe et il existera d'autres armées populaires. Nous ne prétendons pas être l'avant-garde historique, une, unique et véritable », elle se réfère, selon Baschet (2005), à l'idée du parti d'avant-garde qui, dans le sillage du léninisme, a conduit à une appropriation du pouvoir, de plus en plus séparé de ceux au nom desquels il était censé s'exercer.

Le dépassement zapatiste du guévariste, c'est le passage d'un combat politico-militaire (d'une avant-garde) à une lutte beaucoup plus politique que militaire. Le dépassement du léninisme, c'est le dépassement du parti d'avant-garde et de la dictature du prolétariat (Ibid.). L'EZLN renonce à l'usage de la notion de dictature du prolétariat pour en appeler à la société civile (comme

² La figure du Che Guevara, qui sert de référence aux zapatistes, est celle du Che qui continue la lutte, qui choisit de rester rebelle. Ils en gardent le sentiment humain, le sens du sacrifice, le dévouement à une cause, la cohérence, la conviction (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

nous le verrons plus en détail), et inscrit la démocratie parmi ses principes les plus fondamentaux (Ibid.). Le processus de transformation de l'EZLN est lié à cette reformulation du problème du pouvoir, c'est-à-dire qu'il s'agit de ne pas répéter la formule selon laquelle pour changer le monde il est nécessaire de prendre le pouvoir d'État.

2.1.3 Démocratie communautaire et démocratie représentative

Chez les Mayas, la conception traditionnelle du pouvoir repose sur l'emprise de la communauté sur l'individu, le sacrifice et la pratique du consensus dans les modes de décisions. Le mode de gouvernement habituel de cette démocratie communautaire est le système de charges (système d'autorité dominé par les *principales*³ et les chamans), qui renvoie au fait que la personne élue à un poste de pouvoir est obligée de servir sa communauté et d'assurer le coût inhérent aux rituels et aux cérémonies lié à l'exercice du pouvoir. Nadal (1995, p. 69) précise que ce système « aplanit les inégalités sociales et autorise la représentation, à tour de rôle, de tous les quartiers du village ». Par contre, ce mode traditionnel de gouvernement est loin d'être démocratique au sens qu'il concentre le pouvoir aux mains des anciens (une gérontocratie masculine) et reproduit un schéma de domination et d'exclusion des femmes aux délibérations et aux décisions (Le Bot, 1997 ; Baschet, 2005).

Depuis les années 1950, ce système d'autorité est manipulé par des caciques⁴ qui assurent son insertion dans le système politique national. Le caciquisme indigène s'est surtout développé à travers les cooptations par le parti-État, qui utilise

³ Les *principales* - les « anciens » qui ont parcouru le cycle complet du système des charges - qui en sont les plus hautes autorités (Le Bot, 1997, p. 39).

⁴ Chef local autocratique qui allie les pouvoirs économique et politique (Nadal, 1995).

l'octroi de terres et de subventions aux *ejidos* comme moyens de supervision et de contrôle politique sur les communautés indigènes, et de garantie des votes dont le PRI avait périodiquement besoin (Baschet, 2005). Les individus occupant des charges politiques et communautaires ne sont donc plus librement choisis par les populations indigènes. Ainsi, les bons leaders locaux, qui sont récompensés par les fonctionnaires du PRI, s'enrichissent personnellement au lieu de s'appauvrir en servant la communauté (Nadal, 1995).

Le zapatisme a germé et s'est développé au sein de populations indigènes en rupture avec la tradition et les communautés traditionnelles. Ainsi, pour ces néo-communautés, la continuité ne vise à reproduire ni le système d'autorité traditionnel, jugé trop rigide et vertical, ni la domination des caciques, mais à appliquer les principes collectifs de l'exercice du pouvoir qui s'expriment de deux manières : « *Tout pour tous, rien pour nous* - signifie que personne ne doit défendre d'intérêt personnel. - [et] *Que ce soit la majorité qui commande* » (Nadal 1995, p. 70).

Lorsque les zapatistes reprennent le système de charges communautaires (qui concernent diverses tâches et activités comme l'exercice de la justice, la préparation de fêtes religieuses, différentes fonctions administratives, etc.) dans les municipes⁵ autonomes et aux conseils de bon gouvernement (que nous verrons en détail au chapitre III), ils l'associent à la revitalisation des assemblées, au fonctionnement par roulement des responsables (avec l'adoption du principe de la révocabilité immédiate) et aux principes politiques tels le *mandar obedeciendo* (commander en obéissant) (Baschet, 2005). Ainsi dans ces communautés, les

⁵ Un municipio est une grande collectivité territoriale qui fonctionne comme un canton : il se compose d'un chef-lieu et de ses villages environnants, administrés par un président municipal et des conseillers (Nadal, 1995).

principales⁶ et les chamans ont perdu de leur pouvoir, aux conseils des anciens se sont substitués des autorités élues, et la participation des femmes a été introduite.

Dans les territoires autonomes zapatistes, les communautés indigènes font l'apprentissage difficile de concilier démocratie communautaire et démocratie représentative. C'est lors de la création du Comité clandestin de résistance indigène (CCRI), en janvier 1993, que les communautés indigènes ont dû s'ouvrir à la démocratie représentative. Comme les prises de décisions affectaient plusieurs communautés et plusieurs ethnies, il fallait porter la discussion au niveau des régions. Le CCRI, formé par des « commandants » représentant les principales ethnies du Chiapas, assume la direction politique de l'EZLN. Il regroupe les représentants indigènes de comités de base composés eux-mêmes de représentants des communautés zapatistes.

2.1.4 Le consensus et ses limites

La recherche du consensus occupe une place centrale dans l'expérience démocratique des communautés indigènes zapatistes. Mais, alors que la démocratie est dissidence, diversité et conflit (Le Bot, 1997), ces communautés ont tendance à l'homogénéité. Dans la démocratie communautaire, la pratique du consensus renvoie à l'autorité du groupe ou de la communauté sur les individus. Il implique des discussions de tous les indigènes en assemblée générale, et exige l'accord de tous pour la prise de décision. Dans la plupart des villages, il y a ni vote ni décision à la majorité, c'est l'unanimité ou rien.

⁶ S'inspirant des us et coutumes, les zapatistes ont inclus, dans l'assemblée générale et au Conseil des communes autonomes zapatistes, les représentants des autorités religieuses catholiques (les *principales*), dont le rôle est de maintenir le respect de la culture indigène et la moralité des villageois (Nadal, 2005).

Outre la désignation des responsabilités, les communautés indigènes utilisent le consensus pour résoudre des problèmes collectifs ou pour assurer leur survie à court terme, en ce qui concerne notamment les questions de santé, les épidémies, la répartition de l'approvisionnement en cas de disette ou la fixation du prix du café. L'absence de dissidence a permis aux communautés pionnières de la Selva de résister aux agressions de l'État, des grands propriétaires et des intermédiaires. Mais, pour Marcos, la démocratie communautaire fondée sur le consensus affecte les individus. Pour contrer son autoritarisme, il prône l'extension du vote, la participation des femmes et la prise en compte des volontés minoritaires, pas seulement dans la constitution d'une pensée et d'un sentiment communs, mais une démocratie qui reconnaisse la légitimité de la diversité des points de vue et du conflit : « Le point central aujourd'hui, c'est la tolérance de l'autre, quand l'autre est une minorité » (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

La démocratie communautaire ne serait possible que dans les communautés indigènes parce que leur organisation sociale le permet et qu'elle s'exerce dans un espace restreint, comme le village. Cette idée de Marcos n'est cependant pas partagée par tous les zapatistes. Certains croient qu'il faudrait l'étendre à la vie nationale. Mais, pour Marcos, ce qu'il faut retenir de la démocratie communautaire, c'est le principe du contrôle du collectif sur l'autorité (Ibid.).

Une autre limite de la démocratie communautaire est l'imbrication entre morale et politique, et c'est souvent la première qui domine. Dans la communauté, la confrontation politique est individuelle. Le fait que tout le monde se connaît, l'idée politique est écoutée en fonction de l'histoire personnelle de chacun. Même si la parole est juste, elle est évaluée d'abord moralement et non politiquement. Par exemple, l'écoute est différente si quelqu'un a été en prison (Ibid.).

Marcos reconnaît que l'apprentissage de la tolérance et de l'inclusion de l'autre (individu, groupe minoritaire) est un processus lent et difficile à l'intérieur des communautés. Au début des années 1980, le rejet de la dissidence a conduit à des crimes d'ordre religieux. Mais par la suite, on a admis que le désaccord ne fait pas de quelqu'un un ennemi. Après 1994, on cherche la façon d'intégrer les dissidents en tentant de se mettre d'accord avec eux sur d'autres points que le point initial de désaccord (Ibid.).

2.1.5 Le mandar obedeciendo

Le mandar obedeciendo est la réponse donnée par les zapatistes pour s'employer à dépasser la professionnalisation de la politique, qui a conduit de façon systématique à une séparation entre gouvernants et gouvernés et sur la perte de sens des formes de gouvernements adoptées (Bernal, 2007).

Le principe politique du mandar obedeciendo résume les exigences énoncées lors du Forum indigène en février 1996 : « servir et non se servir », « représenter et non supplanter », « contruire et non détruire », « obéir et non commander », « proposer et non imposer », « convaincre et non vaincre », « descendre et non monter ».

Dans un communiqué publié le 26 février 1994, durant le dialogue de la cathédrale, les zapatistes insistent sur le fait que le mandar obedeciendo s'enracine dans l'expérience forgée par la lutte des communautés indigènes. Ce texte est aussi une définition de la démocratie.

C'est notre voie depuis toujours de faire que la volonté du grand nombre s'unisse dans le coeur des hommes et femmes d'autorité. C'est cette volonté majoritaire qui traçait le chemin que devait suivre celui qui commandait. Si ses pas s'écartaient de ce que décidait la raison de nos gens, il fallait changer le coeur qui commandait pour un autre plus obéissant. Ainsi naquit notre

force dans la montagne, celui qui commande obéit s'il est vrai, celui qui obéit commande par le coeur commun des hommes et des femmes vrais. Un autre mot est venu de loin pour nommer ce gouvernement, et ce mot a nommé « démocratie » ce chemin qui était le nôtre avant que ne marchent les mots. (EZLN, p. 191)

Dans un communiqué ultérieur qui s'adressait à plusieurs journaux mexicains, Marcos donne une autre définition du concept de démocratie.

Démocratie, c'est que les pensées arrivent à un bon accord. Pas que tous pensent pareil, mais que toutes les pensées, ou la majorité des pensées cherchent et trouvent un accord commun qui soit bon pour la majorité, sans éliminer ceux qui sont moins nombreux. Que la parole de commandement obéisse à la parole de la majorité, que le bâton de commandement ait une parole collective et n'obéisse pas à la volonté d'un seul. (Sous-commandant insurgé Marcos, 1994, p. 138)

Ainsi, dans les villages des municipes autonomes zapatistes, les dirigeants élus par consensus doivent rendre des comptes au peuple. En fait, ces dirigeants doivent organiser ce que les villageois ont décidé en assemblée générale.

2.1.5.1 La verticalité et l'horizontalité du pouvoir dans le mandar obedeciendo

Selon l'analyse de Baschet (2005, p. 87), la formulation même du mandar obedeciendo suggère une relation verticale du pouvoir : « il existe des dirigeants qui commandent ; tous les individus ne sont donc pas sur un même plan. Mais cette relation verticale n'est pas unilatérale (les uns obéissent, les autres commandent) ». Cette verticalité du pouvoir n'entre-t-elle pas en contradiction avec l'horizontalité du pouvoir prônée par les zapatistes ? Pour cet auteur, le mandar obedeciendo s'articule au principe d'horizontalité, « dans la mesure où celui qui commande authentiquement doit respecter l'accord majoritaire ou unanime de la communauté » (Ibid., p. 88). Mais pour autant, le

mandar obedeciendo ne se résorbe pas entièrement dans la seule horizontalité du consensus, le fonctionnement communautaire comportant également une dimension hiérarchique. Le mandar obedeciendo articule plutôt, en son sein même, la verticalité du commandement et l'horizontalité du consensus (Ibid.). S'agissant de l'EZLN, nous verrons plus loin que la verticalité militaire entrera en contradiction avec l'horizontalité communautaire, ce qui sera reconnu par Marcos.

2.2 Une démocratie plurielle radicale, tolérante et inclusive

Les zapatistes prônent une démocratie plurielle, qu'ils expriment par la formule « un monde où tout le monde ait leur place ». Le refus de l'EZLN de se voir comme une avant-garde l'a conduit à prôner une vision multiforme de l'activité démocratique, touchant notamment les formes de démocratie, les formes de lutte politique et la citoyenneté avec des différences ethniques et culturelles. La radicalité s'exprime, selon Nadal (2004), par la nécessité de transformer en profondeur l'État afin d'obtenir le respect des droits fondamentaux et de l'autonomie indigène au sein de l'espace national.

L'inclusion et la tolérance⁷ sont aussi des aspects du pluralisme du mouvement zapatiste. Dans les municipes autonomes, les zapatistes s'ouvrent aux populations non-zapatistes, en concluant des alliances locales avec des habitants et avec d'autres forces sociales et politiques que les leurs (Bernal, 2007). Dans sa quête de justice sociale, l'EZLN n'a cessé d'encourager l'implantation de gouvernements civils ouverts à la participation de l'ensemble des habitants de ces territoires.

⁷ La pratique zapatiste n'aurait pas toujours été à la hauteur du discours. À la suite de témoignages, de la Grange et Rico (1998, p. 267) rapportent que les zapatistes faisaient régner la terreur dans les régions sous leur contrôle, expulsant les récalcitrants, les traîtres et les bavards, confisquant leurs biens ou les condamnant à des travaux forcés. Le bilan officiel, un an après la création des conseils de bon gouvernement, mentionne aussi des conflits au sein des bases d'appui zapatistes et entre zapatistes et non-zapatistes (Nadal, 2005).

Les conseils autonomes ont pu se montrer une alternative véritable aux autorités officielles, surtout là où le zapatisme est la force locale la plus importante (Ibid.).

Pour Baschet (2005), l'affirmation des principes d'inclusion et de tolérance est liée à la critique du sectarisme et du dogmatisme des révolutions passées, et plus sans doute à la critique du *caudillismo* ainsi que de toutes les formes de caciquisme dont le monde indigène a pu souffrir.

2.2.1 Les formes de démocratie

Au-delà de l'ouverture d'espaces d'opinion et d'espaces politiques, les zapatistes cherchent à concilier, comme nous l'avons vu, des pratiques politiques diverses : démocratie et communauté, démocratie directe et élection de représentants, participation et représentation. Pour eux, il n'y a pas de forme de démocratie supérieure à une autre. Une conception de la démocratie ne peut se limiter à la démocratie électorale, elle doit inclure beaucoup d'autres aspects de la vie démocratique. Les zapatistes reconnaissent que la démocratie représentative fonctionne à certains niveaux, mais la démocratie communautaire, la démocratie directe ou la démocratie sociale fonctionne à d'autres niveaux ; la démocratie parlementaire est nécessaire, mais non suffisante. Ce qui importe, pour les zapatistes, est de trouver des mécanismes pour que la société en général puisse contrôler ses gouvernants et les sanctionner.

La vision zapatiste du pouvoir s'oppose, selon l'EZLN, à celle du gouvernement mexicain. Marcos précise que les théoriciens du salinisme prônent un gouvernement fort pour contrôler une société qui tend naturellement vers le chaos. Les zapatistes, au contraire, insistent sur le rôle de la société, qui est celui d'obliger le gouvernement à rendre des comptes parce que, pour eux, c'est le gouvernement qui tend spontanément vers le chaos, la dictature, les pratiques antidémocratiques

et la corruption (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997). En ce sens, pour Marcos, le principe politique du mandar obedeciendo s'oppose au système politique mexicain, dans lequel la minorité commande sans obéir au commandement de la majorité (Marcos, *in* Nadal, 1995). Et dans la logique d'une dualité culturelle, la définition zapatiste du pouvoir oppose une société égalitariste (indigène) où la prise de décision est un long exercice de collégialité et de consensus, à une société (occidentale, notamment celle du Mexique) fondée sur la lutte pour le pouvoir, le vote et la représentation de groupes de pression (Nadal, 2005).

C'est par l'application des règles du mandar obedeciendo que les zapatistes entendent « s'attaquer plus particulièrement à la dérive de toute délégation de pouvoir et de toute représentation qui tend à se constituer en instance séparée et à faire prévaloir ses intérêts particuliers sur les intérêts généraux de ceux qu'elle représente » (Baschet, 2005, p. 85).

2.2.2 La démocratie électorale

Dès 1994, les zapatistes revendiquent la démission du gouvernement mexicain priiste jugé illégitime et recommandent le recours à une voie pacifique de transition à la démocratie, à travers l'organisation d'élections libres, exemptes de fraudes et équitables. Les zapatistes disent qu'ils ne sont pas anti-électoralistes, ni anti-partis. Ils admettent que les partis ont un rôle à remplir, bien qu'ils restent très critiques envers leur pratique. Pour eux, même si la démocratie électorale est une partie importante de la démocratie, elle n'épuise pas la démocratie. Celle-ci est « quelque chose de bien plus profond, qui engage la relation entre gouvernants et gouvernés » (Marcos, *in* Montalbán, 1999, p. 153). Les zapatistes évoquent plusieurs raisons pour dire que le temps électoral n'est pas le leur, dont le fait d'être sans visage, de mener une résistance armée et aussi, surtout, que leur désir est de trouver

une nouvelle forme de pratique politique qui a peu ou rien à voir avec la forme électorale.

La conception zapatiste de la démocratie ne peut donc se limiter à l'expression du vote populaire un jour tous les trois ou six ans, mais suppose une mobilisation constante de la société faisant pression sur les gouvernants pour obtenir satisfaction à ses revendications. C'est pourquoi les zapatistes luttent pour la démocratie en tout et pas seulement en matière électorale : « Si la démocratie électorale fait partie de la démocratie, celle-ci doit aller au-delà de la démocratie électorale » (3 mars 1996, *in* Baschet, 2005, p. 83).

L'attitude des zapatistes à l'égard des processus électoraux a oscillé selon les circonstances, depuis l'appel à la participation jusqu'à l'indifférence ou la dénonciation. Si, par exemple, lors des élections présidentielles de 1994 et des élections municipales de 1995, l'EZLN a appelé, selon les lieux et selon les cas, à l'abstention, au vote blanc ou au vote pour un candidat de l'opposition, en général le candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD)⁸ (Le Bot, 1997), elle refusera de soutenir de façon claire le candidat du PRD, López Obrador, lors de la campagne électorale présidentielle de 2006.

Dans la vision zapatiste, la démocratie est quelque chose qui se construit d'en bas et avec tous.

Nous n'obéissons pas au calendrier de la classe politique. Notre calendrier politique obéit au flux et au reflux de la société civile, au rythme des unions et désunions des forces populaires qui ne cessent, approchant peu à peu du but, de tout faire pour que la société s'édifie de manière plus articulée (Marcos, *in* Montalbán, 1999, p. 224).

⁸ Marcos admet que l'EZLN entretient une relation très difficile avec le PRD. Même s'ils ont une base commune quant aux revendications populaires, leurs réponses politiques sont différentes. Le PRD cherche à préserver son image de lutte non violente, légale, institutionnelle (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

Dans leur volonté de créer une démocratie plurielle, lors du gouvernement Zedillo (1994-2000), qui a amorcé une « transition démocratique » en concédant une réforme électorale, les zapatistes ne parlent plus d'illégitimité du gouvernement, mais ils lui demandent d'accepter d'autres règles du jeu, de faire place à d'autres acteurs et d'autres pratiques, et en premier lieu à la société civile (Le Bot, 1997 ; Baschet, 2005).

2.2.3 Les formes de lutte politique dans la société civile

Les zapatistes ne voient pas leur lutte comme la seule forme de lutte légitime. Pour eux, le changement démocratique sera le produit d'une action plurielle. Dans un communiqué le 20 janvier 1994, Marcos exprime la relativité de la lutte armée et fait appel à la pluralité et à la convergence de la société civile dans la diversité de ses organisations et de ses méthodes.

Nous croyons que le changement révolutionnaire au Mexique ne sera pas le produit d'une action à sens unique. C'est-à-dire qu'elle ne sera pas, au sens strict, une révolution armée ou une révolution pacifique. Elle sera, essentiellement, une révolution résultant d'une lutte sur plusieurs fronts sociaux, selon de multiples méthodes, sous différentes formes sociales, à des degrés divers d'engagement et de participation. Son résultat ne sera pas le triomphe d'un parti, d'une organisation ou d'une alliance d'organisations avec une proposition sociale spécifique, mais la création d'une sorte d'espace démocratique de résolution de la confrontation entre diverses propositions politiques. [...] Le changement révolutionnaire ne se fera pas sous le commandement unique d'un groupe homogène guidé par un chef suprême. [...] De cette action de la société civile mexicaine, et non de la volonté du gouvernement ou de la force de nos fusils, naîtra la possibilité réelle d'un changement démocratique au Mexique. (Sous-commandant insurgé Marcos, 1994, p. 109-110)

2.2.3.1 La société civile

Au Mexique, explique Marcos, les partis politiques se répartissent le pouvoir selon leurs propres règles, puis ils entrent en relation avec la société civile⁹. Les lignes de cette relation divergent au lieu de converger, en ce sens que la société mexicaine commence à avancer dans un sens et l'État, le système politique, dans un autre. C'est à un point tel qu'on parle de deux Mexique : « le Mexique virtuel de la classe politique avec ses grands succès économiques et sa croissance [...], et le reste de la société qui ne voit pas le moindre début de croissance économique » (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997, p. 237).

Ayant renoncé à faire usage de la notion de dictature du prolétariat, l'EZLN en appelle à la société civile, mais cet appel exclut toutefois que les forces du mouvement social imposent une quelconque dictature (Baschet, 2005).

Dans le discours d'ouverture de la Convention nationale démocratique (1994), l'EZLN définit la société civile comme « une masse informe, désorganisée et fragmentée jusqu'au microcosme familial ». Ultérieurement, Marcos en parle comme d'« un acteur social qui ne possède aucune activité politique définie » (Marcos, *in* Montalbán 1999, p. 136). La littérature touchant spécifiquement au mouvement zapatiste fournit plusieurs définitions de la société civile : « toutes les forces organisées du pays » (Nadal, 1995, p. 18); « un espace émancipé de l'emprise du pouvoir, où puissent s'affirmer des sujets personnels et collectifs » (Le Bot, 1997, p. 80) et « l'ensemble des associations et organisations indépendantes du pouvoir et des partis » (Ibid., p. 89).

⁹ Certains intellectuels de gauche ont reproché à Marcos de faire de la société civile « une entéléchie par opposition à la perversité de l'État et des partis politiques » (de la Grange et Rico, 1998, p. 229).

Selon Baschet (2005), les zapatistes définissent la société civile négativement et positivement. On peut cerner en premier lieu la société civile par ce qu'elle n'est pas : elle s'oppose à l'État, au gouvernement, aux partis, et de façon plus large à toutes les organisations politiques, armées et non armées, qui visent l'exercice du pouvoir. Les sans-parti forment la société civile. On peut cerner en deuxième lieu la société civile de façon positive. La notion englobe les individus isolés, les organisations sociales indépendantes et le réseau associatif, qui ne visent pas l'exercice de fonctions politiques, mais le service aux citoyens et leur mobilisation pour leurs propres revendications. Cet auteur résume la définition positive zapatiste de la société civile par la dynamique qui seule lui permet d'exister effectivement.

Elle apparaît alors comme « une nouvelle force politique et sociale » que composent tous ceux qui se mobilisent. C'est une inorganisation qui s'(auto)organise ; c'est le mouvement social, qui prend parfois la forme d'une association citoyenne mais dépasse toujours ses propres organisations, et qui exerce une fonction politique tout en restant extérieure à la sphère de l'État et des partis (Ibid., p. 79).

Ainsi, privilégiant la société civile sur le pouvoir et le mouvement social sur l'organisation, l'EZLN se subordonne à la société civile, et se donne pour objectif la création d'un espace démocratique permettant à la société de résoudre elle-même ses problèmes (Ibid.). Plusieurs initiatives zapatistes témoignent de leur volonté à concrétiser cette démocratie plurielle notamment la Convention nationale démocratique (CND), le Forum national indigène, et le Front zapatiste de libération nationale (FZLN) qui a constitué le versant civil de l'EZLN de 1996 jusqu'à sa dissolution en 2005 afin de faire place à l'Autre Campagne. Au cours de la CND qui s'est déroulée en 1994, les zapatistes expliquent que la lutte pour la démocratie, la liberté et la justice peuvent prendre plusieurs chemins, mais que ceux-ci doivent se rencontrer.

2.2.4 La citoyenneté avec des différences : identités ethnique et nationale

L'intégration à la nation mexicaine des peuples indigènes reconnus dans leurs droits et leurs différences constitue l'un des grands enjeux de la lutte zapatiste.

Au-delà de la participation des exclus au système politique, les zapatistes demandent à être reconnus dans leur identité et leur subjectivité. Ils ne demandent à être traités ni en citoyens comme les autres (idéal de la démocratie formelle), ni en citoyens différents des autres, mais en citoyens avec leurs différences (Le Bot, 1997). S'ils ne revendiquent aucune spécificité maya, les zapatistes affirment par contre avec insistance leur mexicanité. Ils veulent être des indigènes mexicains reconnus et respectés. Pour le dire autrement, l'identité ayant autant d'importance que l'égalité, les zapatistes cherchent à concilier démocratie et identité, au sens qu'ils veulent être traités, au niveau national, sur un pied d'égalité avec leurs différences (Ibid.).

Les zapatistes luttent contre la subordination des communautés au pouvoir étatique, mais en même temps ils se méfient de tout statut particulier qui isolerait les indigènes, et en particulier ceux du Chiapas (Le Bot, 1997). Pour eux, la question indigène doit être conçue dans une perspective d'intégration qui ne soit pas assimilation (Ibid.). L'auteur résume cet aspect du pluralisme zapatiste.

Le zapatisme cherche à combiner, sans les confondre, le communautaire et le national, l'identité ethnique et l'identité nationale, l'indianité et la mexicanité. Son objectif est de traduire dans les faits la reconnaissance du caractère multiculturel de la nation, de faire que les membres des minorités ethniques ne soient plus obligés d'abandonner ou de refouler leur identité pour prétendre à l'égalité avec les autres Mexicains (Ibid., p. 86).

Nous verrons au chapitre IV que les zapatistes en font une question de démocratie nationale, revendiquant une reconnaissance constitutionnelle et juridique de leurs

droits culturels, politiques, économiques, qui permettrait aux indigènes une plus large participation et une meilleure représentation au sein d'un nouveau fédéralisme. D'ailleurs, dans un texte publié le 15 janvier 1996, les zapatistes disent ne pas concevoir les dialogues de San Andrés comme une négociation entre l'EZLN et le gouvernement mais « comme l'espace du dialogue national, le forum d'expression tant désiré, où la société mexicaine construit un nouveau projet de nation » (Baschet, 2005, p. 79).

Marcos souhaite une redéfinition de la nation à l'ère de la mondialisation, la construction d'une société nationale ouverte sur le monde et au sein de laquelle la volonté de vivre ensemble n'annule pas les différences (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997). Ce qui fait dire à Baschet (2005, p. 224) que « l'EZLN est un mouvement indigène qui promeut une conception ouverte de l'ethnicité, articulée à la dimension sociale et englobée dans une perspective plus vaste qui associe indigènes et non-indigènes ».

2.3 La démocratie ou les armes

En août 1995, l'EZLN lance la Consultation¹⁰ nationale et internationale pour la paix et la démocratie au sujet de son orientation et de son avenir. Même si le résultat exprimait clairement : « Transformez-vous en force politique pour continuer la lutte » (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997, p. 200), l'EZLN ne s'est pas démobilisée. La quatrième Déclaration de la Selva Lacandona (janvier 1996) annonce le début du processus qui doit conduire à la constitution

¹⁰ Cette consultation s'est déroulée du 27 août au 13 septembre 1995, auprès des membres de l'EZLN, de ses sympathisants et de la société civile en général (plus d'un million de personnes ont répondu aux questions posées). Elle a été organisée au niveau national par Alianza civica, une organisation non gouvernementale dont l'objectif est la démocratie populaire.

du Front zapatiste de libération nationale (que nous traiterons au chapitre IV), une nouvelle force politique civile nationale, mais non un nouveau parti politique.

L'EZLN ne saurait renoncer aux armes avant la signature d'un accord de paix avec le gouvernement : « La porte d'une transition pacifique n'est toujours pas ouverte, les armes ont toujours leur rôle à jouer, ne serait-ce qu'obliger au dialogue. Le gouvernement négocie avec nous, qui sommes armés, alors qu'avec les forces politiques, avec les forces sociales citoyennes, il n'a jamais accepté de dialoguer » (Ibid., p. 212).

Il semble exister deux positions zapatistes à l'égard de la relation entre les armes et la démocratie. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'assumer une charge politique civile (fonction de gouvernement), les armes sont incompatibles avec la démocratie. Dès le début de la rébellion, les fonctions de gouvernement, qui relèvent au premier chef des communautés, sont clairement séparées de la lutte politique et armée dont se charge l'EZLN (Bernal, 2007). Mais la structure d'organisation politique devant se construire dans un contexte de résistance, le zapatisme s'est heurté à la difficulté de devenir un gouvernement réellement pluriel, un gouvernement des communautés avec toutes leurs composantes (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997, p. 217). Le discours démocratique, tolérant et incluant de l'EZLN contraste avec sa pratique autoritaire et militariste. Par exemple, des chefs des communautés tendaient parfois à résoudre de façon militaire des problèmes politiques au lieu de chercher des solutions de tolérance et d'inclusion (Ibid.). Il s'agit de la contradiction d'une organisation armée : « si le but est la démocratie, le zapatisme armé n'est pas une alternative de gouvernement » (Ibid., p. 218). « Nous sommes prêts à mourir pour nos idées, c'est vrai. Mais nous sommes aussi prêts à tuer. Pour cela, d'une armée, même révolutionnaire, héroïque, etc., ne peut pas naître une nouvelle morale politique » (Marcos, *in* Baschet, 2005, p. 62).

Lors de la création des conseils de bon gouvernement (que nous verrons au chapitre III), Marcos a reconnu que la structure militaire de l'EZLN contaminait d'une certaine manière une tradition de démocratie, que l'EZLN était un des éléments antidémocratiques dans un rapport de démocratie directe communautaire, en raison des mesures de sécurité et de l'existence d'une hiérarchie, de cadres et d'ordres liés au caractère armé de ce mouvement, qui sont des barrières qui en viennent à freiner, selon Bernal (2007), l'apparition d'une nouvelle socialité.

Dans une seconde position, les zapatistes relativisent la portée de l'action armée, cherchent à articuler la possession des armes avec des formes de luttes proprement politiques, et affirment le primat de ces dernières (Baschet, 2005). Le refus de prendre le pouvoir et de se considérer comme une avant-garde a conduit l'EZLN à privilégier la logique du mouvement social sur celle de l'organisation armée (Ibid.). Dès lors, son objectif fondamental deviendra la mobilisation de la société civile et non son propre renforcement comme organisation (Ibid.). Il en découlera une dévalorisation volontaire de l'EZLN comme organisation, d'autant plus qu'elle est portée par la volonté de sortir de la lutte armée.

Si l'EZLN renoncent à l'utilisation des armes (mais non aux armes), c'est qu'elle reconnaît que les armes ont un rôle à jouer dans sa relation avec le gouvernement mexicain et les autres groupes politiques : « Tu ne discutes pas de la même façon avec quelqu'un qui est armé, ça change la relation » (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, p. 217). Les zapatistes se retrouvent encore aujourd'hui dans une situation de paix armée.

Conclusion

La conception zapatiste d'une société démocratique est celle où le pouvoir serait situé à la base, une société civile qui puisse contrôler ses gouvernants,

les sanctionner et les obliger à être au service de cette base, conformément au principe politique du mandar obedeciendo. La rupture avec la prise du pouvoir d'État et l'avant-gardisme léniniste et guévariste ont conduit les zapatistes à définir les nouvelles bases d'une démocratie plurielle, incluante et tolérante. La pluralité suppose la reconnaissance de toutes les formes de démocratie, des diverses formes de lutte politique, d'une citoyenneté avec des différences ethniques et culturelles conçue dans une perspective d'intégration qui ne soit pas assimilation. Les zapatistes cherchent donc à articuler démocratie communautaire et démocratie représentative, ainsi que démocratie et identité.

Pour les zapatistes, le refus de la prise du pouvoir d'État ne signifie nullement le renoncement à une lutte politique ni à une organisation nouvelle du pouvoir. Le chapitre suivant présente les voies démocratiques que les zapatistes empruntent pour défier le gouvernement mexicain, ainsi que pour renouveler l'organisation du pouvoir à partir de la société civile.

CHAPITRE III

LA DÉFIANCE DÉMOCRATIQUE ZAPATISTE, COMME DÉFINITION DE LA FONCTION DÉMOCRATIQUE DU MOUVEMENT ZAPATISTE

Dans le présent chapitre, nous examinerons la défiance démocratique zapatiste en puisant des éléments à la thèse de Rosanvallon sur la contre-démocratie. Nous avons vu en introduction que cet auteur propose de prendre en compte deux dimensions pour bien saisir le mouvement des diverses expériences démocratiques : la démocratie électorale-représentative, d'une part, et l'univers de la défiance, d'autre part. Nous avons également vu que l'auteur distingue deux types de défiance : 1) la défiance libérale qui signifie suspicion vis-à-vis des pouvoirs arbitraires imposés à la société, ou suspicion du pouvoir populaire ; 2) la défiance démocratique (que l'auteur appelle contre-démocratie) qui renvoie à la démocratie des pouvoirs sociaux, la démocratie permanente de la défiance face à la démocratie épisodique de la légitimité électorale. L'auteur propose aussi d'appréhender l'expression sociale de la défiance, comme une sphère distincte des mécanismes de l'expression de la confiance. La défiance sociale se développe en raison de l'érosion de la confiance des citoyens envers le pouvoir de l'élection, qui apparaît insuffisant pour obliger les représentants à tenir leurs engagements. Pour notre recherche, nous avons retenu quatre modalités de défiance démocratique proposées par Rosanvallon : la vigilance et la dénonciation comme pouvoirs de

surveillance du pouvoir élu, ainsi que le soulèvement et la résistance comme actes de souveraineté critique. Nous définirons, dans un premier temps, la défiance démocratique zapatiste, puis nous en présenterons les modalités ainsi que les différentes initiatives et stratégies à travers lesquelles elles s'expriment. Nous verrons que la défiance zapatiste définit la fonction démocratique du mouvement zapatiste.

3.1 La défiance démocratique zapatiste

Comme nous l'avons vu, les zapatistes ne cherchent pas à prendre le pouvoir d'État, mais prétendent y faire valoir leur influence comme toute autre force sociale. Les initiatives et les stratégies, qu'ils créent au fur et à mesure des circonstances, sont des réactions de défiance face aux nombreux manquements du gouvernement mexicain.

La défiance zapatiste est démocratique au sens qu'elle vise à veiller sur le pouvoir élu mexicain pour qu'il reste fidèle à ses engagements, à trouver les moyens permettant de transformer en profondeur l'État afin d'obtenir la reconnaissance des droits fondamentaux des indigènes au sein de l'espace national. Les zapatistes expriment et organisent une telle défiance de plusieurs façons dont la vigilance et la dénonciation comme pouvoirs de surveillance du pouvoir élu mexicain, ainsi que le soulèvement et la résistance qui renvoient à des actes de souveraineté critique.

Les activités de vigilance et de dénonciation sont déterminantes pour les zapatistes qui jouent un rôle actif de signalement des problèmes ou révèlent des situations souvent masquées ou cachées. À cet égard, la démocratie de surveillance zapatiste était à l'oeuvre avant le soulèvement, veillant sur le pouvoir élu et dénonçant ses abus, notamment la politique répressive du gouverneur Patrocinio Gonzalez (1988-1994), les politiques néolibérales du président Salinas

de Gortari. La surveillance zapatiste a contribué ainsi à faire prendre conscience aux communautés indigènes que la satisfaction à leurs revendications passent par des changements politiques à tous les niveaux de pouvoir. Ce qui conduira le mouvement zapatiste à intervenir sur la scène politique en tant que mouvement local, mais aussi national et international.

3.1.1 Internet, forme sociale et politique

Dans l'espace de défiance démocratique zapatiste, l'EZLN transforme le média Internet, dès son entrée en scène, en outil de lutte sociale et politique. Elle s'en sert pour participer à l'opinion publique, laquelle contribue au travail de sa représentation, et pour influencer le pouvoir politique, afin que ce dernier se mette à l'écoute de la société et prenne ses responsabilités. Le principal site d'information en ligne concernant l'EZLN (www.ezln.org) joue ainsi un rôle politique majeur, en servant à démultiplier la circulation des éléments de vigilance et de dénonciation sous formes de communiqués à la presse nationale et internationale en fonction des différents types d'audience (autorités politiques, populations, alliés politiques ou individus), de lettres de protestation, de revendications et de dénonciations, d'analyses, d'entrevues. Dans l'usage zapatiste d'Internet, il s'agit, selon Blasco (2004), d'un rapport « pouvoir - médias » singulier, puisqu'il ne s'agit pas d'une relation « dirigeants politiques - médias », mais bien « dissidents politiques - médias ». La notion de pouvoir n'est pas celle de « l'autorité » mais celle de « l'influence sur l'autorité ». Le pouvoir n'est pas synonyme d'« autorité établie », mais il répond davantage à l'idée d'une « possibilité participative ».

Internet permet aux zapatistes de tisser des liens de solidarité avec plusieurs associations civiques, organisations non gouvernementales, personnalités et intellectuels engagés dans la défense des droits des minorités ou contre le néolibéralisme (Blasco, 2004). Il est aussi un outil rapide et efficace de mobilisation

sociale, comme lorsque le gouvernement mexicain a rompu la trêve, le 9 février 1995, ou lors de la Marche pour la dignité indigène sur México en 2001 pour en assurer le succès (Ibid.). C'est encore grâce à Internet, outil incontrôlable par le gouvernement mexicain, que les zapatistes ont fait découvrir à la majorité des Mexicains et à l'opinion internationale une toute autre image du pays que celle que le pouvoir mexicain s'était efforcé de vendre pour gagner son prestige.

Dans l'univers de la défiance démocratique, Internet, comme forme sociale, est l'expression d'une façon immédiatement sensible de l'opinion publique, et comme forme politique, il est l'adaptation spontanée aux fonctions de vigilance et dénonciation (Rosanvallon, 2006). Loin de constituer un simple outil, « il est la fonction même de surveillance » (Ibid., p. 75).

3.2 La vigilance

La vigilance est à la fois contrôle et modalité de l'action : contrôle d'abord, c'est-à-dire une attention sociale portée en permanence sous forme d'évaluations et de critiques de l'action gouvernementale ; modalité de l'action puisqu'elle entraîne des effets politiques, en contribuant à modeler le champ des politiques publiques et à établir l'ordre des priorités de l'action gouvernementale (Rosanvallon, 2006).

Dans le conflit qui oppose le mouvement zapatiste au pouvoir politique mexicain, la vigilance joue un rôle d'alerte, de protestations et de signalement des tensions structurantes à l'oeuvre dans les institutions politiques et économiques. Depuis 1994, dans un contexte de mobilisation sociale, la vigilance zapatiste se déploie comme activité multiforme, sous les espèces de l'activité politique communautaire (nous le verrons plus loin dans l'analyse de la résistance, notamment de l'autonomie), de l'activité médiatique (Internet, les discours, la presse), à travers les dialogues et les consultations, les conventions, les forums et les rencontres.

La vigilance est un élément décisif pour appréhender la question de la démocratisation en dehors du cadre national, là où l'intervention pratique des citoyens ne forme pas encore un véritable corps politique (Rosanvallon, 2006). Parmi les pratiques de vigilance zapatistes dans l'espace international, mentionnons la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme (1996 et 1997) et la Rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde (2006 et 2007).

3.2.1 Les dialogues et les consultations

Les dialogues et les consultations zapatistes sont des expressions de vigilance, comme attitudes politiques, dans la mesure où elles ont pour but d'orienter l'action politique du gouvernement mexicain. Le dialogue rend possible la construction de nombreuses alliances nationales, l'ouverture de l'espace politique à tout le monde (non plus seulement aux partis politiques ou groupes de pression) qui devient un espace de résistance qui doit forcer l'État à rendre des comptes, la construction d'un nouveau modèle de société pour le Mexique.

3.2.1.1 Les dialogues de San Cristóbal et de San Andrés

Après le soulèvement armé, des dialogues ont eu lieu entre l'EZLN et des représentants du gouvernement mexicain en vue de trouver une issue pacifique et politique au conflit. Le premier dialogue s'est déroulé en février-mars 1994 dans la cathédrale de San Cristóbal de Las Casas en présence de l'évêque Mgr Samuel Ruiz qui joue le rôle de médiateur. Les bases zapatistes consultées ayant rejeté ces accords de paix négociés, les dialogues reprendront à San Andrés Larráinzar en

avril 1995¹. Ils visaient à faire reconnaître les droits des indigènes à l'autonomie territoriale, afin qu'ils puissent décider de leurs modes d'organisation sociale, politique, juridique, économique et culturelle. Ces derniers dialogues conduiront aux Accords de San Andrés (que nous verrons au chapitre IV).

3.2.1.2 La Convention nationale démocratique

La Convention nationale démocratique (CND)², qui s'est tenue du 6 au 9 août 1994, marque le début du dialogue de l'EZLN avec la société civile mexicaine. En fait, la CND se voulait une coordination de toutes les forces politiques civiles favorables à un changement de régime politique, réputé illégitime. Nadal (1995) présente plusieurs principes démocratiques que l'EZLN a défendu devant les délégués de la CND.

- rejet du néolibéralisme, du présidentialisme et du parti d'État ;
- refus de considérer les partis politiques comme seules organisations politiques officiellement reconnues ;
- création d'un nouvel espace politique accordant une place aux forces politiques non partisans, qui ne sont jamais consultées ;
- reconnaissance du rôle dirigeant de la société civile dans cet espace démocratique ;
- création d'un gouvernement décentralisé reconnaissant l'autonomie des communautés indiennes, les droits politiques des groupes de citoyens et l'égalité des femmes ;
- rejet de l'autoritarisme et de la culture du clientélisme politique actuels, adoption de la voie démocratique directe ;
- les choix politiques doivent rendre compte de la volonté de la majorité et seront décidés à l'occasion par référendum populaire ou plébiscite ;
- mise

¹ En mars 1995, le Congrès approuve la « Loi pour le dialogue, la conciliation et la paix digne au Chiapas », qui instaure la reprise des dialogues, la suspension des opérations militaires contre l'EZLN et des mandats d'arrêts lancés contre ses supposés dirigeants (SIPAZ, 2010b).

² La CND, qui avait été annoncée par la deuxième Déclaration de la Selva Lacandona, s'est réunie à l'Aguascalientes de Guadalupe Tepeyac, en territoire contrôlé par les zapatistes. Dans le discours d'ouverture, l'EZLN remet la direction de la lutte à la société civile, cherchant à démontrer que les armes ne sont pas nécessaires pour conquérir une paix digne, et annonce sa soumission aux décisions de la CND. Il résulta des discussions de la CND que l'action était un des piliers de la vie politique.

en place d'un système de contrôle des fonctionnaires par les citoyens pour éviter la corruption (Ibid., p. 103).

Ces principes démocratiques énoncés par l'EZLN montrent qu'elle ne cherche pas le pouvoir, qu'elle s'en remet au peuple mexicain pour organiser la résistance civile contre l'autoritarisme de l'État central et comme moyen de mener le Mexique vers une transition démocratique, et obtenir satisfaction à ses revendications.

Les 6000 délégués ont conclu un accord par lequel ils s'engagent notamment à voter contre le PRI aux élections générales prévues le 21 août 1994 et à dénoncer les cas de fraude électorale (Nadal, 1995). La CND n'a pu s'imposer comme force politique. Favre (1997) l'explique par le fait, qu'entre temps, les élections, qui avait été préparées avec l'assistance technique des Nations unies, s'étaient déroulées sous le contrôle de plusieurs milliers d'observateurs mexicains et étrangers, et que les résultats concordaient avec les prévisions des sondages pré-électorales. Tous ces éléments conféraient au scrutin une forte légitimité. Zedillo, candidat du PRI, gagne les élections avec un peu plus de 50 % des suffrages. Cet auteur fait le constat que les zapatistes qui n'avaient pas réussi à renverser le régime par les armes, ne réussissaient pas davantage à provoquer son effondrement en mobilisant contre lui la société civile (Ibid.). Mais à ceux qui voient la CND comme un échec, Marcos réplique qu'ils ne comprennent pas qu'elle marque le début du zapatisme civil (du zapatisme qui ne se réduit plus à l'EZLN). La CND a conduit à plusieurs autres expressions de vigilance, comme la consultation nationale et internationale sur l'avenir de l'EZLN (août-septembre 1995), le forum sur les droits et la culture indigène (janvier 1996), le forum sur la réforme de l'État (juillet 1996), la première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme (juillet-août 1996).

3.2.1.3 Les consultations

Les consultations sont l'une des expressions habituelles de la vigilance zapatiste, qui sont de plus ou moins grande envergure selon les circonstances. Outre la consultation des bases pour la prise de décision du soulèvement armé et les consultations à propos des propositions gouvernementales à la suite des dialogues dans la cathédrale et de San Andrés (notamment à la suite de l'échec de la phase des négociations relative à la réforme de l'État), les zapatistes utilisent la consultation pour évaluer l'impact politique des différentes rencontres ou forums initiés par l'EZLN.

Deux vastes consultations ont été lancées par l'EZLN. Nous avons parlé au chapitre II de la Consultation nationale et internationale pour la paix et la démocratie. La deuxième grande consultation nationale, menée le 21 mars 1999, avait comme enjeu le respect des droits des indigènes ainsi que la fin de la guerre d'extermination. Un tract circulant dans tout le pays invitait tous les Mexicains à y participer :

Ta participation est très importante pour le bien de notre peuple et pour l'avenir de nos enfants. Il faut répondre oui, non ou je ne sais pas à cinq questions qui sollicitent clairement le oui : « Es-tu d'accord pour dire que les droits des indigènes doivent être inclus avec toute leur force et toute leur richesse dans le projet politique national ? Veux-tu participer activement à la construction d'un Mexique nouveau ? Es-tu d'accord pour dire que les droits des indigènes doivent être reconnus dans la constitution mexicaine, et cela en conformité avec les Accords de San Andrés, en accord avec la proposition de la commission de concorde et pacification (COCOPA) et du Congrès de l'Union ? Es-tu d'accord pour dire que nous devons rechercher la paix à travers la voie du dialogue, que le pays doit être démilitarisé et que les soldats doivent retourner dans leurs casernes, comme cela est établi dans la constitution et dans les lois ? Es-tu d'accord pour dire que le peuple doit s'organiser et exiger du gouvernement qu'il « commande en obéissant », et cela dans tous les aspects de la vie nationale ? (*in* Montalbán, 1999, p. 228)

En somme, les zapatistes utilisent les dialogues et les consultations comme des moyens de faire de la politique autrement, afin d'essayer de dépasser la problématique spécifiquement indigène pour s'attaquer au problème lié à l'exercice même de la politique mexicaine. Ils sont nécessaires, selon eux, afin d'en arriver à un plus grand consensus sur les décisions fondamentales pour le pays, celles qui engagent son destin, qui font son histoire et son avenir (Marcos, *in* Montalbán, 1999, p. 228).

3.3 La dénonciation

Dans la défiance démocratique zapatiste, la surveillance du pouvoir élu se décline aussi sur le mode de la dénonciation, qui renvoie à la révélation des situations souvent masquées ou cachées. Les zapatistes ont réussi à démasquer le discours officiel du gouvernement mexicain, qui avait inventé un pays prospère, démocratique et respectueux des populations indigènes (de la Grange et Rico, 1998).

Dans l'ensemble des communiqués zapatistes, les fréquentes dénonciations visent non seulement à faire connaître les conditions de vie des communautés indigènes depuis la Conquête (cinq siècles d'exploitation et de persécution, d'humiliation, de marginalisation et d'exclusion), mais aussi à dévoiler les manquements du pouvoir politique tels la répression, la corruption, les cas de fraudes électorales et les pratiques clientélistes. En d'autres mots, les zapatistes dénoncent le manque de démocratie à tous les niveaux de pouvoir au Chiapas et au Mexique. À cela s'ajoute une dénonciation véhémente du néolibéralisme qu'ils considèrent comme « une plaie qui affecte toute l'humanité » (EZLN, *in* Baschet, 2005, p. 103). C'est au cours de l'année 1996 que la lutte contre le néolibéralisme passe au premier plan du discours zapatiste, à travers le processus qui va mener à la Rencontre

intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme³, à laquelle ont été conviées toutes les personnes qui luttent contre le néolibéralisme.

La dénonciation zapatiste du néolibéralisme cible principalement l'État et le marché national qui lui sert de base. Elle en dévoile les conséquences, notamment la perte de souveraineté des États prisonniers du pouvoir financier ; les privatisations et le démantèlement des services sociaux ; l'accentuation des inégalités sociales tant entre les nations qu'au sein de chaque pays ; l'explosion du nombre de personnes en situation de pauvreté ; la transformation des hommes politiques en de modernes gestionnaires d'entreprises, et les nations en des magasins locaux avec des gérants en guise de gouvernements. Pour Marcos, une telle situation aboutit à l'exclusion, la logique néolibérale produisant une quantité toujours croissante de populations inutiles et marginalisées (Marcos, *in* Baschet, 2005).

En quoi la dénonciation est-elle une activité démocratique ? L'effet premier de la dénonciation de scandales ou de situations jugées injustes, explique Rosanvallon (2006), est d'atteindre la réputation d'une personne ou d'un régime. La réputation, qui constitue une sorte de capital symbolique, est devenue une variable clef de la production de la confiance, laquelle caractérise un état de relations entre gouvernés et gouvernants (Ibid.). Alors que dans la politique « traditionnelle », le parti donne cadre au rapport de confiance entre les électeurs et leurs représentants, dans la « nouvelle » politique, c'est la réputation qui constitue la principale médiation organisatrice de la confiance : « La réputation a tendu à se surimposer à la fin

³ Dite aussi « rencontre intergalactique », cette rencontre s'est tenue dans les cinq aguascalientes du Chiapas, 3000 personnes y ont participé, représentant 54 pays, et fait de cette année l'apogée du zapatisme international. L'Espagne devait accueillir cette manifestation à son tour un peu plus tard. Les participants ont établi le diagnostic du pouvoir global : le néolibéralisme est la forme idéologique et discursive adoptée par le capital pour sa reconstruction et sa domination mondiales (Montalbán, 1999).

du XX^e siècle à l'élection comme régulateur politique majeur » (Ibid., p. 55). Ainsi, « l'entrée dans un âge politique de la médiatisation et la recherche d'une exposition de soi font désormais système pour élever la dénonciation au rang d'activité démocratique centrale » (Ibid., p. 53).

Au-delà de la dénonciation des malversations d'une classe politique qu'ils considèrent corrompue et tordue, les zapatistes appellent cette même classe politique à la conversion des regards. En d'autres mots, ils ne se limitent pas à la dénonciation, ils cherchent aussi à remettre en ordre le système politique mexicain en réclamant, par exemple, dès la première Déclaration de la Selva Lacandona (1^{er} janvier 1994), la destitution du président Salinas, qualifié de dictateur, et la mise sur pied d'un gouvernement de transition démocratique, et en formulant d'autres principes démocratiques lors de la Convention nationale démocratique (comme nous l'avons vu).

La dénonciation ne joue pas seulement le rôle de mise à l'épreuve de la réputation, elle joue aussi le rôle de miroir. À cet égard, le passe-montagne⁴ participe de cette dénonciation au sens qu'il est un miroir tendu aux Mexicains « pour qu'ils se découvrent, qu'ils sortent du mensonge et de la peur, de leur aliénation. Un miroir dans lequel le pays est appelé à s'interroger sur lui-même et son avenir, à se reconstruire, à se réinventer » (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1996, p. 17).

3.4 Le soulèvement, l'acte de souveraineté critique le plus radical

Devenus conscients que leurs revendications touchent le centre du pouvoir politique et économique, les zapatistes se sont soulevés pour défier de front le

⁴ Les insurgés portent le passe-montagne. Utilitaire au départ, il a acquis la fonction de masque, celle d'occulter l'identité personnelle (Le Bot, 1997).

gouvernement mexicain. Au-delà de la stupéfaction qu'il a suscitée au Mexique et dans le reste du monde, le soulèvement constitue l'acte de souveraineté critique, comme attitude politique, le plus radical des zapatistes, et aussi l'acte le plus efficace puisqu'il a donné accès à un monde nouveau en même temps qu'il a mis fin à l'ancien, au sens qu'il a ouvert à l'espoir et mis fin à l'oubli. L'un des enjeux de la lutte zapatiste étant la pleine intégration à la nation mexicaine des peuples indigènes, le soulèvement zapatiste a ouvert un espace de lutte politique pour la reconnaissance de leurs droits dans le respect de leurs différences culturelles, de leur histoire et de leur autonomie. Cela suppose un lendemain démocratique pluriel, incluant et tolérant, une existence véritablement humaine, la dignité. Le soulèvement visait aussi à mettre fin à l'oubli associé à la marginalisation, l'humiliation et le mépris comme conséquence non seulement de la domination subie par les indigènes, mais aussi comme phénomène dont souffrent tous ceux touchés par le néolibéralisme. Selon l'énoncé de plusieurs communiqués, il est possible de définir le soulèvement zapatiste comme une lutte pour la mémoire, une rébellion contre l'oubli : « Notre lutte est pour l'histoire et le mauvais gouvernement offre l'oubli. [...] Nous avons lutté pour parler contre l'oubli, contre la mort, pour la mémoire et pour la vie. Nous luttons par peur de mourir la mort de l'oubli. » (EZLN, 1996).

En ce sens, la fonction remplie par le soulèvement armé n'était pas de livrer un combat décisif, mais pour se faire écouter et ouvrir un espace politique : « Il a fallu que parle le fusil zapatiste pour que le Mexique écoute la voix des pauvres du Chiapas » (EZLN, 1994). Malgré la contradiction des armes, dans le soulèvement zapatiste a pris forme une sorte de « démocratie utopique, affranchie de toute disposition institutionnelle précise », pour reprendre les mots de Rosanvallon. Dans un entretien accordé à Montalbán (1999, p. 132), Marcos s'exprime sur la question de l'utopie : « Je demande qu'on me dise s'il y a jamais eu un progrès

social dans l'histoire du monde qui n'ait d'abord été considéré comme une utopie avant de voir le jour ».

3.5 La résistance

L'un des enjeux principaux du mouvement zapatiste est de garder son indépendance vis-à-vis de l'État : « Il faut empêcher la logique d'État de nous englober. Voilà pourquoi nous résistons » (Marcos, *in* Montalbán, 1999, p. 227).

La résistance zapatiste se construit parallèlement à la vigilance et la dénonciation. Devant l'occupation militaire de leurs territoires et l'impossibilité d'intervenir de façon critique dans le cadre des institutions politiques mexicaines pour trouver une réponse satisfaisante à leurs revendications, les zapatistes entrent en résistance. Nous empruntons les mots de Rosanvallon (2006) pour définir l'action de résistance. Celle-ci est adossée à un refus, mais un refus actif, organisé, articulé sur une mobilisation, au sens de la capacité de dire non à la soumission à l'ordre établi doublée d'une capacité de créer de nouvelles formes de vivre en commun.

Traditionnellement, la résistance indigène se limitait à la lutte contre l'oppression, l'injustice, le manque de démocratie. Pour les zapatistes, la résistance n'est pas seulement une question de lutte, elle est aussi un refus actif par la mise en place de structures politiques et administratives autonomes, et par la création de stratégies de lien social qui leur permettent d'élargir l'espace politique, même s'ils doutent des chemins à emprunter. La résistance zapatiste ne signifie aucunement un renoncement à la reconnaissance constitutionnelle des droits indigènes. Au contraire, elle exprime des exigences, se dresse contre l'injustice, et marque sa distance avec le désordre établi par le néolibéralisme et l'un de ses fondements, l'État mexicain.

Nous ne présentons dans cette section que deux initiatives de l'EZLN dans l'axe de la résistance, les marches et l'autonomie. Le Front zapatiste de libération nationale et l'Autre Campagne seront analysés au chapitre IV.

3.5.1 Les marches

Les indigènes considèrent les marches comme la culmination du processus de consultation, comme un miroir qu'ils se tendent à eux-mêmes et où ils reconnaissent leur capacité de mobilisation (Le Bot, 1997). À cet égard, mentionnons tout d'abord la Marche des 1111 zapatistes (un représentant par communauté indigène du Chiapas). Cette marche, qui s'est déroulée en septembre 1997, visait notamment à replacer la question indigène au centre de l'agenda politique, et à renforcer les liens du mouvement rebelle zapatiste avec la société civile.

Du 24 février au 1^{er} avril 2001, la Marche de la dignité indigène⁵ constitue un nouvel espoir pour les zapatistes. Cette marche sur México, lancée au lendemain du 1^{er} décembre 2000, date à laquelle avaient pris fin 71 ans de pouvoir ininterrompu du PRI, qui cédait la présidence à Vicente Fox, poursuivait un double objectif : reconstituer les forces nationales du mouvement zapatiste, afin d'engager en position rééquilibrée les futures discussions de paix ; susciter une ample mobilisation en faveur de l'application des Accords de San Andrés

⁵ La délégation zapatiste était formée par les principaux dirigeants de l'EZLN : 23 commandants indigènes et le sous-commandant Marcos conduits à travers 12 États de la République mexicaine, principalement les zones les plus indigènes et les plus pauvres, réalisant 80 actes publics, participant au Congrès national indigène à Nurio et culminant le 11 mars sur la place centrale de la capitale du pays, le Zocalo. La caravane zapatiste est l'un des principaux fragments de cette marche. Y ont également pris place des Mapuches du Chili et d'Argentine, d'innombrables groupes indiens d'Amazonie, des Aymaras et des Quechuas des Andes, des Indiens de la Colombie, de Panama, du Nicaragua, du Guatemala, etc. (Blanc et al. 2001 ; Baschet, 2005).

(Baschet, 2005). Nous verrons au chapitre IV que la classe politique restera sourde à cette grande mobilisation sociale.

3.5.2 L'autonomie de facto

Les zapatistes revendiquent le respect de l'autonomie⁶ locale dans le nouvel ordre mondial, lequel, selon Marcos, ne laisse pas de place à la démocratie : « Il ne suffit pas qu'ils reconnaissent notre différence ou qu'ils acceptent que nous soyons membres du village global. Ils doivent absolument reconnaître que le territoire que nous occupons est bien le nôtre et que nous y sommes maîtres de nos décisions » (Marcos, *in* Montalbán, 1999, p. 198-199). Pour eux, l'exercice de l'autonomie de facto⁷ est le moyen de s'organiser pour résoudre leurs problèmes avec leurs propres moyens (Nadal, 2005). Dans l'axe de la résistance, l'autonomie zapatiste constitue une affirmation dans la rupture avec le gouvernement mexicain, et une intervention par la mise en place d'une structure politique démocratique dans les territoires autonomes rebelles, laquelle combine (comme nous l'avons vu) démocratie communautaire et démocratie représentative.

⁶ Plusieurs régions indigènes expérimentent l'autonomie de façon particulière. L'autonomie zapatiste n'a rien à voir avec l'autonomie pratiquée dans des États, comme celui de l'Oaxaca, l'État voisin du Chiapas dans le Sud-Est du Mexique. Dans cet État, depuis 1995, la loi reconnaît aux communautés indigènes la possibilité d'appliquer les us et coutumes dans l'élection de leurs autorités municipales (celles-ci peuvent être proposées par l'autorité sortante, par le Conseil des anciens ou par l'assemblée communautaire). L'autonomie se limite donc à la communauté et la coutume écarte les femmes des élections. En outre, dans les communautés qui choisissent les us et coutumes, l'intervention des partis politiques est interdite (Recondo, 2009).

⁷ À défaut d'une reconnaissance constitutionnelle des Accords de San Andrés, les zapatistes exercent leur droit à l'autonomie dans les faits.

3.5.2.1 Les acteurs et les mécanismes de contrôle dans les territoires autonomes

Les zapatistes fondent, en décembre 1994, une trentaine de municipes autonomes rebelles (nombre porté par la suite à 39), auxquels s'ajoute, en 2003, un niveau régional, les Caracoles⁸ (un par zone rebelle) et ses conseils de bon gouvernement. La figure 3.1 montre la structure du pouvoir politique démocratique dans les territoires autonomes rebelles zapatistes. Cette structure s'appuie sur trois instances :

- 1) Au niveau local, l'assemblée générale des communautés (hameaux, villages) établit un système de représentation, qui rend possible les tâches collectives.
- 2) Au niveau municipal, le conseil de chacun des municipes autonomes rebelles zapatistes (*Municipios Autonomos Rebeldes Zapatistas, Marez*) est formé par les représentants des communautés qui font partie de la commune. Ces représentants sont assignés à certaines des commissions ou comités chargés de tâches précises : notamment justice et organisation religieuse, registre civil, questions des terres agricoles, contrôle des ressources naturelles, santé, éducation, culture, transport, production et commerce. Les femmes et les jeunes participent respectivement à l'intérieur du Conseil des femmes et du Conseil des jeunes. À côté des commissions, précise Bernal (2007), le Conseil comprend un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier, chargés de la coordination.

⁸ Les Caracoles ont été créés en lieu et place des anciens *Aguascalientes* (La Garrucha, Morelia, Oventic, La Realidad et Roberto Barrios). Ils sont des structures internes, qui constituent un renforcement de l'autonomie zapatiste pour contrecarrer le néolibéralisme, en l'occurrence le Plan Puebla Panamá (Plan PP). Selon Pickard (2002), le Plan PP, constitué de divers projets régionaux du Mexique et de l'Amérique centrale réunis en un seul « paquet » par le gouvernement de Fox, a été présenté aux mandataires d'Amérique centrale lors d'un sommet qui s'est tenu en El Salvador le 15 juin 2001. Il a été approuvé par la suite.



Figure 3.1 Schéma de la structure du pouvoir démocratique dans les territoires autonomes rebelles zapatistes. D'après des données tirées de Bernal (2007) et Guimont Marceau (2006).

3) au niveau régional, les conseils de bon gouvernement (*Juntas de buen gobierno*, JBG) sont formés d'un ou deux représentants de chaque conseil municipal autonome, ce qui préserve un lien direct avec les communautés. Chacun des JBG a son siège dans un des cinq caracoles. Il s'agit d'une instance de coordination des communes autonomes dans chaque zone rebelle. Les JBG ont les mêmes compétences que les Marez, et les représentants exercent par roulement d'une semaine. Leurs objectifs (voir app. D, p. 107) sont en résumé : (i) de chercher à équilibrer le développement des communes autonomes et des communautés ; (ii) de servir de médiateur dans les conflits susceptibles de se produire entre communes autonomes ainsi qu'entre les communautés autonomes et celles du gouvernement ; (iii) de veiller à l'application des lois en vigueur et d'organiser l'accueil de la société civile, nationale et internationale ; (iv) de mettre en œuvre des projets de production ; (v) d'installer des campements de paix ; (vi) de faire des recherches au bénéfice des communautés.

3.5.2.2 Les mécanismes de contrôle dans les Marez et les JBG

Nous avons vu que la vigilance est contrôle, c'est-à-dire une attention sociale portée en permanence sous forme d'évaluations et de critiques de l'action gouvernementale. Dans les communautés indigènes zapatistes, les mécanismes de contrôle des communautés sur les représentants et les responsables se concentrent sur deux points : d'une part, les différentes charges ne sont pas rémunérées, de sorte que la nomination à un poste n'entraîne aucune différence de statut social ou économique au sein de la société. Aux dires de Marcos, le contrôle fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre de sorte que si un dirigeant venait à s'enrichir, tout le monde lui demanderait des comptes. D'autre part, en vertu du principe du mandar obedeciendo, il s'effectue une évaluation permanente du travail des représentants, qui sont en outre révocables et agissent généralement munis d'un mandat précis de leur communauté. D'où les potentialités démocratiques de la vigilance qui viennent du fait qu'il s'agit d'une présence active, accessible à tous et constituée de la participation de tous, tout le temps.

Au plan régional, le CCRI, à la tête de l'EZLN, conserve toujours ses prérogatives de vigilance sur les JBG. Les membres du CCRI ne participent pas aux JBG comme structure politique, mais ils s'efforcent de veiller à leur bon fonctionnement afin d'éviter des actes de corruption, des injustices et autres déviations possibles.

Les représentants aux JBG sont également soumis à un contrôle permanent des communautés indigènes. Dans la sixième Déclaration de la Selva Lacandona (2005), « nous passons le travail de vigilance du bon gouvernement aux bases de soutien zapatistes » signifie que les représentants aux JBG sont également soumis au mandar obedeciendo. Les JBG visent à renforcer l'autonomie en respectant plusieurs principes démocratiques dans l'exercice du pouvoir, notamment :

- 1) « Pour tous, tout », une formule qui signifie une disposition à résoudre

les inégalités entre communautés en appliquant des mesures de justice sociale ; 2) pour l'EZLN, il s'agit d'une prise de distance vis-à-vis de toute activité gouvernementale, une conséquence logique de sa stratégie de ne pas chercher à prendre le pouvoir ; 3) les nouvelles instances respectent la décentralisation des pouvoirs, c'est-à-dire que les communautés conservent leur pouvoir de décision, car les communautés conservent le contrôle des activités essentielles de la vie de la communauté et elles continuent d'être le lieu où est discutée et approuvée toute initiative.

La prise de distance de l'EZLN vis-à-vis de toute activité gouvernementale correspond au passage d'une organisation politico-militaire administrée par le haut à une administration gérée par la base grâce à l'appui des populations civiles locales (Melenotte, 2010). Bien que les conseils municipaux autonomes étaient soumis en principe au *mandar obedeciendo*, ils restaient dans les faits entièrement soumis aux décisions du commandement militaire. Sur le plan interne, précise Melenotte (2010, p. 205), « il s'agit d'une démarche autocritique qui vise à mettre fin à la subordination du civil au militaire au sein de l'organisation zapatiste ». Mais le fait que cette organisation opère dans la clandestinité, l'auteur dit que la nature de la subordination du civil au militaire est loin d'être claire.

Selon Baschet (2005), il est risqué de considérer les JBG comme des exemples d'absence de relations de pouvoir. Du moins tant que les capacités de participer aux prises de décision seront inégalement distribuées (par manque d'éducation, d'expérience ou simplement de temps disponible). Il paraît plus sage, pour cet auteur, « de reconnaître la persistance des relations de pouvoir et le maintien d'une séparation, aussi atténuée soit-elle, entre gouvernants et gouvernés » (Ibid. 2005, p. 298).

Évoquant le fonctionnement par roulement à la tête des conseils, qu'il a qualifié d'« erreur voulue », Marcos explique que l'idée derrière cette erreur était la suivante :

Nous voulions que la charge du gouvernement ne soit pas exclusive d'un groupe, qu'il n'y ait pas de dirigeants « professionnels », que le plus grand nombre possible puisse en faire l'apprentissage et que l'on se débarrasse du principe selon lequel le gouvernement ne peut être confié qu'à des « gens spéciaux »... Cette méthode complique la réalisation de certains projets mais elle produit en contrepartie une école de pensée qui, à la longue, portera ses fruits sous la forme d'une nouvelle façon de faire de la politique. (Marcos, *in* Antillón, 2005)

En somme, la vigilance est « un moyen de compenser les faiblesses et les pesanteurs de la démocratie représentative » (Rosanvallon, 2006, p. 43). Lors de la Marche de la dignité indigène, Marcos le souligne dans un discours prononcé à *Ixmiquilpan* le 28 février 2001 :

[...] nous proposons notre démocratie où les gens participent tout le temps, où on ne peut cesser de surveiller le gouvernement pour qu'il ne se corrompe pas, pour qu'il ne se vende pas, pour qu'il ne trahisse pas, exactement comme ça se passe dans les communautés indiennes, où celui qui commande, commande en obéissant... (Marcos, *in* Blanc, 2001, p. 79-80).

3.6 La défiance démocratique zapatiste, comme définition de la fonction démocratique du mouvement zapatiste

La complexité du mouvement de l'appropriation sociale du pouvoir ne peut être saisie, selon Rosanvallon (2006), que si l'on tient compte de la tension entre démocratie électorale et démocratie sociale : « Le service du bien commun et le respect des valeurs fondatrices du lien social ne sont plus censés dériver du seul fait de la démocratie électorale » (Ibid., p. 119).

Les manquements de l'État mexicain entraînent une érosion de la confiance envers ses capacités politiques à répondre de façon satisfaisante aux revendications de la société en général et, plus particulièrement, aux revendications des communautés indigènes du Chiapas et de tout le Mexique. Les voies de défiance zapatistes sont des réactions aux manquements du pouvoir ou de rejet du système politique mexicain. Ces voies de défiance font politiquement système au sens qu'elles constituent un espace organisé en dehors du cadre des institutions électorales-représentatives et en tension avec elles. En d'autres mots, ces voies de défiance contribuent à construire un champ politique élargi.

Les voies de défiance empruntées par les zapatistes définissent la fonction démocratique du mouvement zapatiste, c'est-à-dire que la fonction démocratique zapatiste est constituée par l'addition des pratiques de défiance que nous avons décrites. Ainsi, le mouvement zapatiste joue en quelque sorte le rôle correcteur de l'action gouvernementale par la mise à l'épreuve de la réputation des pouvoirs élus à travers les pratiques de vigilance et de dénonciation, la réputation constituant en politique un des facteurs qui structurent la confiance ; et aussi par l'expression d'une souveraineté critique radicale notamment à travers l'autonomie de facto où les zapatistes cherchent la voie d'un auto-gouvernement plus effectif, d'une représentation plus attentive à la société par le principe politique du mandar obedeciendo qui repose sur la responsabilisation du pouvoir, en cherchant à exprimer deux pouvoirs parallèles qui découlent de l'expression populaire, la représentation et le contrôle de celle-ci.

Nous verrons au chapitre suivant les effets de la défiance démocratique zapatiste sur la démocratisation au Mexique.

CHAPITRE IV

L'IMPACT DE LA DÉFIANCE ZAPATISTE SUR LA DÉMOCRATISATION AU MEXIQUE

Au chapitre II, nous avons présenté l'apport du mouvement zapatiste à la conception de la démocratie, laquelle ouvre à de nouvelles significations. Au chapitre précédent, nous avons analysé les principales initiatives et stratégies politiques zapatistes en termes de voies de défiance démocratique vis-à-vis du gouvernement mexicain. Nous avons vu que ces voies de défiance définissent la fonction démocratique du mouvement zapatiste, que celui-ci exerce pour influencer le pouvoir en vue d'obtenir satisfaction à ses revendications ou pour renforcer l'appropriation sociale du pouvoir. Dans le chapitre qui s'ouvre, nous présenterons des effets importants de la défiance démocratique zapatiste sur la démocratisation au Mexique, et nous verrons comment la défiance zapatiste participe aux transformations de la démocratie elle-même.

4.1 Un mouvement de solidarité

L'impact immédiat du soulèvement armé a été la naissance d'un mouvement de solidarité au sein de la société civile mexicaine, qui dépassait les limites des groupes, factions et partis, dans un pays traditionnellement très divisé sur le plan politique (Beaucage, 2004). Deux manifestations massives ont eu lieu dans les rues

du centre-ville de México. En janvier 1994 (comme nous l'avons vu), lorsque la société civile mexicaine réclame la fin des hostilités et demande que l'EZLN et le gouvernement négocient la paix ; et, en février 1995, lorsque le gouvernement décide de lancer une offensive finale de l'armée contre les rebelles zapatistes, avec qui il était en négociation. Les manifestants ont réussi à obtenir, à chaque fois, que le gouvernement reprenne les négociations avec l'EZLN et limite la répression : « celle de l'armée, d'abord, lors de la reprise de contrôle brutale des villes occupées en janvier 1994, celle des paramilitaires ensuite, qui furent chargés d'effectuer sur place le sale boulot que l'armée, observée de près, ne pouvait plus exécuter » (Ibid.).

4.2 La Réforme électorale et l'effondrement de la dictature mexicaine

Les années 1990 marquent un tournant historique : le recul des dictatures d'Amérique latine au profit du modèle promu par les États-Unis et la communauté internationale, la démocratie de marché. Intégré au cercle des démocraties avancées par son entrée dans l'ALÉNA, le Mexique n'en continue pas moins de maintenir le régime de parti-État par des moyens peu démocratiques.

Après plus de soixante-dix ans au pouvoir, la dictature du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a fini par s'effondrer, faisant place en décembre 2000 au Parti d'action nationale (PAN), au terme d'un processus auquel les zapatistes n'ont pas peu contribué, notamment en obligeant le parti-État à concéder en 1996 une réforme électorale.

Plusieurs lacunes organisationnelles et matérielles du système électoral ayant contribué à saper la crédibilité démocratique de tout le système politique mexicain, le gouvernement du président Ernesto Zedillo a entrepris une réforme législative et organisationnelle qui comporte deux aspects principaux : d'une part, accroître

le nombre de postes élus et surtout garantir la liberté de se présenter aux élections ainsi que la transparence du processus ; d'autre part, la réforme complète de l'Institut Fédéral Électoral (IFE), l'organisme chargé d'administrer et contrôler le processus électoral.

Cette réforme électorale représente une certaine avancée de la démocratisation au Mexique, qu'il s'agisse de la suppression du rôle exercé par le ministère de l'Intérieur dans l'organisation des élections, désormais confiée à un organisme dont les membres seront désignés par le Parlement ; de la création d'un tribunal électoral indépendant ; de l'établissement de règles plus démocratiques pour le financement des partis ; ou encore des nouvelles dispositions prévoyant, à partir de 1997, l'élection du maire de México jusqu'alors désigné par le chef de l'État.

Même si cette réforme précise les règles d'un multipartisme limité¹, elle a rendu possibles les succès de l'opposition à partir de 1997. Les élections du 6 juillet de la même année ont porté une des principales figures de l'opposition mexicaine (PRD) à la mairie de México, Cuauhtémoc Cardenas ; le 20 août 2000, Pablo Zalazar, candidat du PRD (alliance de huit partis incluant le PAN), est élu gouverneur du Chiapas, mettant fin dans cet État comme dans le reste du Mexique à la main mise du PRI.

La percée de l'opposition officielle et donc l'ouverture du champ politique et démocratique peut être considérée comme le contrecoup du soulèvement (Le Bot, 1997 ; Beaucage, 2004). De 1994 jusqu'à cette réforme, expliquent ces auteurs, le débat politique s'est déroulé en bonne partie au Chiapas, qui fournissait traditionnellement un électorat fidèle au PRI. S'il est impossible d'en

¹ Les accords de Bucareli : en juillet 1996, de longues négociations ont conduit les trois grands partis (PRI, PAN, PRD) et le petit Parti du travail (PT) à un accord sur une réforme électorale. En décembre, le PRI, majoritaire au Congrès, y a fait voter un texte rejeté par l'opposition, qui le jugeait trop restrictif.

évaluer le poids électoral, il reste que le Chiapas n'était plus un réservoir de votes du PRI (Le Bot, 1997). Des événements organisés à l'appel des zapatistes, comme la Convention nationale démocratique, ont contribué à faire se rassembler un mouvement populaire fragmenté et préparé le renversement du PRI. Y contribuèrent aussi les vastes rassemblements que les zapatistes ont convoqués périodiquement au Chiapas (Beaucage, 2004). Bien que l'EZLN n'était pas le seul groupe à revendiquer un tel changement au Mexique, sans son entrée en scène et ses exigences, l'opposition n'aurait pu obtenir un tel changement, celle-ci étant organisée au sein de partis politiques respectueux d'une légalité définie par un système inique (Nadal, 1995).

Marcos reste très critique de cette réforme. Il l'a qualifié de simple « ajustement » entre partis, car la société civile ayant été écartée du processus, la classe politique en reste l'acteur principal. Même si le gouvernement ne peut plus décider seul ce qu'est la démocratie et les élections, la société civile (les forces sociales, les organisations non gouvernementales) reste absente. Pour Marcos, faire de la politique au Mexique, c'est accepter les règles du jeu des partis politiques. En ce sens, la réforme électorale reste une réforme du pouvoir pour le pouvoir (Marcos, *in* Sous-commandant Marcos et Le Bot, 1997).

4.3 Les Accords de San Andrés et le renforcement d'un mouvement indigène national

Pour trouver satisfaction à leurs revendications et intégrer à la nation mexicaine les communautés indigènes du Chiapas reconnues dans leurs droits et leurs différences, les zapatistes ont pris les armes. Mais, au bout de 12 jours après le soulèvement, l'acceptation de dialogues avec le gouvernement mexicain, afin de trouver une issue pacifique et politique au conflit, a permis de suspendre leur

tactique. Ils n'y ont jamais eu recours depuis, même s'ils se maintiennent toujours en armes.

Les premiers dialogues officiels ont eu lieu entre avril 1995 et février 1996, auxquels ont participé, outre les représentants du gouvernement et l'EZLN, des représentants de la société civile et d'autres groupes indigènes. Ces dialogues ont conduit à la signature des Accords de San Andrés, le 16 février 1996. Le premier thème² traité concernait les « Droits et cultures ». Les Accords de San Andrés s'appuient sur trois piliers :

1) la reconnaissance du droit à l'autodétermination, l'autonomie devant s'exercer à l'intérieur du cadre de l'État-nation, mais en permettant aux peuples autochtones de décider de leur forme de gouvernement interne et de la manière de s'organiser politiquement, économiquement et socialement, au moins au niveau municipal ; 2) la reconnaissance du besoin de réformer les systèmes juridique et constitutionnel pour y inclure les droits politiques, économiques et sociaux des autochtones, et ainsi permettre une plus large participation et une meilleure représentation au sein d'un nouveau fédéralisme ; 3) la reconnaissance de l'urgence de l'accès au système juridique pour les autochtones tout en respectant leur façon de faire en ce domaine (Diaz-Polanco, 2003 *in* Guimont Marceau, 2006).

La stipulation de la nécessité d'une refonte de l'État dans le texte des Accords de San Andrés constitue, selon Guimont Marceau (2006), un élément central dans le processus de démocratisation de l'État mexicain. Nadal (2005) l'explique par le fait que la revendication indigène cherche la reconnaissance des droits des peuples qui sont beaucoup plus étendus que les droits des minorités. Même si le gouvernement mexicain est signataire de la Convention 169³ de l'Organisation internationale du

² Les dialogues devaient se réaliser dans le cadre de six tables de travail : 1) Droits et cultures indigènes ; 2) Démocratie et justice ; 3) Bien-être et développement ; 4) Conciliation au Chiapas ; 5) Droits de la femme ; 6) Fin des hostilités. Seule la première table de travail a eu lieu.

³ La Convention 169 de l'OIT est entrée en vigueur 1991, un an après sa ratification par le Sénat.

travail (OIT), qui reconnaît le droit à la libre détermination des peuples indigènes, la Constitution mexicaine en limite la portée en ne reconnaissant que les droits des minorités culturelles. Selon la réforme de l'article 4 de la Constitution, promulguée en 1992 :

La composition de la nation mexicaine est multiculturelle et soutenue à l'origine par ses peuples autochtones. La loi protégera et favorisera le développement de leurs langues et cultures, de leurs us et coutumes, de leurs ressources et formes d'organisation sociale spécifiques. (*in* Nadal, 2005)

Cette réforme constitutionnelle ne dit rien du caractère pluriethnique du pays, ni des droits à l'autodétermination et à l'autonomie. En reconnaissant la composition pluriculturelle de la nation et l'obligation de respecter les droits culturels des indigènes, elle maintient les indigènes au niveau de minorités culturelles, étant donné qu'aucun droit politique ne leur est accordé (*Ibid.*). Nous avons déjà vu que la réforme de l'Article 27 de la Constitution, qui a eu lieu la même année, a mis aussi en danger les droits des indigènes, l'État ne garantissant plus le droit à la terre. En outre, au moment de ces réformes, les indigènes n'ont pas été consultés alors que la Convention 169 stipule que l'État a l'obligation de consulter les peuples indigènes chaque fois que des réformes peuvent les affecter.

La signature des Accords de San Andrés constitue un grand succès politique de l'EZLN, puisqu'il s'agit de la première reconnaissance officielle des droits politiques des peuples indigènes (*Ibid.*). Sur le plan de l'autonomie, tout spécialement sur le plan de la culture et de l'organisation politique, les Accords de San Andrés ont constitué un moment décisif sur la réalité mexicaine. Les peuples indigènes ont réussi sur la base de ces accords à se faire entendre et à renforcer un mouvement indigène national, lequel avait commencé à s'articuler en 1992 (Beaucage, 2004 ; Nadal, 2005, Bernal, 2007, Duterme 2009, Recondo, 2009).

Voulant l'approbation des populations indigènes au niveau national, l'EZLN lance en janvier 1996, parallèlement aux dialogues de San Andrés, le Forum national indigène, auquel participent un grand nombre d'organisations des multiples ethnies du Mexique (500 représentants d'environ 35 peuples de tout le pays). Les participants à ce vaste débat public ont énoncé les points à négocier avec l'État. Ce forum s'est transformé en une structure permanente, le Congrès national indigène (CNI). Son slogan, « Jamais plus un Mexique sans nous » signifie une volonté d'intégrer les indigènes sur un pied d'égalité, tout en reconnaissant leurs différences, c'est-à-dire intégrer les indigènes dans une nation plurielle et renouvelée (Baschet, 2005 ; Nadal, 2005).

Les Accords de San Andrés n'ont jamais été ratifiés par le Congrès mexicain. La mauvaise volonté du gouvernement qui balance entre dialogue et répression et la méfiance des zapatistes ont conduit ces derniers à suspendre les dialogues à diverses reprises. Les dialogues sont définitivement rompus lorsque le président Zedillo refuse de ratifier la « Loi Cocopa »⁴ qui avait été votée par le parlement. La contre-proposition qu'il formule, en 1997, limite l'autonomie à la communauté, ce qui réduit la portée des droits politiques obtenus l'année précédente et, en outre, nie les droits aux ressources naturelles et réduit les droits culturels (Nadal, 2005).

À l'arrivée au pouvoir du président élu Vicente Fox et de son Parti (PAN), en juillet 2000, les zapatistes exigent à nouveau que l'État inscrive dans la Constitution le contenu des Accords de San Andrés. Mais le 29 avril 2001, le Congrès fédéral mexicain vote une réforme constitutionnelle en matière de droits des peuples indigènes qui, selon les zapatistes, trahit les Accords de San Andrés sur plusieurs points, notamment par le fait que, dans cette réforme, il n'existe

⁴ Cette loi porte le nom de la Commission de concorde et de pacification qui l'a élaborée à la suite des Accords de San Andrés. La COCOPA était formée par tous les partis qui avaient une représentation parlementaire.

aucune reconnaissance des formes indigènes d'élection des autorités municipales (Recondo, 2009). Le nouvel article 2 de la Constitution, qui remplace l'article 4 adopté en 1992, ainsi que les modifications aux articles 18, 27 et 115 défendent le principe que la « nation est une et indivisible ». En outre, cette réforme limite le droit aux ressources naturelles à la communauté (Nadal, 2005). Depuis, le dialogue du mouvement zapatiste avec les gouvernants et les institutions politiques est définitivement rompu.

La revendication de la reconnaissance des Accords de San Andrés a entraîné plusieurs démarches qui ont cimenté l'unité du mouvement indigène : qu'il s'agisse de la demande d'intervention de la Cour suprême de la nation ; de l'invocation, au niveau international, de la violation à la Convention 169 de l'OIT (Ibid.). À l'instar de l'EZLN, plusieurs organisations indigènes ont choisi de concilier la question de l'autonomie à celle de la démocratisation de l'État : « l'autonomie des peuples autochtones ne peut s'obtenir que dans une démocratie plurielle, directe, ouverte à la diversité culturelle et politique » (Ibid, p. 22). Le Forum national indigène et la Marche de la dignité rebelle sont aussi des moments de consolidation du mouvement indigène national (Ibid.). Nous avons vu que l'EZLN a mené une consultation nationale, en 1999, dont l'un des enjeux était le respect des droits des indigènes.

L'EZLN a joué et joue toujours un rôle fondamental de rassembleur du mouvement indigène mexicain autour des revendications indigènes. En témoigne le CNI qui continue à revendiquer la reconnaissance constitutionnelle des Accords de San Andrés, tout en appuyant les diverses expériences d'autonomie des centaines de communautés indigènes (Guimont Marceau, 2006). Les organisations indigènes mexicaines s'unissent pour défendre la reconnaissance des indigènes comme peuples, le droit à l'autodétermination et à l'autonomie, le contrôle des ressources naturelles de leur territoire (Nadal, 2005). Pourtant, souligne l'auteur, si ces

nombreuses organisations indigènes sont d'accord avec une orientation générale de la lutte à mener, elles ne s'entendent pas toutes sur la voie à suivre, au sens si elles doivent continuer la lutte avec ou sans les partis politiques.

4.4 La mobilisation de la gauche mexicaine alternative

Lors de la dernière campagne électorale présidentielle, en 2006, les zapatistes ont refusé de façon claire de soutenir López Obrador, malgré le fait qu'il se présentait comme le candidat du peuple, scandant *Les pauvres d'abord*, qu'il promettait d'entériner les Accords de San Andrés, et qu'il était favori de la gauche mexicaine. Comment comprendre et expliquer ce refus alors que la pauvreté a constitué l'un des enjeux du soulèvement et de démocratisation nationale, que les Accords de San Andrés sont toujours revendiqués. Aux lendemains des élections, les zapatistes ont réitéré leur refus de soutenir López Obrador lorsqu'il s'est agi de contester les fraudes qui lui ont coûté la victoire et reconduit à la tête du Mexique un président de la droite conservatrice et néolibérale.

Duterme (2009) fournit plusieurs raisons. Le PRD, au Chiapas et au Congrès, a souvent « trahi » la cause zapatiste.

Conflits meurtriers sporadiques dans le Chiapas entre indigènes zapatistes et indigènes se réclamant du PRD, vote du PRD en 2001 en faveur de la « loi indigène » qui équivaut à une fin de non-recevoir des accords de San Andres, actes d'opportunisme politique et corruption avérés au sein du PRD, ambiguïtés du programme économique de López Obrador...

Bien que toutes ces raisons puissent être légitimes, elles ne rendent pas compte entièrement de la position zapatiste. La sixième Déclaration de la Selva Lacandona (2005) la situe bien davantage, en formulant les principes qui sont à la base de l'Autre Campagne lancée en parallèle à la campagne électorale présidentielle, pour mobiliser et articuler les luttes « en bas à gauche ».

4.4.1 Les élections présidentielles de 2006 et la démocratie

Les élections présidentielles de 2006 ont révélé que le Mexique est toujours aux prises avec le même défi, celui d'une réelle démocratisation de sa vie politique (Canet, 2007). Ces élections, encadrées par l'Institut Fédéral Électoral (IFE), auraient été entachées de graves irrégularités. Dans un article paru le 30 novembre 2006, Gramsch décrit cette fraude électorale.

Cette administration centralise les votes des 130 000 bureaux du pays et les remet à un tribunal électoral. Le jour de l'élection l'IFE réalise un sondage de sorties des urnes sur 700 bureaux de vote. Sur la base de ce sondage et de la cartographie des résultats précédents, l'institut extrapole le résultat final. Quand les résultats des autres bureaux arrivent et qu'ils sont trop éloignés de la projection statistique, ceux-ci sont annulés au motif qu'ils ne sont pas crédibles. 3 millions de voix ont été ainsi écartées. Il faut préciser que l'ensemble de ces opérations statistiques avait été sous-traité à un cabinet privé dirigé par Diego Zavala, le beau-frère du « vainqueur », Felipe Calderon. À côté de cela, l'IFE a accepté les résultats de 18 646 bureaux dont le nombre de suffrages exprimés excédait le nombre d'inscrits. En clair, il y eut bourrage des urnes. Comme en 1988, le candidat du PRD est empêché d'accéder au pouvoir.

En juillet de cette même année, López Obrador revendique la victoire. Ses partisans cherchent à imposer le comptage des bulletins un à un. Parallèlement, de nombreuses manifestations s'organisent à travers le pays dont une a réuni 1 million 400 mille personnes à México. Engagé dans une bataille juridique, López Obrador est débouté le 5 septembre. Felipe Calderón est déclaré vainqueur après le comptage de seulement 9 % des voix (Ibid.).

Or, explique Canet (2007), la confiance dans le processus électoral constitue le fondement de la légitimité des régimes démocratiques modernes. L'État et son gouvernement ne peuvent exercer le pouvoir que sur délégation d'une majorité de citoyens qui ont manifesté leur choix en participant à des élections libres. Les

manipulations frauduleuses du processus électoral sapent le fondement même de la légitimité des institutions politiques.

Le Mexique traverse aujourd'hui une profonde crise politique qui fait éclater au grand jour la fragilité de son régime démocratique. Quand l'on ne peut plus se fier aux règles institutionnelles pour faire valoir la volonté du plus grand nombre, quand le système politique et les processus de prise de décisions sont détournés par quelques uns à leur profit, il devient nécessaire d'ouvrir de nouveaux espaces démocratiques. Cela passe inexorablement par la rupture institutionnelle. Si la chose publique n'est plus garantie par les processus démocratiques, c'est l'espace public qui doit être investi. Et si les institutions politiques sont trop corrompues pour pouvoir réellement répondre aux aspirations populaires, c'est en marge de celles-ci, au sein de nouveaux modes d'organisation, que se redéploiera la démocratie. (Canet, 2007)

C'est le choix que les zapatistes ont fait en lançant des initiatives qui construisent la vie démocratique autrement, en tentant de réaliser leur projet démocratique par d'autres voies que celles de l'élection-représentation.

4.4.2 L'Autre Campagne, comme refonte de la démocratie elle-même

Les zapatistes luttent pour la reconnaissance de tous leurs droits civiques, mais leur lutte ne s'épuise pas dans l'accès à la citoyenneté, même respectueuse des différences (Le Bot, 1997). Ils veulent agir dans le champ politique par d'autres voies que les voies classiques de la politique. Aussi, les zapatistes refusent de limiter leur action politique à la démocratie électorale, de se plier au calendrier des consultations électorales, d'où leur conception d'une démocratie élargie à tous les aspects de la vie démocratique du Mexique. En ce sens, les pouvoirs de surveillance que nous avons analysés au chapitre III, tels la vigilance et la dénonciation, présentent un caractère permanent, élargissent et facilitent leur champ d'intervention et celui de la société civile.

La volonté zapatiste d'élargir le champ politique explique leur appel insistant à la société civile mexicaine, afin qu'elle prenne le relais dans la diversité de ses organisations et de ses actions. L'Autre Campagne est la dernière stratégie zapatiste qui marque cet appel. Elle a été conduite à partir du 1^{er} janvier 2006 à travers l'ensemble du Mexique par le sous-commandant Marcos, appelé pour l'occasion le délégué Zéro.⁵ Elle est un tournant politique important au sens que par cette nouvelle stratégie, l'EZLN cherche à unifier le processus révolutionnaire du Chiapas aux luttes sociales nationales. Dans ce processus, Marcos ne joue ni le rôle d'un dirigeant, ni celui d'un coordinateur, mais il est un outil pour permettre aux gens d'apporter leurs idées, leurs expériences ou leurs façons de lutter contre le pouvoir.

Les premières propositions zapatistes concernaient essentiellement le projet d'une transformation du système politique mexicain et l'exigence d'une reconnaissance des peuples indigènes en tant que partie intégrante de la nation mexicaine. Selon Bernal (2007), la transformation sociale restait au second plan, comme un deuxième moment de la lutte, « une révolution qui rende possible la Révolution ». L'Autre Campagne, en plus d'être une pratique de vigilance, de dénonciation, de résistance, vise à mettre au premier plan la transformation sociale.

⁵ À la suite des événements à San Salvador de Atenco, les 3 et 4 mai 2006, Marcos suspend abruptement sa tournée, décidant de demeurer à Mexico jusqu'à la libération de tous les prisonniers, mais il la terminera en octobre et novembre de la même année. Dans la commune d'Atenco, située aux environs de Mexico, les habitants ont réussi à empêcher, en 2002, la construction du nouvel aéroport de Mexico. Profitant d'un prétexte mineur (un conflit portant sur la vente de fleurs par des horticulteurs militant contre la fermeture de leur marché au profit de la construction d'un Wall Mart), l'opération policière, coordonnée par les autorités conjointes de la municipalité, de l'État de Mexico et du fédéral, s'est soldée par deux morts, des centaines d'arrestations, le viol d'environ trente femmes. Le 12 février 2009, la Cour suprême de Justice du Mexique a reconnu que ce sont des atteintes graves aux droits humains (s'abstenant toutefois de fixer des responsabilités politiques). Parmi les détenus, figuraient les principaux organisateurs des mobilisations contre le projet d'aéroport. Treize d'entre eux ont été condamnés à des peines aberrantes, jusqu'à 112 ans d'emprisonnement dans l'un des cas (Gramsch, 2006 ; Baschet, 2009).

L'Autre Campagne est une reformulation du Front zapatiste de libération nationale (FZLN), qui avait été créé en janvier 1996 afin de répondre au désir des participants à la vaste consultation de 1995, comme nous l'avons vu, de voir l'EZLN participer à la vie politique civile du pays. La quatrième Déclaration de la Selva Lacandona définit le FZLN comme une « organisation civile et pacifique, indépendante et démocratique, mexicaine et nationale, qui lutte pour la démocratie, la liberté et la justice au Mexique », et comme « une force politique dont les intégrants n'exercent, et n'aspirent à exercer, aucune charge d'élu ni aucun poste gouvernemental à aucun niveau. Une force politique qui n'aspire pas à la prise du pouvoir. Une force qui ne soit pas un parti politique ». En fait, le FZLN se voulait une force politique qui puisse organiser les demandes et propositions des citoyens et lutter pour une démocratie qui applique le principe du mandar obedeciendo. La constitution du FZLN s'est faite à partir de la formation de comités de base dans tout le pays. Son projet était de former une organisation qui ne serait plus majoritairement indigène, qui incorporerait d'autres secteurs sociaux, principalement des travailleurs de la campagne et de la ville, des enseignants, intellectuels, étudiants et artistes. En somme, il s'agissait d'un vaste front de libération nationale regroupant toutes les forces politiques et sociales opposées au PRI.⁶

Tout comme le FZLN, l'Autre Campagne se veut aussi une force politique civile et pacifique, qui ne cherche pas à fonder un nouveau parti politique, mais un espace, un lieu qui engage à mettre en commun et où il y ait place pour toutes

⁶·Lors de la création du FZLN, la réponse de la société civile mexicaine a été minimale. Seul un groupe relativement restreint d'intellectuels, d'universitaires, de militants et d'ONG, s'est montré intéressé à y participer (Sierra 1996). En 2005, année de sa dissolution, le FZLN était consolidé dans une grande partie du pays et comptait 800 militants confirmés (dont les trois quarts, très marqués par le soulèvement de 1994, ont moins de 30 ans, l'autre quart provient de différentes organisations de la gauche mexicaine). Ces jeunes sont intervenus dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Se voulant une organisation autonome de l'EZLN, le FZLN a participé à d'importantes luttes mais sans rechercher un impact médiatique (Rodriguez, 2005).

les personnes et toutes les organisations, pour toutes les manières de faire de la politique qui ont été rejetées ou négligées par la conception actuelle de la politique, notamment à cause de la suprématie de la politique parlementaire. À l'instar de la Sierra (1996) au sujet du FZLN, pouvons-nous dire que l'Autre Campagne participe à une refondation du concept même de démocratie? La proposition zapatiste revient-elle à mettre en cause la conception selon laquelle la démocratie se définit par la recherche du pouvoir⁷ à travers la participation à des élections libres censées dégager une majorité au sein du peuple?

Selon Rosanvallon (2006), l'une des caractéristiques communes des nouveaux mouvements sociaux est de concevoir de fait que la vie de la démocratie est structurée par la tension entre la sphère électorale-représentation et celle de la défiance démocratique, et non plus par la simple compétition libre pour l'exercice du pouvoir gouvernemental. L'auteur souligne aussi que le rapport de ces organisations aux partis politiques a considérablement changé, de sorte que l'autorité des partis politiques s'en trouve atteinte et la vieille notion d'alternance, relativisée. Ainsi l'Autre Campagne, qui se veut une stratégie de transformation sociale en dehors des élections et des partis politiques, participe aux transformations de la démocratie elle-même. Nous avons vu que les zapatistes admettent la nécessité des partis politiques et des élections, qu'ils précisent du même coup que leur rôle n'est pas d'intervenir dans ce champ, mais qu'ils prétendent y faire valoir leur influence. Il n'est donc pas contradictoire que les zapatistes aient contribué à relégitimer le régime politique mexicain (comme nous avons vu) et qu'ils cherchent en parallèle une réappropriation sociale du pouvoir.

⁷ Lors de la Marche de la dignité rebelle, en 2001, Marcos a expliqué que les zapatistes préfèrent se définir comme rebelles sociaux et non pas comme révolutionnaires, car ils estiment que le projet révolutionnaire implique la substitution d'un système de pouvoir à un autre, alors que le rebelle social tente d'organiser les masses à partir de la base et transformer peu à peu les choses sans prise directe du pouvoir (*in* Bernal, 2007).

4.4.2.1 Les objectifs de l'Autre Campagne

La sixième Déclaration de la Selva Lacandona précise les objectifs de l'Autre Campagne. Celle-ci ne s'adresse pas aux peuples indigènes, comme les Accords de San Andrés, ni à une société civile informelle : « Nous n'allons pas nous réunir avec n'importe qui mais avec ceux qui luttent et qui veulent s'organiser » (EZLN, 2005). En fait, elle favorise l'auto-organisation des plus pauvres, des plus exploités, des plus marginalisés comme les paysans, les travailleurs des *maquiladoras*, les jeunes, les femmes. L'Autre Campagne vise à construire l'unité de ceux d'en bas et à gauche.

Nous allons aller écouter les gens simples et humbles du peuple mexicain et parler directement avec eux, et, en fonction de ce que nous entendrons et apprendrons, nous élaborerons, avec ces gens qui sont, comme nous, humbles et simples, un programme national de lutte. Mais un programme qui soit clairement de gauche, autrement dit anticapitaliste et antinéolibéral, autrement dit pour la justice, la démocratie et la liberté pour le peuple mexicain (EZLN, 2005).

Il ne s'agit pas d'une écoute passive. Il s'agit d'écouter en vue de diagnostiquer ce qui se passe et de construire par en bas et à gauche les réseaux de liaisons, d'échanges, de débats entre différents secteurs et différentes sensibilités. L'Autre Campagne ne demande donc plus seulement l'adoption d'une série de dispositions dans la constitution mexicaine, mais elle vise la construction d'un nouveau mouvement social et politique, la naissance d'un mouvement autonome et indépendant de la politique de l'État mexicain et de ses institutions (Rodriguez, 2005).

Par cette nouvelle stratégie, l'EZLN cherche à attaquer le mal à la source et s'en prend à cet ensemble de liens sociaux que l'on nomme le capitalisme, qui organise les personnes et les choses en fonction de « qui possède et qui ne possède pas, qui commande et qui obéit » (*in* Bernal, 2007, p. 84).

Selon Bernal (2007), pour la société capitaliste, comme le pour modèle léniniste, l'État, le parti, la « conscience sociale » étaient les seuls moyens pouvant conduire la société vers la transformation sociale. Pour l'EZLN la recomposition du social doit se fonder sur de nouvelles relations. Cet auteur résume ce que les zapatistes appellent leur nouvelle manière de faire de la politique.

Ils tiennent compte de l'ensemble des niveaux et manifestations de la vie sociale pour les soumettre à la critique, cherchant ainsi à dépasser les séparations qui donnent cohésion et sens au capitalisme. Il s'agit de ne pas reproduire la séparation entre politique, société et économie, entre public et privé, entre l'important et le banal, mais de créer des relations qui tendent à réunifier la vie sociale. Dans une telle perspective, le projet zapatiste d'un « monde où aient leur place plusieurs mondes » propose une alternative de civilisation au capitalisme, dans laquelle les valeurs de compétition, de force et d'hégémonie sont dépassées par des idées forces nouvelles ou réaffirmées et resignifiées : la solidarité, la liberté, la démocratie et la justice. (Ibid., p. 43)

Ce repositionnement, qui entraîne la révision des alliances que l'EZLN a conclues au Mexique, fait suite au bilan que les zapatistes font de la lutte qu'ils mènent depuis 1994 (Bernal, 2007). Pour eux, l'engagement pris par la société civile aux lendemains du soulèvement n'a pas été honoré. Bien que les mobilisations de protestation contre la guerre, les offensives de l'armée et les massacres (notamment celui d'Acteal⁸), de même que les dialogues et les consultations, aient clairement montré que la société civile optait pour une issue pacifique et non armée au soulèvement zapatiste, ce mouvement d'opinion est cependant resté insuffisant pour changer le système politique, sans même parler de transformer le capitalisme (Ibid.). L'Autre Campagne tente de construire un sujet social qui s'oppose non seulement aux dominants mais aussi aux acteurs sociaux qui, tout en se définissant comme contestataires, « s'intègrent dans les faits au système comme

⁸ Le 22 décembre 1997, des paramilitaires ont massacré 45 indigènes qui appartenaient à l'organisation Las Abejas. Celle-ci, liée surtout à l'évêché, partage les revendications de l'EZLN (Baschet *in* Sous-commandant Marcos, 2009).

agent de la domination, tantôt par le biais des politiques corporatistes et de la contre-insurrection de l'assistanat, tantôt en réprimant brutalement la population ou les résistances sociales » (Ibid., p. 90-91). L'Autre Campagne tente également de construire des sujets sociaux qui puissent réaliser les onze revendications du soulèvement zapatiste, qui se font sérieusement attendre (Ibid.).

4.4.3 Le défi de la convergence des gauches mexicaines

La sixième Déclaration annonçait la réorientation du mouvement zapatiste vers la tentative de construire l'unité avec d'autres secteurs de la gauche au Mexique, en établissant une base politique commune : l'anticapitalisme, l'antinéolibéralisme, l'autonomie totale vis-à-vis des institutions politiques mexicaines. Cette déclaration précise que les zapatistes entendent contrer l'offensive néolibérale en arrivant à des accords uniquement avec la gauche qui, seule, a la volonté de résister à la mondialisation néolibérale et de construire un pays où tout le monde jouisse de la justice, de la démocratie et la liberté, et ce qu'ils entendent faire pour y arriver.

[...] L'EZLN mènera une politique d'alliances avec des organisations et des mouvements non électoralistes qui se définissent, en théorie et en pratique, comme des mouvements et organisations de gauche, aux conditions suivantes : non à des accords conclus en haut pour les imposer en bas, mais oui à la conclusion d'accords pour aller ensemble écouter et organiser l'indignation ; non à la création de mouvements qui soient ensuite dirigés dans le dos de ceux qui y participent, mais oui pour toujours tenir compte de l'opinion des participants ; non à la recherche de récompenses, de promotion, d'avantages, de postes publics, de pouvoir ou d'aspiration au pouvoir, mais oui au dépassement du calendrier des élections ; non à l'essai de résoudre d'en haut les problèmes de notre pays, mais oui à la construction PAR LE BAS ET POUR LE BAS d'une alternative à la destruction néolibérale, une alternative de gauche pour le Mexique.

À travers l'Autre Campagne, l'EZLN ne vise pas donc pas à unifier toute la gauche mexicaine, mais seulement la gauche alternative (sociale, ethnique, sexuelle, générationnelle...), et cherche à rassembler des informations sur le conflit social et sur les potentialités d'une organisation rebelle (Bernal, 2007).

Canet (2007) fait mieux comprendre où se situe l'EZLN à l'intérieur de la gauche mexicaine et explique le défi que représente tout projet de convergence des forces sociales progressistes au Mexique. La gauche mexicaine, selon cet auteur, est divisée en quatre grandes tendances : 1) la gauche institutionnelle formée d'organisations structurées en partis politiques qui entrent dans le jeu électoral pour atteindre leurs objectifs, comme le PRD de López Obrador ; 2) le mouvement zapatiste qui lie la problématique indigène et les revendications démocratiques et populaires, tout en critiquant la classe politique mexicaine, notamment le PRD ; 3) les groupes marxistes orthodoxes qui prônent la lutte armée comme moyen de transformation sociale, comme l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) ; 4) les intellectuels et les groupes de la société civile qui interviennent dans le débat public (Ibid.).

Cette fragmentation ainsi que l'option localiste des zapatistes sont deux difficultés majeures à la convergence des gauches mexicaines (Ibid.). Les partis de gauche au Mexique, soutient l'auteur, souffrent du même mal qui affecte tout le système politique, soit le profond creusement entre la classe politique et la population qui reflète la carence du principe de représentation au Mexique. C'est le message que les zapatistes cherchent sans cesse à transmettre lorsqu'ils associent la classe politique à la trahison et la décomposition. Quant à l'option localiste des zapatistes, elle part du principe qu'à grande échelle, la démocratie ne peut être que limitée. Cette perspective rend difficile tout projet de convergence des forces de gauche, afin d'élaborer un projet national de démocratisation. L'échelle d'action de ces deux forces progressistes est tout simplement différentes (Ibid.).

Si l'auteur reconnaît que l'Autre Campagne, qui constitue un changement de stratégie et d'échelle d'action du mouvement zapatiste, est un élément qui semble témoigner d'un certain rapprochement entre ces tendances divergentes, Bernal (2007) en explicite les contradictions. Étant donné que la stratégie de l'Autre Campagne ne se fonde plus essentiellement sur l'idée de ne pas chercher à prendre le pouvoir, sa première étape a vu resurgir les positions autoritaires et opportunistes qui caractérisent une grande partie de la gauche mexicaine (Ibid.). Aussi, l'une des principales contradictions est la présence au sein de l'Autre Campagne d'organisations politiques partisans notamment d'une avant-garde ou de la création d'un parti comme sujet de la révolution. Au lieu de chercher à unifier le mouvement, ces organisations ont vu dans l'Autre Campagne le terrain pour relancer leurs propositions, qu'il s'agisse notamment du Parti des communistes, du Parti ouvrier socialiste, de certaines organisations sociales et d'un vaste secteur de groupes et d'individus (Ibid.). Une autre contradiction vient du fait que plusieurs organisations, groupes ou individus ont renoué avec les pratiques de la politique institutionnelle, « allant jusqu'à accepter de se porter candidat à des élections et de faire alliance avec des partis politiques inscrits sur les registres électoraux, questions qui étaient exclues de manière explicite dans la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone » (Ibid., p. 93).

Par contre, Bernal souligne un élément positif au bilan provisoire qu'il fait de l'Autre Campagne.

[...] pour la première fois dans l'histoire de ce pays, une force de gauche totalement indépendante de l'État s'est rendue en de nombreux points du territoire national et a rassemblé de précieuses informations sur le conflit social en cours et sur les potentialités d'une organisation rebelle. Comme l'envisage la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone, c'est là que réside la possibilité d'unir des griefs, des aspirations, des alternatives et une force sociale à même de freiner la destruction des communautés ainsi que la

décomposition de la vie quotidienne, des conditions de travail et d'existence, et de l'environnement (Ibid., p. 94-95).

Mais, quoi qu'il en soit des difficultés rencontrées par l'Autre Campagne, le projet politique était d'emblée conçu à l'échelle d'une décennie de sorte que, même s'il appelle une reformulation, il serait sans doute prématuré d'en juger dès maintenant la portée (Baschet *in* Sous-commandant Marcos (2009)).

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous poursuivions l'objectif d'examiner la fonction démocratique du mouvement zapatiste, du soulèvement armé à l'Autre Campagne, en traitant quatre points : le processus de démocratisation du zapatisme, la conception zapatiste de la démocratie, la défiance vis-à-vis du gouvernement mexicain et son impact sur le processus de démocratisation au Mexique. Ces points correspondent aux quatre hypothèses que nous avons formulées.

Nous voulions mieux saisir la spécificité de l'expérience démocratique zapatiste, puisqu'il s'agit d'un mouvement armé qui travaille à sa propre démocratisation, à celle des communautés indigènes marginalisées du Chiapas qu'il soutient, et qui s'inscrit dans un mouvement plus large de démocratisation au Mexique. Nous voulions comprendre, en particulier, comment l'EZLN articule la lutte armée et la lutte politique démocratique, saisir en quoi les pratiques de défiance zapatistes vis-à-vis du gouvernement mexicain sont démocratiques, et pourquoi elles se sont développées et se développent toujours à l'écart des partis politiques et des instances gouvernementales. Nous cherchions aussi à présenter l'apport du mouvement zapatiste tout en nous souciant d'en marquer les limites, les contradictions, les écarts entre le discours et la pratique. Notamment, le refus de l'EZLN de prendre le pouvoir qui n'efface pas l'imposition hiérarchique liée au caractère armé de ce mouvement, et la pratique du *mandar obedeciendo* qui garde certaines relations verticales de pouvoir et le maintien d'une séparation entre gouvernants et gouvernés.

Nous avons relevé, dans un premier temps, les tournants les plus décisifs du processus de démocratisation du zapatisme de l'EZLN. Il s'agissait de voir comment ce groupe politico-militaire d'avant-garde fondé en 1983 dans la Selva Lacandona au Chiapas, d'inspiration marxiste-léniniste et guévariste, s'est transformé en mouvement civil et en acteur démocratique. L'analyse montre que ce processus n'est pas linéaire et qu'il touche la pensée et la pratique révolutionnaires, c'est-à-dire que le zapatisme remplace la notion de dictature du prolétariat par un appel à la société civile qui lutte pour la démocratie, et qu'il passe de l'objectif de détruire le pouvoir en place par la lutte armée à celui de la lutte pacifique et démocratique pour la reconnaissance des droits fondamentaux. Le soulèvement zapatiste du 1^{er} janvier 1994 constitue un moment déterminant de ce processus au sens qu'il a conduit l'EZLN à relativiser la voie armée, à poursuivre la lutte sous des formes proprement politiques et démocratiques, ainsi qu'à chercher des voies nouvelles de transformation sociale pour rendre la société plus juste, plus démocratique et plus libre.

Notre recherche s'est concentrée, dans un deuxième temps, sur la conception zapatiste de la démocratie et ses rapports avec le pouvoir. La conception zapatiste d'une démocratie plurielle suppose la reconnaissance de toutes les formes de démocratie, des diverses formes de lutte politique dans la société civile, d'une citoyenneté avec des différences ethniques et culturelles conçue dans une perspective d'intégration qui ne soit pas assimilation. Ainsi, les zapatistes cherchent à articuler démocratie communautaire et démocratie représentative, démocratie et autonomie, démocratie et identité. La conception zapatiste d'une société démocratique est celle où le pouvoir serait situé à la base, une société civile qui puisse contrôler ses gouvernants, les sanctionner et les obliger à être au service de cette base, conformément au principe politique du mandar obedeciendo. Les positions zapatistes à l'égard du pouvoir se situent à la confluence de plusieurs

traditions dont le modèle insurrectionnel de Zapata qui se désintéressait de la prise du pouvoir d'État, la critique de l'avant-gardisme du guévarisme et de l'héritage du léninisme qui fait de la prise du pouvoir d'État la clé du processus révolutionnaire.

Dans un troisième temps, nous avons relevé les principales initiatives et stratégies zapatistes et les avons analysées comme modalités de l'organisation de la défiance vis-à-vis du gouvernement mexicain, et nous avons cherché en quoi elles sont démocratiques. Notre analyse montre que les zapatistes ne limitent pas leur lutte à une reconnaissance constitutionnelle de tous leurs droits. Ils veulent agir dans le champ politique par d'autres voies que celles des institutions de la démocratie électorale-représentative, d'où leur conception d'une démocratie élargie à tous les aspects de la vie démocratique. La fonction démocratique du mouvement zapatiste est constituée par l'addition de ses pratiques de défiance. Ainsi, le mouvement zapatiste joue en quelque sorte le rôle correcteur de l'action gouvernementale par la mise à l'épreuve de la réputation des pouvoirs élus à travers les pratiques de vigilance et de dénonciation, la réputation constituant en politique un des facteurs qui structurent la confiance ; et aussi par l'expression d'une souveraineté critique radicale à travers le soulèvement, et aujourd'hui à travers l'autonomie de facto par laquelle les zapatistes cherchent la voie d'un auto-gouvernement plus effectif, d'une représentation plus attentive à la société par le principe politique du mandar obedeciendo.

Enfin, nous avons cherché à savoir quel est l'impact de la défiance zapatiste sur la démocratisation au Mexique. Le résultat de notre recherche montre que les zapatistes ont contribué, au sein d'un mouvement populaire, à l'accélération du processus de démocratisation en amenant le régime à concéder une réforme électorale, laquelle préparera la chute du parti-État. Les dialogues de l'EZLN avec le gouvernement mexicain ont conduit aux Accords de San Andrés, lesquels concernaient entre autres les droits des indigènes à l'autodétermination et à

l'autonomie politique. Sur la base de ces accords (qui n'ont jamais été ratifiés par le Congrès mexicain), s'est consolidé un mouvement indigène national. Le mouvement zapatiste a tenté aussi de mobiliser la société civile d'abord à travers le Front de libération nationale, puis à mobiliser la gauche d'en bas à travers l'Autre Campagne. L'objectif de ces mobilisations était la création d'un espace démocratique permettant à la société de résoudre elle-même ses problèmes. Nous avons vu que l'une des caractéristiques communes des nouveaux mouvements sociaux (dont le mouvement zapatiste) est de concevoir de fait que la vie de la démocratie est structurée par la tension entre la sphère électorale-représentation et celle de la défiance démocratique, et non plus par la simple compétition libre pour l'exercice du pouvoir gouvernemental. Le rapport de ces organisations aux partis politiques a considérablement changé, de sorte que l'autorité des partis politiques s'en trouve atteinte et la notion d'alternance, relativisée. À cet égard, l'Autre Campagne, qui se veut une stratégie de transformation sociale en dehors des élections et des partis politiques, participe aux transformations de la démocratie.

Bien loin de vouloir comparer les pratiques de défiance démocratique zapatistes aux pratiques du régime politique mexicain (en termes zapatistes de « bon gouvernement » et de « mauvais gouvernement »), notre recherche visait essentiellement à examiner la fonction démocratique du mouvement zapatiste et à la resituer dans le cadre de la démocratisation au Mexique ainsi que dans celui des transformations de la démocratie elle-même.

Nous empruntons les mots de Rosanvallon pour formuler quelques questions sur la façon qu'ont les zapatistes d'exercer leur défiance démocratique, en dehors des institutions politiques. Ainsi, en premier lieu, on peut se demander comment les zapatistes vont trouver satisfaction à leurs revendications, lesquelles nécessitent une refonte constitutionnelle, alors que le propre de la défiance démocratique est de conduire à la *démocratie impolitique*, c'est-à-dire au creusement de la distance

entre la société civile et les institutions politiques, à la délégitimation des pouvoirs auxquels s'adressent les revendications, ainsi qu'à des formes de fragmentation et de dissémination du pouvoir là où devraient s'affirmer une cohérence et une globalité.

D'autre part, nous avons vu que le mouvement zapatiste cherche à créer des alliances depuis la base, et qu'il refuse de se constituer en parti politique et de relever tout défi électoral au nom de la gauche. La défiance démocratique zapatiste, qui s'organise autour de vouloir changer le monde sans prendre le pouvoir, ne pose-t-elle pas le problème de la représentation politique des indigènes et de la gauche mexicaine ? La prise de position radicale du mouvement zapatiste, qui se distance de toute institution et mine toute confiance issue du processus électoral, serait-elle une limite à la démocratisation au Mexique ?

À cet égard, si nous pouvons apprécier que les pratiques de défiance démocratique zapatistes sont inédites et renforcent leur appropriation sociale du pouvoir, nous ne pouvons ignorer du même coup qu'elles comportent leur part d'ambiguïté.

Mais bien que les zapatistes n'ont toujours pas obtenu satisfaction à leurs revendications, ils ne renoncent nullement à poursuivre la lutte politique et démocratique, et à croire, sur la lancée de l'Autre Campagne, en la possibilité d'un mouvement anticapitaliste et antinéolibéral de gauche et en bas en dehors de toute institution politique. En témoigne, l'organisation de plusieurs rencontres d'envergure internationale au cours des dernières années.

APPENDICE A

CARTES DU CHIAPAS

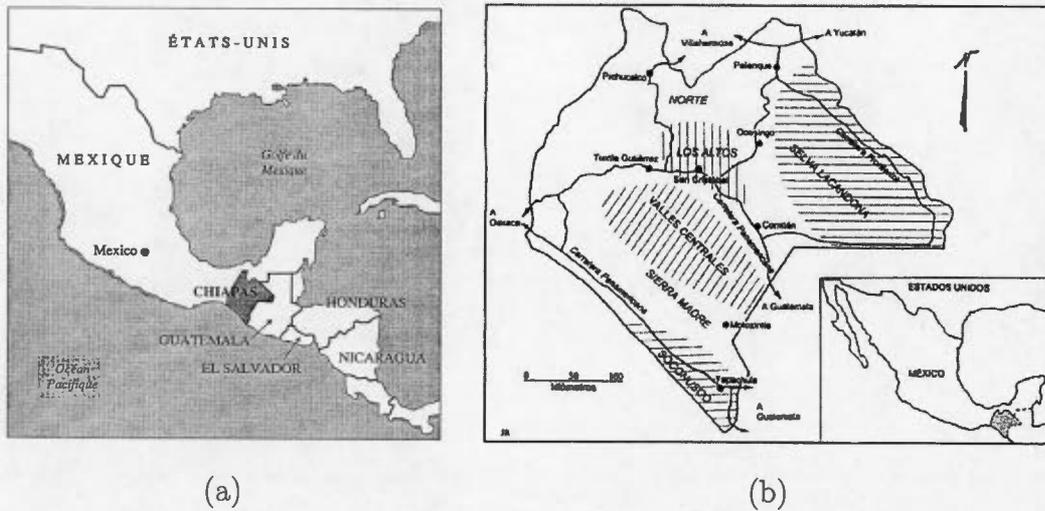


Figure A.1 Le Chiapas (a) dans sa région. (b) et ses régions.

La figure a) a été tirée de Sous-commandant Marcos et Le Bot (1997). *Le rêve zapatiste*. Paris. Le Seuil. p. 28. La figure b) a été tirée de Mattiace et al. (2002). *Tierra, libertad y autonomia : impactos regionales del zapatismo en Chiapas*, p. 433.

APPENDICE B

QUELQUES REPÈRES CHRONOLOGIQUES

- | | |
|-----------|--|
| 1821 | Indépendance du Mexique. |
| 1824 | Rattachement du Chiapas au Mexique. |
| 1910-1920 | Révolution mexicaine, celle des classes moyennes, s'érige contre le libéralisme. La Réforme agraire est l'un des principaux acquis de la Révolution. |
| 1917 | Proclamation de la Constitution qui est toujours en vigueur aujourd'hui. |
| 1919 | Assassinat d'Emiliano Zapata (10 avril). |
| 1968 | Grandes manifestations étudiantes à México qui se terminent par le massacre de la place des Trois-Cultures ou place Tlatelolco. |
| 1974 | Congrès indigène de San Cristóbal de Las Casas. |
| 1976-1982 | Présidence de José Lopez Portillo, qui se termine par la grande crise financière de 1982 : le Mexique en état de cessation de paiement. |
| 1982-1988 | Présidence de Miguel de la Madrid. Débuts de la politique de modernisation néolibérale : priorité aux exportations, désengagement progressif de l'État du secteur de la production. |
| 1988-1994 | Présidence de Carlos Salinas de Gortari (candidat du PRI) qui accélère la politique néolibérale (assainissement des finances publiques, privation d'un nombre considérable d'entreprises publiques et signature de l'ALÉNA). |
| 1989 | Chute du cours du café. |

- 1992 Remise en cause de la réforme agraire par la révision de l'article 27 de la Constitution.
- 1994 Entrée en vigueur de l'ALÉNA et soulèvement zapatiste (1^{er} janvier).
- Le gouvernement décrète unilatéralement un cessez-le-feu. Manifestation massive pour la paix à México.
- Dialogue dans la cathédrale de San Cristóbal (21 février-2 mars).
- Assassinat de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidence de la République (23 mars).
- Assassinat de José Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général du PRI (28 septembre).
- Crise financière, dévaluation du peso (environ 40 %) (19-21 décembre).
- 1994-2000 Présidence de Ernesto Zedillo (candidat du PRI).
- 2000-2006 Présidence de Vincente Fox (candidat du PAN).
- 2006- Présidence de Felipe Calderon (candidat du PAN).

Les principales initiatives lancées par l'EZLN à partir de 1994 :

- 1994 Convention nationale démocratique (6-9 août).
- 1996 Congrès fondateur du Front zapatiste de libération nationale (FZLN). Forum national indigène (8 janvier).
Forum spécial pour une réforme de l'État (30 juin-6 juillet).
- 1996, 1997 Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme.
- 1997 Marche des 1111 (septembre).
- 1999 Consultation pour la reconnaissance des droits des peuples indiens et pour la fin de la guerre d'extermination (21 mars).
- 2001 La Marche de la dignité indigène (24 février-1^{er} avril). Intervention de l'EZLN au Congrès de l'Union (28 mars).
Congrès national indigène (2-4 mars).
- 2005 Sixième Déclaration de la Selva Lacandona (13 juin); réunions préparatoires de l'Autre Campagne.
- 2006 L'Autre Campagne : première étape du circuit du délégué Zéro dans l'ensemble de la République mexicaine (1^{er} janvier-28 novembre).
- 2006, 2007 Rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde.
- 2007 Démarrage de la deuxième étape de l'Autre Campagne (25 mars).

APPENDICE C

LOIS RÉVOLUTIONNAIRES DE L'EZLN

(janvier 1994)

Impôts et guerre

Cotisation volontaire pour les personnes qui n'exploitent pas la force de travail d'autrui et pour les personnes démunies. Pour les autres, des impôts seront prélevés, représentant de 7 à 20 pour cent des revenus mensuels.

Les biens confisqués aux forces armées deviennent propriété de l'EZLN, attendu que les biens repris au gouvernement seront désormais propriété du « gouvernement révolutionnaire ».

Droits et devoirs des peuples en lutte

Droits égaux pour tous, sans aucune distinction de race, de religion ou d'appartenance politique.

Libre élection de leurs représentants.

Exiger la non-intervention de l'armée dans les affaires relevant des civils.

Posséder des armes et les utiliser pour se défendre, y compris contre l'armée révolutionnaire.

Coopérer, selon les termes accordés par la majorité, pour satisfaire les besoins de la révolution.

Les autorités civiles sont tenues de rendre des comptes à la population et au commandement de l'armée révolutionnaire sur leur activité et leur attitude.

Droits et devoirs des forces armées révolutionnaires

Dénoncer les mauvais gouvernements civils.

Respecter les actions du gouvernement révolutionnaire et la justice civile.

Faire la guerre à l'ennemi jusqu'à parvenir à l'expulser du territoire ou à l'anéantir.

Loi agraire révolutionnaire

Expropriation des terrains de plus de 100 hectares de mauvaise terre ou de 50 hectares de bonne terre, les petits propriétaires ayant la possibilité de rejoindre l'organisation de la commune, au sein de coopératives ou de sociétés paysannes.

Les terres données aux paysans démunis le sont sous le régime de la propriété collective.

Des terres expropriées sont consacrées à assurer la subsistance des orphelins et des veuves de guerre.

Protection des zones de forêt et reboisement.

Les ressources naturelles appartiennent au peuple.

Aucun impôt n'est prélevé à ceux qui travaillent de manière collective.

Loi révolutionnaire des femmes

Droit à décider du nombre d'enfants.

Droit à être élues démocratiquement pour occuper un poste militaire ou civil.

Aucune femme ne peut être forcée à contracter mariage.

Réforme urbaine

Les personnes vivant depuis quinze ans au même endroit cesseront de payer un loyer. Celles qui y vivent depuis moins de quinze ans paieront l'équivalent de 10 pour cent du salaire du chef de famille.

Les grandes maisons particulières peuvent être occupées pour y loger un grand nombre de personnes.

Travail

Les compagnies étrangères paieront l'équivalent des salaires qu'elles versent dans leur pays d'origine.

Augmentation mensuelle des salaires, supervisée par une commission locale des prix et des salaires.

Les travailleurs auront le droit de posséder des actions de l'entreprise, en fonction de leur ancienneté.

Industrie et commerce

Le monopole et l'accumulation sont interdits.

Les industries qui souhaiteraient fermer deviendront propriété de la nation.

Les prix des produits de base sont régulés par une commission élue démocratiquement.

Sécurité sociale

Sont prioritaires : les malades invalides, les orphelins et les personnes âgées sans famille.

Les pensions de retraite seront égales au salaire minimal.

(in Bernal, 2007, p. 116-117)

APPENDICE D

OBJECTIFS, TÂCHES ET PREMIÈRES MESURES DES CONSEILS DE BON GOUVERNEMENT

(août 2003)

Réduire dans toute la mesure du possible l'inégalité de développement des communes autonomes et des communautés.

Intervenir pour résoudre les conflits entre communes autonomes, d'une part, mais aussi entre communes autonomes et municipalités « officielles » (créées par l'État mexicain).

Répondre aux plaintes déposées contre les conseils autonomes pour violations des droits humains fondamentaux et à d'éventuelles dénonciations pour abus et irrégularités, vérifier leur bien-fondé, ordonner aux conseils autonomes de corriger de telles erreurs et veiller à l'application de ces correctifs.

Superviser la bonne marche des projets et travaux communautaires au sein des communes autonomes rebelles zapatistes, afin de veiller au respect des formules et des délais autorisés par les communautés et de promouvoir le soutien à des projets communautaires au sein des communes autonomes.

Veiller à la stricte application des lois qui, en commun accord avec les communautés, sont en vigueur dans les communes autonomes.

Accueillir et orienter la société civile mexicaine et internationale au cours de leur séjour dans les communautés, lancer des projets de production, installer des campements de la paix, mener des recherches (attention : qui bénéficient aux communautés) et superviser toute activité autorisée dans les communautés rebelles.

En accord avec le CCRI-CG de l'EZLN, encourager et approuver la participation de *compañeras* et *compañeros* des communes autonomes rebelles zapatistes aux activités ou manifestations qui auraient lieu hors des communautés rebelles, et intervenir dans la sélection et dans la préparation de ces *compañeras* et *compañeros*.

Veiller à ce qu'en territoire rebelle zapatiste quiconque commande, commande en obéissant.

Après avoir évalué la situation des communautés concernées, c'est le conseil de bon gouvernement local qui décidera de l'endroit où il y a le plus besoin d'adresser les aides provenant de l'extérieur. Tous les projets se verront taxés d'un « impôt frère », qui consiste à prélever 10 pour cent du montant total d'un projet pour le reverser à une communauté qui ne reçoit aucun soutien, dans le but de rééquilibrer un tant soit peu le développement économique des communautés en résistance.

Seules seront reconnues comme véritablement zapatistes les personnes, communautés, coopératives et sociétés de production et de commercialisation dûment enregistrées auprès d'un conseil de bon gouvernement. Les excédents ou bénéfices tirés de la commercialisation des produits de coopératives et sociétés zapatistes seront versés aux différents conseils de bon gouvernement afin que ceux-ci aident les *compañeras* et *compañeros* qui ne peuvent pas commercialiser leurs produits ou qui ne reçoivent aucun type de soutien.

(in Bernal, 2007, p. 118-119)

BIBLIOGRAPHIE

- Antillón, Ximena. « Caracoles et conseil de bon gouvernement », le 18 janvier 1996. Trad. de l'espagnol par DIAL. En ligne. <http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=139>. Consulté le 22 novembre 2009.
- Baschet, Jérôme. 2005. *La rébellion zapatiste : Insurrection indienne et résistance planétaire*. Paris. Flammarion.
- Baschet, Jérôme. « Liberté et Justice pour Atenco », le 8 mars 2009. En ligne. <manuchao.net/news/liberte-et-justice-pour-atenco/index.php>. Consulté le 6 avril 2010.
- Beaucage, Pierre. 2004. « Les suites du tremblement de terre zapatiste ». En ligne. <<http://www.ababord.org/spip.php?article526>>. Consulté le 22 décembre 2009.
- Benasayag, Miguel et Diego Sztulwark. 2003. *Du contre-pouvoir*. Paris. La Découverte. Trad. de l'espagnol par Anne Weinfeld.
- Bernal, Raül Ornelax. 2007. *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste : Du soulèvement armé à la naissance des caracoles*. Paris. Les livres de la jungle.
- Blanc, Jacques, Yvon Le Bot, Joani Hocquenghem et René Solis. 2001. *La fragile Armada : La marche des zapatistes*. Paris. Métailié. Trad. par Joani Hocquenghem et René Solis.
- Blasco, Nathalie. 2004. « Quel pouvoir des sites Internet d'information concernant l'EZLN sur la sphère politique mexicaine et l'opinion publique internationale? ». *Amnis. Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale*. En ligne : <<http://amnis.revues.org/692>>. Consulté le 28 février 2010.
- Canet, Raphaël. 2007. « Le peuple contre la nation. Mobilisations et démocratie au Mexique ». *La chronique des Amériques* En ligne. janvier, N° 2. En ligne : <www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=3377>. Consulté le 15 mars 2010.

- de la Sierra, Carlos Antonio. 1996. « De l'armée au front : le néo-zapatisme à la recherche de lui-même ». *Revue Volcans*, N° 22. En ligne. <<http://pauillac.inria.fr/~maranget/volcans/06.96/armee.html>>. Consulté le 12 décembre 2009.
- Favre, Henri. 1997. « Le révélateur chiapanèque ». In *Le Mexique de la réforme néolibérale à la contre-révolution 1988-1994*, sous la coordination de Henri Favre et Marie Lapointe, p. 419-456. Paris. L'Harmattan.
- de la Grange, Bertrand et Maite Rico. 1998. *Sous-Commandant Marcos : La géniale imposture*. France. Plon/Ifrane.
- Díaz-Polanco, Héctor. 2003. « Le rebelión zapatista y la autonomía, México, Siglo Veintiuno Editores » in Stéphane Guimont Marceau (2006). Le mouvement autochtone mexicain à l'heure du dixième anniversaire des Accords de San Andrés. *La Chronique des Amériques*. Mars 2006, N° 10. En ligne. <http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_marceau_06_10.pdf>. Consulté le 15 janvier 2010.
- Dutermé, Bernard. 2003. « Bilan de la rébellion zapatiste ». En ligne. juillet. <<http://www.cetri.be>>. Consulté le 24 novembre 2009.
- _____. 2004. « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas, Contre la résignation, deux pôles de résistance ». *Le Monde diplomatique* En ligne. janvier. <www.monde-diplomatique.fr/2004/01/DUTERME/10924>. Consulté le 24 novembre 2009.
- _____. 2006a. « Chiapas : du centre à la marge du jeu politique ? ». En ligne. juin. <<http://www.cetri.be>>. Consulté le 24 novembre 2009.
- _____. 2006b. « Bilan de la rébellion zapatiste : L'impasse d'une promesse ? ». En ligne. novembre. <<http://www.cetri.be>>. Consulté le 24 novembre 2009.
- _____. 2009, 29 octobre. *Que sont les zapatistes devenus ?* En ligne. <www.alternatives.ca/fra/journal-alternatives/publications>. Consulté le 5 janvier 2010.
- EZLN (CCRI-CG). 1994a. « Aux organisations indigènes », 20 janvier, p. 103. In *¡Ya Basta! Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*. Trad. de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration de Marina Urquidi. T. 1. Paris. Dagorno.

- _____. 1994b. « Appel à tous les mexicains », 20 janvier, p. 104-106. Voir EZLN (CCRI-CG).
- _____. 1994c. « Sur la demande de démission du président CSG (Carlos Salinas Gortari) », 26 février, p. 190-193. Voir EZLN (CCRI-CG).
- _____. 1996. « Quatrième déclaration de la forêt Lacandone », 1^{er} janvier. Trad. de l'espagnol par le CSPCL. En ligne. <http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=17>. Consulté le 20 novembre 2009.
- _____. 2005. « Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone », 22 juillet. Trad. de l'espagnol par Angel Caído. En ligne. <http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=204>. Consulté le 12 décembre 2009.
- Gilly, Adolfo. 1992. *Mexique Notre chute dans la modernité*. Paris. Syllepse. Traduit de l'espagnol par Véronique Giraud et Yves Sintomer.
- Gramsch, Clément. 2006. *Les Mexicains pour une autre idée de la démocratie*. En ligne. <http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=37826>. Consulté le 5 janvier 2010.
- Guimont Marceau, Stéphane. 2006a. « Autonomie et développement territorial au Mexique zapatiste : La part des organisations sociales ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- _____. 2006b. « L'autre campagne du mouvement zapatiste au Mexique ». *La Chronique des Amériques*. En ligne. Février 2006 N° 05. <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_marceau_06_04.pdf>. Consulté le 12 décembre 2009.
- Holloway, John. 2007. *Changer le monde sans prendre le pouvoir : Le sens de la révolution aujourd'hui*. Paris. Syllepse. Montréal. Lux. Trad. de l'espagnol par Sylvie Bosserelle.
- Le Bot, Yvon. Voir Sous-commandant Marcos. 1997.

- _____. 1999. « Le zapatisme, c'est cela ou ce n'est rien ». Rencontre avec Bernard Duterme, à Paris, le 11 mai 1999. En ligne. <www.cetri.be/spip.php?auteur6&lang=fr&debut_articles=80>. Consulté le 15 janvier 2010.
- Le Réseau du savoir électoral ACE. 1998-2010. « La réforme électorale au Mexique ». En ligne. <http://aceproject.org/main/francais/lf/lfy_mx.htm>. Consulté le 13 janvier 2010.
- Mattiace, Shannon L., Rosalva Aida Hernandez et Jan Rus. 2002. *Tierra, libertad y autonomia : impactos regionales del zapatismo en Chiapas*, p. 433. CIESAS. En ligne. <books.google.ca/books?id=Y7_1kfbRr7YC&printsec=frontcover>. Consulté le 15 janvier 2010.
- Melenotte, Sabrina. 2010. « L'autonomie zapatiste : quelle gouvernance? ». In *Gouvernance. Théories et pratiques*, sous la dir. de Dorval Brunelle, p. 191-219. Montréal (Qué.) : Éditions IEIM.
- Montalbán, Manuel Vásquez. *Marcos : Le maître des miroirs*. Paris. Mille et une nuits, 2003. Trad. de l'espagnol par Gabriel Cayo.
- Morales, Anahi et Émilie Breton. « La commandante Ramona et les zapatistes ». *À bâbord*. En ligne. N° 24, avril-mai 2008. <www.ababord.org/spip.php?article152&var_recherche=morales>. Consulté le 15 janvier 2010.
- Nadal, Marie-José. 1995. *À l'ombre de Zapata, Vivre et mourir dans le Chiapas*. Paris. Le Félin.
- _____. 2005. « Dix ans de lutte pour l'autonomie indienne au Mexique, 1994-2004 ». *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. XXXV, N° 1, p. 17-27. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- Otero, Gerardo, Peter Singelmann, Kerry Preibisch. 1997. « La fin de la réforme agraire et les nouvelles politiques au Mexique ». In *Le Mexique de la réforme néolibérale à la contre-révolution*, sous la coordination de Henri Favre et Marie Lapointe, p. 241-272. Paris. L'Harmattan.
- Pickard, Miguel. 2002. *Tout ce qu'il faut savoir sur le Plan Puebla Panamá*. En ligne. <<http://risal.collectifs.net/spip.php?article91>>. Trad. par DIAL. Consulté le 14 décembre 2009.

- Recondo, David. 2009. *La démocratie mexicaine en terres indiennes*. Paris. Karthala.
- Rodriguez Lascano, Sergio. 2005. « La conception zapatiste de l'action politique ». Rencontre avec Miguel Romero, à México DF, 6 octobre 2005. Trad. de l'espagnol par Miguel Romero. En ligne. <<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=245>>. Consulté le 28 décembre 2009.
- Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie*. Paris. Le Seuil.
- Sapinski, Jean-Philippe. 2002. « Le discours zapatiste : analyse structurale d'un mythe politique ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal.
- Sipaz, service international pour la paix. 2010a. « Chiapas en données ». En ligne. <http://www.sipaz.org/fini_fra.htm>. Consulté le 4 janvier 2010.
- _____. 2010b. « Le conflit ». En ligne. Voir Sipaz. Consulté le 3 janvier 2010.
- Sous-commandant insurgé Marcos. « À ceux qui accusent l'EZLN de causer la dévaluation », 30 décembre 1994, p. 134-139. In *¡Ya Basta! Vers l'internationale zapatiste*. Trad. de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration d'Alexandra et Eduardo Carrasco. T. 2. Paris. Dagorno.
- _____. « Sur Marcos et l'EZLN », 20 janvier 1994, p. 107-111. Voir EZLN (CCRI-CG).
- _____. 2000. *Prise de position de l'EZLN face aux élections*. En ligne. <<http://cspcl.ouvaton.org/ancien/19juin.html>>. Consulté le 9 décembre 2009.
- _____. 2005. *Une nouvelle étape du zapatisme civil*. En ligne. <http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=238>. Consulté le 14 décembre 2009.
- Sous-commandant Marcos. 2009. *Saisons de la digne rage*. Paris. Climats (Flammarion). Trad. par Joani Hocquenghem.
- Sous-commandant Marcos et Yvon Le Bot. 1997. *Le rêve zapatiste*. Paris. Le Seuil.
- Stavenhagen, Rodolfo. 1989. « Comunidades étnicas y estados modernos ». *America Indígena* XLIX(1). Voir Nadal, Marie-José. 2005.
- Wallerstein, Immanuel. 2008. *Qu'ont accompli les zapatistes?* En ligne. <<http://www.alterinter.org/article2130.html>>. Consulté le 15 décembre 2009.